

LA CRISE DE LA FORÊT LANDAISE ET SES REMÈDES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux
le 22 Juin 1935 à 15 heures*

PAR

Camille LABAT

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel de Bordeaux

BORDEAUX
IMPRIMERIE J. BIÈRE
18, rue du Peugue, 18

1935

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA CRISE DE LA FORÊT LANDAISE ET SES REMÈDES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

le 22 Juin 1935 à 15 heures

PAR

Camille LABAT

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel de Bordeaux

BORDEAUX

IMPRIMERIE J. BIÈRE

18, rue du Peugue, 18

1935

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Professeurs honoraires : MM. SAUVAIRE-JOURDAN, * O I.;
LESCURE, * O I.; de BOECK, *, O I, NOAILLES* O I;
BENZACAR, *, O I, MARIA, O I.

FERRON, *, O I, *Doyen*, professeur de *Droit commercial*.

FERRADOU, *, O I, *Assesseur du Doyen*, professeur d'*Histoire du droit* et chargé d'un cours de *Pandectes* (Diplôme d'études supérieures).

MARGAT, O I, professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *droit international privé* (Licence).

BONNECASE, O I, professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).

PALMADE, * O A, *, professeur de *Droit civil*.

VIZIOZ, O I, professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Diplôme d'études supérieures).

BONNARD, * O I, *, professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel comparé* (Diplôme d'études supérieures).

POPLAWSKI, * O I, professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.

ROYÉ, *, O I, *, professeur de *Droit romain*.

MOUNIER, O I, professeur d'*Economie politique* et chargé d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques* (Diplôme d'études supérieures).

BIBIÉ, *, *, professeur de *Droit international public*.

REGLADE, O A, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.

GARRIGOU-LAGRANGE, professeur d'*Economie politique* et *Science financière*, chargé d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).

HUBRECHT, O A, professeur d'*Histoire du Droit* (doctorat) chargé d'un cours de *Droit romain* (Licence 2^e année).

LABORDE-LACOSTE, O I, professeur à la Faculté de Droit d'Aix, chargé d'un cours de *Droit civil* (Licence), des cours de *Droit civil* (Capacité) et d'un cours d'*Enregistrement*.

LASSERRE, Agrégé, chargé d'un cours d'*Economie politique*, (Licence 2^e année).

GUILLIEN, chargé de cours (*Droit public*).

M. ARTIGUELONG, O A, *secrétaire*.

Mme COSTES, O A., *secrétaire-adjointe*.

Mme SOUBIE., *bibliothécaire*.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. GARRIGOU-LAGRANGE, *Professeur*. *Président*

M. MOUNIER, *Professeur*

M. LASSERRE, *Agrégé*

| *Suffragants*



INTRODUCTION

C'est un travers commun chez les gens qui écrivent de présenter volontiers, avec plus ou moins de justesse, en préfaçant leurs œuvres, la question qu'ils étudient comme un problème exceptionnellement important, souvent complexe et en tout cas, jusqu'à leur intervention, méconnu. Au risque de manquer d'originalité, nous partagerons cette déformation qui n'aura même pas l'excuse d'être professionnelle et nous avertissons le lecteur que le problème que pose la crise de la forêt landaise est en effet considérable et qu'au surplus, jusqu'à ce jour, il n'a jamais été, à notre connaissance, étudié dans son ensemble. Nous aurons donc la témérité de tenter de justifier cette opinion.

Son importance lui vient en premier lieu de l'intérêt que présente sa solution pour une vaste région économique. Car, s'il nous faut, à notre grand regret, paraître ignorer la Chalosse, partie du département des Landes, qui, au delà de l'Adour, prélude aux vallonnements du pays de Béarn et en partage les cultures variées, il nous faut, avec la forêt de pins elle-même, franchir, au nord et à l'est, les frontières de ce département pour embrasser complètement le massif forestier. Le département de la Leyre, qu'avait imaginé en 1851 un géomètre en chef du cadastre, nommé Simon, et qui chevauchait sur le département des Landes et le département de la Gironde, était encore à ce point de vue trop étroitement conçu. La ligne de démarcation suivait, en effet, du côté de la Gironde le milieu du fleuve de la pointe de Graves au Bec d'Ambès ; elle s'inclinait

alors vers le Sud-Ouest laissant Bordeaux en dehors du département, passait à proximité de St-Magne-de-Belin, contournait à l'est la commune de Luxey. Revenant à l'ouest, elle passait au nord de Labrit, d'Arjuzanx, s'inclinait vers le sud en passant près de Sindères, puis s'orientait à l'ouest pour aboutir à l'océan entre Contis et St-Girons. Mais, outre que le projet laissait en dehors des limites du nouveau département d'importants peuplements de Gironde et des Landes, il ne songeait pas à atteindre la forêt du Lot-et-Garonne. Ainsi, tout au long de notre thèse, les Landes représenteront-elles pour nous, au mépris du morcellement cartographique, une forêt continue de 800.000 hectares, 450.000 appartenant au département des Landes, 320.000 à la Gironde, 30.000 au Lot-et-Garonne. C'est le problème de la forêt et non celui, à la fois plus vaste et plus étroit, de la circonscription territoriale dessinée en 1789 que nous voulons évoquer sous ce nom. L'un est d'ailleurs pour une large part dans l'autre.

800.000 hectares de forêt sur laquelle vit exclusivement de ses produits, depuis de longues générations, une population nombreuse de gemmiers ; voilà ce qui donne la première dimension du problème ; l'autre, ce sera la gravité tragique de la crise qui réduit à une extrême misère ces travailleurs laborieux.

Cependant, s'il est vrai que le problème est si grave, il a dû parfois mériter quelques développements. Certes, nous aurions ingratitude à ne pas le reconnaître. La *Revue du Sud-Ouest économique* a souvent, en effet, dans ses numéros mensuels, parfois même dans ses publications spéciales, sous la plume d'éminents spécialistes narré l'histoire de la forêt landaise et essayé de découvrir son avenir. Le bulletin de l'Institut du Pin a, à ce dernier point de vue, lui-même traité — et avec quelle science — des utilisations nouvelles des deux produits essentiels de la forêt : la gemme et le bois de pin. M. Lacoste ¹, publiciste scrupuleux

¹ Publiciste correspondant bordelais de l'*Express du Midi*.

et attentif, a établi, chaque année, dans une petite brochure, les seules statistiques que l'on ait pu connaître sur les mouvements de la production, de la consommation et de l'exportation des produits résineux. Et les journaux qui informent le commerce des bois, traitant de problèmes plus généraux, ont partant indiqué les conditions particulières du marché du bois de pin. Ajoutons enfin, que l'agitation qui a pu se dessiner en forêt landaise pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur une crise sévère a inspiré quelques articles de journaux. Mais aucun travail, qui eut groupé et fondu tous les éléments empruntés à ces sources diverses pour décrire les temps heureux de la prospérité, mesurer l'étendue de la crise et énumérer les mesures prises pour y pallier, n'a été tenté. C'est une lacune que nous avons essayé de combler dans les trois premiers chapitres de notre étude.

Comme tout problème ne vaut la peine d'être posé que pour aider à la recherche de sa solution, spécialement quand on a quelque raison de penser que les moyens préconisés jusqu'à l'heure sont insuffisants, nous avons voulu, après avoir critiqué les remèdes appliqués, rechercher dans un nouveau chapitre ceux qui nous paraissent les plus propres du point de vue technique, à opérer le redressement de notre économie régionale. Nous avons pensé, en effet, qu'il fallait chercher dans des utilisations nouvelles des débouchés nouveaux à nos produits. Le quatrième chapitre a essayé de les entreouvrir.

Enfin dans notre conclusion nous avons présenté l'organisation corporative comme le vrai remède. On nous reprochera peut-être de n'avoir indiqué là que le sens d'une orientation nouvelle sans construire un système. Nous ne pensons pas devoir mériter qu'on nous en fasse grief. Nous avons jugé, en effet, qu'il ne nous appartenait pas de décrire un programme général de réforme de l'économie qui eût dépassé de beaucoup le cadre modeste de notre sujet. Il nous a paru préférable et plus à propos d'établir qu'à

cette réorganisation générale de l'économie, l'économie landaise pourrait contribuer efficacement, pour sa part, puisque les timides efforts tentés en ce sens ont déjà parfois chez nous révélé l'efficacité du principe.

CHAPITRE PREMIER

AVANT LA CRISE

« Le pin maritime a été appelé l'arbre d'or, il mérite ce nom c'est grâce à lui qu'une région désertique et sauvage a pu se peupler et connaître la prospérité. »

Paul DUBOSCQ.

SECTION I

LA PROSPÉRITÉ DANS NOS LANDES N'A JAMAIS ÉTÉ QU'UN BREF ACCIDENT.

Ce ne sera pas la moindre singularité de cette terre landaise — que d'aucuns s'obstinent à tenir pour un pays monotone et sans pittoresque — que d'avoir prêté aux jugements les plus divers, parfois même les plus contradictoires. Cette terre qu'un de ses Evêques, s'il faut en croire une vieille chronique, redoutait de visiter dans la crainte d'être dévoré par les moustiques qui pullulaient sur les eaux croupissantes de ses marais ; qu'un de ses préfets jugeait si fâcheusement qu'au moment de rallier son poste il joignait à son bagage une paire d'échasses est celle-là même que les membres de la commission sénatoriale des finances représentaient naguère comme une terre d'élection. A l'évocation désormais mythique du berger gigantesque vainement poursuivi dans les profondeurs de ces vastes

solitudes, s'est aujourd'hui substitué le mythe plus moderne, mais également cruel, de l'arbre aux larmes d'or, comme disait le poète. Un thème suffit, il est vrai, à l'imagination pour qu'elle se débride et s'exalte ; le thème du pays landais aura fourni des schèmes particulièrement féconds et les deux panneaux du diptyque voué à son extrême misère ou à sa surabondante richesse ont connu des couleurs également vives, tant il est vrai que la manière est demeurée la même : une ignorante fantaisie. Car l'imagination du géographe Malte-Brun était à la vérité encore hantée par le souvenir de la vie nomade des hordes germaniques lorsqu'en 1856 il s'oubliait jusqu'à écrire dans sa *France illustrée* : « Le colon qui forme la masse de la population est un être maigre qui couche sur la paille ou dans sa charrette, qui se nourrit d'un pain noir de seigle ou de maïs assaisonné de sardines de Galice... on les voit errer dans des chariots trainés par des bœufs portant avec eux leur nourriture et celle de l'attelage. Quand ils se sont arrêtés quelque part pour passer trois heures d'un pauvre sommeil au fond de leur charrette ou sur le sol humide, quand ils ont fait avaler de force à leurs bœufs des tiges sèches de pins mêlées de son et de seigle, ils poussent un cri rauque, signal du départ, et la caravane reprend sa marche. »

Faut-il dire à la décharge de ce singulier géographe que son érudition puisait largement aux étranges récits du Docteur Thore ? nous ne le pensons pas. Celui-ci médecin, botaniste, philosophe et surtout fervent spirite préférait à la thérapeutique l'exploration de l'au-delà et trouvait au moins dans ces investigations, l'excuse d'emprunter à un monde ce qu'il ne trouvait plus dans l'autre. Pas davantage ne lui vaut indulgence l'extravagante information de Girault de St-Fargeat qui, dans son *Dictionnaire des communes* entendait mugir derrière les roseaux des lagunes qui parsemaient la lande, des troupeaux... de buffles ! Qu'importe, en effet, ce ridicule précédent : l'érudition d'un Malte-Brun ne saurait jamais être qu'une demi-science et

son art est pour le moins contestable si la première qualité de l'historien demeure de n'avancer rien qui ne soit exact.

L'année 1856 se situe au contraire à la fin de cette ère de transformation que fut pour nos Landes la poursuite d'un vaste programme de reboisement méthodique et tenace. Non point, certes, contrairement à un préjugé courant, que Brémontier, qui depuis 1787 s'intéressait au moyen de fixer les dunes d'établir un port à Arcachon, ait acclimaté sur notre sol le pin maritime. A la vérité le pin fut toujours indigène entre l'Adour et Bordeaux : Strabon, Pomponius Méla, Saint-Paulin, Ausone en témoignent abondamment et il y eut toujours sur ce coin de terre des hommes « aux vêtements souillés de résine et de poix comme si le limaçon y avait marqué sa traînée phosphorescente ». Mais l'indiscutable mérite de Brémontier demeure d'avoir poursuivi le rêve de tant d'autres, des Frères Desbieys, de Charlevoix de Villers en particulier et d'avoir surtout réalisé cette idée simple et géniale de la couverture de branchage et d'ajoncs, qui garantirait les pins à venir contre la voracité des troupeaux. Ce grand œuvre mené avec obstination et qui sut obtenir l'appui des pouvoirs publics devait être parachevé par la sage politique forestière de Napoléon I^{er} et plus tard de son neveu Napoléon III : en 1856, précisément nous sommes à la veille de cette loi décisive du 19 juin 1857 qui consomme la disparition de ce désert où Arago imaginait une race chétive et malheureuse disputant son existence à des marais envahisseurs et des sables mouvants. Cette loi obligeait les communes à assainir et à ensemercer les parties de leurs landes communales servant aux pacages, les autorisant à vendre les parties pouvant être mises en culture. Dans le seul département des Landes 60.950 hectares furent boisés, 122.750 furent aussi aliénés et le mouvement de mise en valeur par les semis se propagea plus activement encore chez les particuliers. Déjà d'ailleurs, et depuis 1842, Chambrelent travaillait à l'assainissement du pays landais et menait à bonne fin l'assèche-

ment des lagunes par le système très simple encore, mais très efficace des fossés à ciel ouvert, des « crastes » qui permettaient le complet écoulement des eaux. C'est encore à ce travail opiniâtre que l'on doit la transformation de sables stériles en une abondante forêt se perpétuant sur un sol stabilisé et le temps est proche où le tableau de cette gigantesque entreprise pourra être cité comme une « des plus belles pages du progrès de la civilisation ».

Et voici que pour obtenir une meilleure exploitation de ces 800.000 hectares de forêts reconstituées, protégées, enfin contre la pratique criminelle de l'« écobuage », Hugues, au milieu du xix^e siècle, a imaginé de remplacer par le pot d'argile vernissé le « crot » primitif, simple trou dans la terre où la résine en s'égoutant se souillait et s'adultérait.

Désormais aussi, en même temps que se produit cette évolution, les établissements de distillation routiniers et, comme autrefois le service du moulin, nés sur la grande propriété, se perfectionnent et se concentrent ; à côté de la fabrique, le négoce, qui remonte sans doute aux achats de résine que nous faisaient dans l'antiquité les Phéniciens, se développe et les marchés officiels de Dax et de Bordeaux connaissent bientôt les rivalités d'intérêts entre les syndicats de fabricants et les syndicats de négociants. La barrique de résine qui en 1816 valait 23 francs est à 68 francs en 1857 et elle va connaître jusqu'à nos jours, à travers les cotations du marché, l'attraction désordonnée des lignes de forces qui composent la loi de l'offre et de la demande et dont la résultante se traduira pour notre pays de monoculture par la prospérité ou la misère.

La production ligneuse elle-même, longtemps considérée comme accessoire, ne manquait pas de se développer parallèlement et l'ouverture des routes agricoles, des voies ferrées allait définitivement soumettre aux fluctuations du marché international le bois des Landes et ses industries.

Mais c'est déjà dire que notre économie landaise qui

dans ses deux branches essentielles, la production ligneuse et l'industrie de la gemme et de ses dérivés, ne va cesser de grandir, demeure étroitement tributaire d'un marché où la loi multiforme de la concurrence sévit durement.

Sans doute Camille Jullian en a fort poétiquement écrit lorsqu'en 1913 il confiait à la *Revue bleue* une pensée juste : « De la forêt jusqu'alors demeurée stérile, l'industrie a su tirer une richesse qui ne s'épuise pas. Les gouttelettes de résine se sont transformées en une source de richesse plus abondante même que les grappes de raisin ou les épis de blé. Les villages sont devenus de coquettes bourgades encadrés par la blancheur de routes toutes neuves ; le paysan des Landes a grandi à l'état de bourgeois heureux et sa maison aux volets verts repose avec confiance à l'orée des pinèdes nourricières. » Mais prenons-y bien garde : Ne croyons pas trop facilement à la réalité d'une richesse, surtout virtuelle : durant ces 80 ans qui s'étendent des premiers efforts tentés pour aider utilement à la résurrection de la forêt jusqu'en cette année 1934, les périodes de réelle prospérité ont été rares et demeurent exceptionnelles. Nous n'en connaissons que deux. L'une qui se noie dans la médiocrité des années qui la précèdent et qui la suivent : elle coïncide avec la guerre de Sécession et la paralysie passagère de notre redoutable concurrent, l'Amérique. C'est le temps où l'on fait venir à Rions, nous dit quelque par Cuzacq, du vin de Bordeaux et c'est le signe d'une indiscutable richesse : la barrique vaut, en 1864, 242 francs. L'autre plus longue coïncide avec ces années troublées qui suivirent immédiatement le bouleversement de la guerre 1914-18 et amorcent sa liquidation laborieuse : l'artifice de l'inflation épuise alors ses moyens ; comment l'économie landaise échapperait-elle à ses illusoirs effets ?

Mais c'est à nouveau aujourd'hui le retour brutal aux temps difficiles d'autrefois où l'on vivait sans doute, mais chichement, besogneusement, aux prix d'un rude labeur même après que de tenaces et après revendications eus-

sent mérité à l'ouvrier de la forêt l'équitable répartition d'un maigre profit. Et il n'empêche, tant on ne veut connaître les Landes qu'à travers un préjugé, qu'on n'en continue pas moins à exalter l'extraordinaire aisance de notre pays : de graves sénateurs, avec toute l'autorité qui s'attache à la haute situation d'un président et d'un rapporteur général de la commission des finances, le proclament avec chaleur, sinon avec conviction. C'est, il est vrai, que les Landes n'ont été découvertes par beaucoup que lorsque déferlait sur elles la vague de prospérité et l'impression qu'ils en ont rapportée marquera pour longtemps notre histoire vouée aux révisions séculaires. On était déjà si surpris de ne plus rencontrer le légendaire échassier tricotant au bord de la lagune qu'on devait l'être plus encore de constater quelque bien-être dans ce pays popularisé par Maltes-Brun. On a repoussé alors à grand fracas d'indignation la légende de l'oiseau emportant sur ses ailes les graines nécessaires à sa subsistance pour la traversée de ces terres inhospitalières, pour en créer une autre : celle de notre inépuisable richesse. Ainsi fûmes-nous fait riches pour cent ans...

Ce sont ces quelques années aujourd'hui révolues que nous voulons évoquer cependant en étudiant successivement dans les deux sections suivantes l'extension que connurent ainsi et le commerce des résines et le commerce des bois, toutes industries et négoce entées sur cet arbre rustique qui justifiait alors le proverbe né de la conjoncture « qui a pin a pain ».

SECTION II

L'EXTRAORDINAIRE ESSOR DE L'INDUSTRIE RÉSINIÈRE DE 1919 A 1928

Etait-il donc totalement injustifié cet essor soudain qui, après les tristes années de guerre où femmes et vieillards s'essayaient à remplacer dans la forêt désertée les gem-

miers mobilisés, allait sans transition nous offrir la fortune? Sans aucun doute, non et il serait à nouveau injuste et inexact de ne retenir que les facteurs artificiels de l'âge d'or pour méconnaître les éléments naturels qui en définitive promurent sa réalisation. La hausse générale des prix n'aura été, en effet, que la circonstance favorable à l'obtention de cet heureux résultat : les qualités naturelles du produit l'imposaient déjà. La *Revue du Sud-Ouest Economique*, dans le numéro spécial qu'elle consacrait au pin, au lendemain d'une vertigineuse ascension du prix de la résine le remarquait indirectement : « Le pin maritime, y pouvait-on lire, a fait la fortune de la région forestière de Gascogne... la gemme, ce suc de l'arbre d'or, a sous les aspects différents de ses multiples transformations répondu à des besoins toujours augmentés. Sa valeur s'en est naturellement accrue en proportion. Une atteinte sérieuse portée à l'existence de la forêt de pins maritimes serait une catastrophe dont on apprécie mal les conséquences. Nous pouvons affirmer avec certitude qu'on ne saurait passer une journée sans faire usage plusieurs fois des dérivés de la gemme. Nulle région en France n'apporte à la vie un tribut aussi constant en même temps qu'aussi indispensable. »

Ainsi et tout d'abord, c'est la riche et complexe nature de la résine qui coule sous les morsures répétées du « hachot » le long de la carre profonde jusqu'à l'aubier, qui a puissamment contribué à valoir à nos Landes son heure de prospérité et demeure le gage le plus certain du redressement de notre économie. C'est la gemme, le sang de l'arbre qui s'épanche goutte à goutte durant des mois entiers et « prend déposée la blancheur irisée de l'opale » qui connaît les traitements les plus variés à des fins industrielles, chimiques, pharmaceutiques, domestiques et même artistiques. Chiffrer, même approximativement, l'importance de cette consommation mondiale est chose impossible. On peut néanmoins avancer sans hésitation que cette consommation

est vouée à une augmentation certaine et constante. On connaît, en effet, le vaste champ d'utilisation et de transformation des dérivés de la gemme et ce champ prend chaque jour plus d'extension par suite de conceptions industrielles nouvelles et des travaux toujours plus féconds des chimistes. L'essence de térébenthine, les colophanes, les brais produits directs de la distillation de la gemme demeurent des produits de « grande noblesse » dont les qualités parfois méconnues n'ont pas été égalées. Faudra-t-il exposer ici les inépuisables utilités que présente l'essence de térébenthine, l'*aqua ardens* de l'antiquité, produit unique et supérieur, produit naturel et végétal, qu'aucune matière minérale, aucune combinaison synthétique ne peut sérieusement concurrencer, tant lui demeurent propres ses vertus industrielles, chimiques et même médicinales ? Le plus grand débouché de l'essence de térébenthine a été fourni jusqu'à nos jours par les industries des peintures, des laques, des encaustiques, des cirages et des vernis auxquels elle a apporté comme solvant volatil la « siccativité rapide, le lustre parfait et l'agréable parfum ». Les emplois chimiques se sont révélés nombreux et audacieux : les terpènes obtenus dans toute leur pureté ont ouvert les vertigineux horizons de la fabrication du caoutchouc et du camphre synthétique, laissant à leurs essences résiduelles elles-mêmes d'étonnantes activités. La branche la plus importante des dérivés du pinène demeure à elle seule tout un programme industriel qui s'étend du domaine de la parfumerie jusqu'à celui des colorants, des confins de la thérapeutique jusqu'aux vastes débouchés de l'industrie du celluloïd et des plastifiants.

Quant aux colophanes, phase solide de la distillation de la gemme, il ne faudrait pas tomber dans la naïveté plaisante de croire qu'elles ne trouvent leur emploi qu'en lutherie. La colophane entre, au contraire, dans la composition d'une foule de produits tels que les ciments variés, les cires à cacheter, les onguents, les linoléums, les poix,

les huiles de résine et le noir de résine de l'encre d'imprimerie. Depuis quelques années même, la fabrication des savons où la colophane a remplacé les corps gras de diverses provenances a atteint un haut degré de perfection et démontre pleinement que la résine apporte aux savons de très pratiques qualités qui leur permettent de rivaliser honorablement avec les « extra-purs ».

Les brais, enfin, autre produit sec de tous temps utilisé au calfatage des navires, ce qui valut à nos Landes la sollicitude du ministre Colbert et en Amérique aux produits résineux l'appellation inchangée de « navals stores », connaissent chez nous les belles teintes à grande transparence d'une fabrication parfaite ; ils composent les isolateurs très appréciés de nos appareils téléphoniques et électriques, ce qui ne les empêche pas de trouver les débouchés les plus intenses dans la fabrication de la colle spéciale, grâce à laquelle le papier de journal devient brillant et imperméable aux encres d'imprimerie.

Aussi faudrait-il l'exposé technique d'un chimiste pour décrire exactement la riche composition de la gemme et découvrir complètement l'avenir de ses dérivés : profane nous n'avons su en rapporter que les plus usuelles et les plus pratiques utilisations. Cependant, quelque imparfaite que puisse apparaître cette énumération, elle permet déjà de comprendre qu'à la faveur du désordre monétaire qui suivit la guerre, sous la poussée de la dépréciation du franc et des changes erratiques, notre résine devait nécessairement atteindre des prix jusque-là insoupçonnés. L'avisement de la devise française nous interdisait alors l'importation gravement onéreuse et excitait au contraire l'achat de l'étranger qui bénéficiait d'un change favorable. La demande se faisait trop pressante pour que l'offre n'exagérât pas ses prétentions. Mais surtout c'est désormais une monnaie dépréciée qui paie la barrique de résine et le prix s'enfle à la mesure exorbitante de l'inflation. Cette barrique

de résine de 340 litres, qui en 1900 vaut encore 70 francs, cependant que les 100 kilos de produits secs et d'essence de térébenthine valent respectivement 12 et 80 francs, va connaître en 1920 et en 1926, deux années particulièrement favorisées, les prix astronomiques de 750 et 1.300 francs. L'essence et les colophanes bénéficient naturellement de cette prodigieuse ascension ; l'une atteint, en 1926, 808 fr., les autres, 386. Sans doute, les années de guerre avaient esquissé une transition, puisqu'après le décret désastreux de 1914, interdisant l'exportation des résineux, le gouvernement réquisitionna en 1916 l'essence au prix de 130 fr. les 100 kilos et reprit en 1917 les marchés de gré à gré sur les bases de 134 fr. l'essence et 68 fr. les produits secs ; mais il n'en est pas moins établi que le litre de gemme dont la valeur oscillait avant guerre sur les marchés de Dax, de Labouheyres et de Bordeaux entre 0 fr. 15 et 0 fr. 50 pour s'établir à la moyenne de 0 fr. 20 en 1914 était coté sur les mêmes marchés 2 fr. 196 en 1920, 2 fr. 507 en 1925, 4 fr. 199 en 1926, et 2 fr. 09 en 1927 ! Sans doute aussi 1921 marque une chute sensible puisque le litre de résine ne vaut plus que 0 fr. 631, la térébenthine 290 et les brais 63 fr., mais ce n'est là que l'effet passager du décret du 23 octobre 1920 prohibant l'exportation de l'essence de térébenthine ou ne l'autorisant par dérogation que contre une taxe de 20 % *ad valorem*. Mise à part cette année déficitaire qui nous ramène aux années de guerre et nous rapproche des cours actuels, les produits résineux maintiennent leurs hauts prix.

D'ailleurs mieux que toute dissertation, les chiffres le démontrent à l'évidence : les tableaux que nous rapportons permettent une comparaison aisée et concluante ¹ :

1. Les années 1861-1862-1863-1864 sont les années de la guerre de sécession.

ANNEES	ESSENCE (100 kg.)	PRODUITS SECS (100 kg.)	RESINE (B. de 340).
1857	87 fr.	14 fr.	68 fr.
1862	190 »	104 »	165 »
1863	190 »	104 »	190 »
1864	180 »	112 »	242 » ¹
1865	90 »	46 »	100 »
1875	50 »	17 50	50 »
1880	60 »	11 »	50 »
1885	40 »	10 »	42 »
1890	65 »	12 »	55 »
1895	49 »	10 »	50 »
1900	80 »	12 »	70 »
1901	50 »	10 »	50 »
1902	80 »	13 »	72 »
1903	85 »	14 »	85 »
1904	90 »	18 »	88 »
1905	90 »	19 »	100 »
1906	97 »	23 »	100 »
1907	98 »	25 »	120 »
1908	70 »	19 »	70 »
1909	75 »	18 »	90 »
1910	110 »	11 »	120 »
1911	115 »	36 »	140 »
1912	80 »	37 »	125 »
1913	65 »	24 »	84 »
1914	66 »	20 »	70 »
1915	85 »	26 »	83 »
1916	130 »	44 »	165 »
1917	187 »	66 »	225 »
1918	276 »	80 »	250 »
1919	330 »	115 »	385 »
1920	617 »	180 »	748 »

1. Il s'agit de moyennes établies entre les prix payés aux quatre amas-
ses successives.

ANNEES	ESSENCE (100 kg.)	PRODUITS SECS (100 kg.)	RESINE (B. de 340)
1921	280 »	70 »	210 »
1922	438 »	65 »	400 »
1923	504 »	83 »	534 »
1924	476 »	117 »	560 »
1925	674 »	247 »	850 »
1926	808 »	386 »	1.300 »
1927	544 »	247 »	800 »
1928	449 »	215 »	571 »
1929	494 »	211 »	614 »

Cette dernière décade est sans conteste privilégiée : dans la période englobant les 28 dernières années, les prix annuels moyens payés au litre de gemme se répartissent, remarque M. Lacoste dans ses précieuses publications, comme il suit :

Au dessous de 0 fr. 25°.....	1901, 1902, 1908, 1913, 1914, 1915
De 0 fr. 25 à 0 fr. 50	1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1909 1910, 1912, 1916
De 0 fr. 50 à 0 fr. 75	1917, 1918, 1921
De 0 fr. 75 à 1 fr.	1911
De 1 fr. à 1 fr. 25	1919, 1922°
De 1 fr. 50 à 1 fr. 75	1923, 1924, 1928, 1929
De 2 à 3 fr.	1920, 1925, 1927
Au-dessus de 4 fr.....	1926

C'est assez dire les énormes profits que réalisèrent en cette ère miraculeuse nos Landais, surtout si nous rappelons qu'un hectare de pins contenant 150 pins de place fournit une barrique de 340 litres et que de cette barrique 74 kilos d'essence et 228 kilos de produits secs sont obtenus par le procédé de la distillation chaque jour en progrès. Aussi la production va-t-elle de nouveau s'accroître. Déjà depuis 1857, au fur et à mesure que la forêt d'ailleurs mieux cultivée se livre à l'exploitation, elle n'a cessé de s'intensifier : En 1904, 20.000 tonnes d'essence et 75.000 tonnes de produits secs ; en 1910, 25.000 d'essence et 85.000 de produits secs sont jetés sur le marché par la forêt landaise. Mais l'année

1920 marque une forte augmentation ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessous :

Années	Essence de térébenthine (en tonnes)	Produits secs (en tonnes)
1913-14	25.000	85.000
1914-15	19.000	64.000
1915-16	15.000	51.000
1916-17	17.000	60.000
1917-18	17.000	60.000
1918-19	20.000	68.000
1919-20	25.000	85.000
1920-21	30.000	105.000
1921-22	26.000	87.000
1922-23	25.000	85.000
1923-24	24.000	84.000
1924-25	26.000	90.000
1925-26	27.000	94.000
1926-27	28.000	90.000

Le gemmage rémunérait d'ailleurs, si largement le résinier que le nombre des gemmiers qui s'élevait en 1910 à 9.177 est bientôt passé à 20.000 sans compter les ouvriers d'usine, cependant que les moindres parcelles étaient plantées en pins et que les petits champs de maïs et de seigle qui clairsemaient les pignadas, disparaissaient sous de nouveaux semis. On cite même qu'alors le prix des pots de résine, les vases d'argile qui recueillaient la gomme le long de la carre et qui valaient 36 francs le mille, s'éleva bientôt à 1.500 le mille, qu'ils manquèrent et qu'on eut recours à des récipients les plus hétéroclites, à des boîtes de conserves, des pots de fleurs pour ne point laisser perdre la sève précieuse. Comment d'ailleurs, notre population landaise n'eût-elle pas été encouragée dans l'intensification d'une culture si profitable, quand l'exportation elle-même qui n'avait cessé de grandir venait la confirmer dans le

sentiment bien naturel, qu'après des années de peine si longues et si dures, des temps meilleurs étaient définitivement acquis ? L'exportation, en effet, fut toujours le principal débouché de la production française des résineux, et au cours des cinq années qui ont précédé la guerre les quantités moyennes exportées s'élèvent déjà aux chiffres satisfaisants de 11.224 tonnes d'essence de térébenthine et 57.300 tonnes de produits secs, à peu près la moitié de la récolte.

Années	Essence de térébenthine (en tonnes)	Produits secs (en tonnes)
1909	11.056	57.455
1910	12.672	55.945
1911	12.428	58.931
1912	9.924	70.528
1913	10.644	43.642

Nous préférons retenir ces chiffres publiés par M. Lacoste plutôt que ceux donnés par M. Laroquette et qui en 1913, par exemple, n'accordent aux exportations que 4.622 tonnes à l'essence de térébenthine et 46.158 tonnes aux produits secs ¹. Le souci d'objectivité et d'impartialité qui nous anime ne nous permet pas en effet d'établir une moyenne entre des chiffres si manifestement contradictoires. D'ailleurs, en adoptant les forts tonnages, nous pensons tout de même pouvoir établir que les exportations aidèrent puissamment au maintien de la prospérité. C'était déjà inespéré qu'au prix exorbitant atteint par les résineux, ces chiffres fussent maintenus et même, parfois, dépassés quand le marché s'encombrait des offres de nouveaux pays producteurs ; c'était là surtout un résultat inespéré au lendemain des années de guerre où des mesures sévères réglémentant étroitement l'exportation l'avait réduite, en particulier pour l'essence de térébenthine, à une proportion modeste.

1. Laroquette, *Les Landes de Gascogne*.

1914	2.712 tonnes d'essence
1915	3.131 — —
1916	1.238 — —
1917	2.386 — —

mais à partir de 1919 l'exportation s'intensifie et absorbe à nouveau 50 % de la production :

Années	Essence de térébenthine (en tonnes)	Produits secs (en tonnes)
1919	6.780	51.786
1920	11.748	61.957
1921	12.489	79.685
1922	9.104	58.135
1923	9.030	51.248
1924	8.829	64.646
1925	12.956	42.219
1926	15.352	63.790
1927	12.430	63.818
1928	12.366	61.738
1929	8.210	52.882

Nos colonies, l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, la Suisse, l'Australie et les Etats-Unis achètent notre essence de térébenthine et nos produits secs : les chiffres des importations de 1922 à 1926 nous instruisent de la qualité et de la quantité de leurs besoins.

Les Etats-Unis eux-mêmes, les plus grands producteurs de résine du monde, importent nos colophanes pâles, produits essentiellement français, de facture inimitable : aucune considération ne saurait mieux que le rappel de cette flatteuse clientèle, souligner et illustrer l'extraordinaire faveur, qu'en ces temps exceptionnels connut notre résine landaise.

LES PRINCIPAUX ACHETEURS DE PRODUITS RESINEUX FRANCAIS

	Allemagne	Angleterre	Belgique	Italie	Pays-Bas	Suisse	Etats-Unis	Australie
	(tonnes)	(tonnes)	(tonnes)	(tonnes)	(tonnes)	(tonnes)	(tonnes)	(tonnes)
1922	Essence de térébenthine Produits secs.....	691 2.428 10.143	1.604 7.239	1.241 7.034	864 6.133	994 1.972	» »	» »
1923	Essence de térébenthine Produits secs.....	292 6.652	1.222 6.264	1.675 13.741	1.007 2.543	1.879 3.508	» »	» »
1924	Essence de térébenthine Produits secs.....	593 6.420	988 5.289	1.751 13.412	729 3.039	2.504 3.401	» 239	» 1.543
1925	Essence de térébenthine Produits secs.....	2.954 11.392	2.347 8.780	1.400 10.195	1.233 3.307	2.111 3.500	» 3.437	» 3.154
1925	Essence de térébenthine Produits secs.....	2.996 11.339	1.575 12.026	1.773 7.119	2.271 3.099	2.982 3.858	» 4.161	» 3.397

SECTION III

L'AUTRE ESSOR.

L'INTENSE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE DES BOIS PENDANT ET APRÈS LA GUERRE

C'est à la guerre que les bois des Landes, longtemps méprisés, ont dû leur réhabilitation. Ce n'est point d'ailleurs que le problème des débouchés soit resté antérieurement sans se poser : l'exploitation en fin de carrière des massifs forestiers, la méthode des éclaircissages successifs pratiquée afin de donner plus d'air, d'insolation ou de place aux arbres pouvait produire annuellement et depuis longtemps déjà 800.000 tonnes de bois. Mais l'écoulement de cette importante production restait, malgré tout, limité et le plus souvent borné aux horizons étroits de la consommation locale. Seule, l'exportation des poteaux de mine vers les charbonnages du pays de Galles devait, à partir de 1865, connaître une notable extension, sans que, toutefois, l'utilisation du bois de pin dans les travaux d'aménagement du métropolitain et la construction de l'exposition de 1900, deux tentatives au reste timides, aient pu l'affranchir de l'ostracisme dont il était frappé et le purger d'une réputation gratuite qui en faisait officiellement « un bois de par son essence même inutilisable ».

Ainsi survint la guerre 1914-1918, avec ses énormes besoins, les difficultés qu'elle suscitait elle-même à l'importation, la nécessité d'approvisionnements immédiats, et la forêt landaise devint subitement d'une appréciable ressource : la hache de nos alliés américains qui bivouaquaient dans nos pignadas procéda bientôt à l'abatage massif de nos pins avec la même prodigalité que si elle se fût encore exercée dans les inépuisables forêts de la Géorgie et de la Caroline. Mais qui donc eût alors protesté ? La nécessité de la défense nationale l'imposait peut-être et

d'ailleurs des prix avantageux, largement compensateurs rémunéraient le sacrifice. Tout scrupule devait rapidement s'évanouir devant la spéculation effrénée qui agita le marché de nos bois et menaça d'anéantir nos pineraies. Cet hommage soudain, rendu à la qualité de notre produit rachetait grassement une longue méconnaissance qu'il était avantageux et profitable aux trafiquants de renier momentanément : 1.590.000 tonnes de bois divers sont alors extraites annuellement de la forêt landaise.

L'après guerre qui a des ruines à relever, les régions dévastées à reconstruire et qui se déroule sous le signe d'une monnaie dépréciée maintiendra et dépassera ces chiffres. C'est tout d'abord le commerce des poteaux de mine qui n'a cessé de s'intensifier jusqu'aux grèves désastreuses de 1926 dans les houillères anglaises : il est, nous l'avons dit, le plus ancien, né tout naturellement de cette conception sylvicole de l'éclaircissage faite de tradition et d'expérience. Il s'est également de tout temps exercé sur deux sortes d'étais destinés aux mêmes œuvres de soutènement, mais de qualités différentes : le poteau brut et le poteau pelé.

Ce sont surtout les mines anglaises du pays de Galles qui, en raison de leur sous-sol, utilisent les poteaux revêtus de leur écorce livrés tels qu'ils sont débités en forêt : depuis 1870, les mines anglaises ont toujours manifesté pour les poteaux bruts français une préférence très nette qui s'est encore affirmée pendant la guerre, alors que les bois de la Baltique n'accédaient plus au canal de Bristol. Les premières exportations, rapportait au Congrès de la forêt du Sud-Ouest, M. Duboscq, eurent lieu par le port de Bordeaux : à l'origine elles se faisaient par de petits voiliers de 200 à 400 tonnes, et ce n'est qu'en 1886 que l'on vit apparaître les premiers vapeurs chargeant 1.000 tonnes.

Le volume des exportations vers l'Angleterre qui atteignit vers 1874 100.000 tonnes, progressa à partir de 1880 pour atteindre 200.000 tonnes en 1885. Puis la progression devint d'autant plus forte que d'autres ports, et Bayonne principalement, se mirent à exporter et vers 1892 le tonnage atteignit 500.000 tonnes (414.000 tonnes par le port de Bordeaux). L'exportation se maintint sur ces bases jusqu'en 1918 en dépit des hostilités. Puis la période d'après-guerre ayant été très favorable, les exportations augmentent et atteignent près d'un million de tonnes en 1923. Le tableau des poteaux de mine dirigés vers l'Angleterre par les ports français de l'Atlantique, de 1920 à 1926, souligne cette heureuse situation, surtout si l'on remarque qu'avant la guerre Bordeaux n'exportait que 350.000 tonnes et Bayonne 125.000.

Exportation des poteaux de mine par les ports français de l'Atlantique.

(Les chiffres expriment des tonnes.)

Ports	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926
Bayonne.....	117.049	103.194	165.569	196.124	176.835	163.551	99.200
Bordeaux.....	389.182	407.695	704.627	890.798	717.476	745.046	319.292
Rochefort°....	23.524	397	»	»	»	»	»
La Rochelle...	»	»	»	»	2.000	»	»
Nantes.....	31.965	15.023	18.392	24.677	24.326	9.510	9.053
St-Nazaire....	24.097	14.235	6.645	18.654	20.765	26.504	17.380
Hennebont...	»	»	»	»	31.086	25.375	9.700
Lorient.....	52.945	40.390	39.715	77.045	67.870	49.285	31.930

Les prix eux-même suivirent naturellement les fluctuations du change et subirent les influences des événements économiques ; la tonne de poteaux de mine qui en 1912 valait 17 francs, vaut 66 francs en 1920, 75 francs en 1923, 80 francs en 1925 et 131 francs au quatrième trimestre de 1926.

L'arbre ébranché, tronçonné en billes et écorcé devient, au contraire le poteau pelé destiné aux mines du Nord de la France, du Gard et de l'Allier : c'est relativement à l'autre un petit trafic : 100.000 tonnes aux années les plus favorables. A cette préparation s'emploient deux ou trois mille ouvriers pendant les mois de résinage, car les bois travaillés sur sève sont de qualité inférieure et impropres aux travaux de mines. La guerre ne fut d'ailleurs pas favorable au développement de cette industrie : tout l'effort portait alors sur la fourniture en poteaux bruts des mines anglaises ; l'après-guerre devait lui rendre son activité et entr'ouvrir pour elle le prodigieux débouché de la pâte à papier dont nous reparlerons longuement.

Avec les traverses de chemins de fer, nous assistons plus particulièrement au lancement d'un produit ; ce n'est pas seulement à la consommation de la France continentale que va, en effet, pourvoir la production de traverse landaise, mais également à la consommation des colonies de l'Afrique du Nord et de l'Afrique occidentale ainsi qu'à l'Espagne. La production normale de la forêt de Gascogne se situe alors à 700.000 tonnes de traverses environ ; mais, quand fut poursuivi le grand effort de reconstitution des voies ferrées françaises après la guerre, on vit le Sud-Ouest fournir dans une année jusqu'à 1.300.000 tonnes. Encore ce chiffre fût-il dépassé en 1924 à la faveur de livraisons importantes faites à l'étranger, et la production fut alors supérieure à 2 millions de tonnes de traverses. Il est vrai que la traverse landaise se prête admirablement à la dessiccation qui lui vaut un bois sain et à l'injection par imprégnation des produits antiseptiques qui l'immunisent contre l'action des micro-organismes : ces deux qualités essentielles lui méritent de valoir 12 francs pièce en 1923 et au port de Bordeaux d'en exporter en 1926, 38.295 tonnes.

Ces mêmes qualités, qu'on vient alors à peine de daigner reconnaître au bois des Landes, lui permettent de fournir au ministère des P. T. T., aux sociétés électriques, aux com-

pagnies de chemins de fer, au génie rural, des poteaux télégraphiques pour lesquels on exige du bois sélectionné, de hauteur et de diamètre appropriés. Et c'est encore 800.000 poteaux qui sont abattus chaque année dans le triangle formé par l'Atlantique, la Garonne et l'Adour.

Mais les scieries volantes qui travaillent en forêt, à pied d'œuvre, vont également jeter sur ce marché d'après-guerre, où l'Espagne et les régions libérées absorbent à prix d'or toute la production, un million de mètres cubes de sciage :

Bois de charpente	250.000 m ³
Planches pour parquets	250.000 m ³
Planches dites d'Espagne	250.000 m ³
Planches caisses d'emballage	215.000 m ³

C'est l'époque où l'on pense que les charpentes de bois de pin offrent des qualités de résistance et de densité supérieures à celles des bois d'essence résineuse du Nord et de l'Europe centrale. Pour les coffrages en béton, on ne veut point d'autre matériau et la Compagnie du Midi qui, depuis longtemps et courageusement n'utilise pour le lambrisage et la réparation de ses wagons que le bois de pin, se voit ravir son exclusivité.

C'est encore aux bois résineux landais que l'on décide d'avoir recours pour la réfection des chaussées parisiennes et d'autres consommateurs de France et de l'étranger, notamment l'Angleterre, ne tardèrent pas, profitant des expériences de notre capitale, à s'alimenter dans notre sud-ouest : de ce fait, la production normale des madriers à pavés peut être alors située à 30.000 mètres cubes par an.

Mais la planche surtout représente un mouvement d'affaires considérable et alimente un important commerce d'exportation avec l'Espagne : 5 ou 600.000 tonnes de bois sont employées par cette industrie mère. Car, c'est sur la planche que les scieries fixes, véritables usines présentant l'aspect de grands établissements industriels, vont travailler de toute l'activité d'un outillage perfectionné. La cais-

serie landaise, en effet, est utilisée non seulement pour l'alimentation, mais par toutes les industries et commerces, dans la fabrication de la grande caisse d'avion comme dans celle du cageot à clairevoie, cependant que les colophanes exigent, chaque année, 250.000 fûts d'emballage.

« Une des causes légitimes de succès dont jouit la planche de pin en caisserie, remarquera M. François Saint-Maur, réside dans la diversité des qualités que fournit son exploitation, diversité qui permet d'adapter, pour chaque usage, la qualité convenant le mieux. » Quant aux lames de parquets qui sortent de nos usines « sans nœuds », « sur cœur » ou « veinées », « d'un aspect particulièrement chaud rappelant le pitchpin et présentant une gamme très étendue de teintes ravissantes », leur rayonnement dépasse alors et de beaucoup le cadre de notre région forestière.

Faut-il encore parler de la fibre de bois, du charbon de bois obtenu par les procédés de torréfaction moderne, du bois de chauffage lui-même qui représente 600.000 stères par an et procure pour l'ensemble des 1.200.000 pins abattus chaque année un revenu net de deux millions 400.000 francs ?

Nous n'en finirions pas de décrire toutes les utilisations auxquelles s'est prêté le bois de pin en ces années où la conjoncture économique permettait à ses qualités incontestables d'être appréciées, recherchées et consommées pour les usages les plus délicats. Le doyen Dupont, alors directeur de l'Institut du pin, ne recommandait-il pas le bois de pin torréfié pour alimenter les gazogènes dont pourraient être avantageusement équipées les voitures automobiles ? « Il est donc démontré, écrivait-on après le circuit des Landes de juin 1926, parcouru par une caravane d'automobiles pourvus de gazogènes, qu'un gazogène peut être alimenté soit au moyen de bois résineux, soit avec des agglomérés de charbon de pin dont un kilogramme produit le même travail qu'un litre d'essence ¹. » Le bois de pin, carburant

1. *Sud-Ouest économique*, mai 1927, article de M. Jagerschmidt, inspecteur des Eaux et Forêts.

national ! Quelle revanche sur l'essence de pétrole dont le white spirit concurrence aujourd'hui notre essence de térébenthine : la forêt landaise serait ainsi sauvée par la forêt landaise ! Et pourquoi pas ? L'histoire d'un passé si fécond, qui ajouta aux deux cents millions de revenus produits par la gemme et ses dérivés, cent millions totalisés par le commerce des bois, légitiment toutes les espérances et on n'avait pas tort assurément d'écrire en 1927 : « En analysant les facteurs qui ont présidé à l'heureuse modification survenue dans la situation du pays landais, on ne saurait oublier que les sylviculteurs et les industriels ont compris toutes les ressources de l'arbre d'or et qu'ils se sont appliqués à l'exploiter d'une façon plus rationnelle, plus complète et plus audacieuse. »

SECTION IV

L'APPRENTISSAGE DE LA FORTUNE EN PAYS LANDAIS

L'aura-t-on, depuis, assez tapageusement dénoncée, notre richesse née du développement concomitant de nos deux industries nourricières : l'industrie des résines et l'industrie des bois ? Aura-t-on assez complaisamment colporté que certaines communes des Landes, grands propriétaires forestiers, firent 150.000 francs du seul produit de leur résine chaque année et qu'en ces temps heureux les plus grands crûs devinrent petit ordinaire sur la table des gemmiers ? Trop, sans aucun doute, puisqu'on ne veut plus croire notre misère et que, si d'aventure on l'éprouve, on ne nous plaint pas. Et ce n'est pas sans éprouver quelque amertume que nous avons à cœur de dissiper cette nouvelle équivoque qui nous a prêté une fortune facile et un usage prodigue de ses bienfaits : ici encore, il nous répugnerait de paraître plaider une cause, quand nous rétablissons la simple vérité.

Il est vrai, en effet, et nous ne pensons pas l'avoir déguisé

en rapportant scrupuleusement la genèse de cette aisance, qu'un ère de prospérité exceptionnelle a bénéficié aux Landes, mais il est aussi vrai que les conditions de travail que nécessitent leur culture et leur exploitation n'ont pas été adoucies pour autant. Joseph de Pesquidoux, qui connaît si bien les choses de chez nous et en écrit si finement, a raconté, dans le chapitre qu'il consacre aux pignadas, les opérations qu'elles exigent, non sans traduire la multiplicité, la délicatesse même parfois et la longueur de ces travaux aux résultats lointains et hypothétiques. Ces pages qui retracent la vie de la forêt et des générations qui s'identifient avec son destin, lorsque de gigantesques incendies ne viennent pas briser leurs espérances, devraient être relues par tous ceux qui s'imaginent trop aisément que la cueillette de la résine est ce jeu entrevu derrière les vitres d'un wagon qui les emportait peut-être vers les stations balnéaires de la côte basque. Ils devraient, ceux-là, pour se détromper, vivre au milieu de ces gemmeurs laborieux qui, de l'aube aux dernières lueurs du jour, à longueur de kilomètres et de semaines, dans la lourde solitude de la forêt, courent de pin en pin, répétant inlassablement le même geste vigoureux qui rafraîchit la carre et réveille les échos. Ils comprendraient peut-être alors combien les lourdes chaleurs de l'été endurées dans une forêt sans ombre pèsent sur les épaules de ceux qui vivent d'elle et ils se scandaliseraient moins d'un salaire élevé. Ce travail accablant et déprimant, une longue suite de générations cependant l'a poursuivi pour un pauvre salaire et une maigre pitance... Sans doute, nous avons protesté contre l'extravagance de Malte-Brun, mais c'est avec la même fermeté que nous soutenons que dans nos Landes assainies on travaillait beaucoup pour gagner fort peu. La résine et les bois landais étaient encore à peu près méconnus : la science à l'une, la guerre aux autres, n'avaient pas ouvert de larges débouchés et une crise agraire sévère, opiniâtre était née des conditions illégitimes du contrat de métayage. Et parce que l'action syndicale a mérité que le contrat de

travail correspondit enfin à la terminologie qui le désignait, parce que, au bénéfice des nouvelles conditions contractuelles, les gemmiers d'après-guerre ont pu jouir de la prospérité passagère, on crierait au scandale ! Mais pouvait-il être immérité, ce salaire élevé que totalisaient les familles de métayers après chaque amasse en 1920 et 1926 et qui rémunérait les peines passées de tant d'ancêtres besogneux et les travaux actuels de toute une famille ? Nous nous refusons à le penser et nous croyons que, quand bien même les résiniers landais eussent parfois troqué une mauvaise piquette contre d'authentiques vins vieux, l'explosion même de la richesse dans un milieu sevré de tout confort et rompu aux longs sacrifices, expliquerait et excuserait les excès eux-mêmes. Ces abus, nous ne les admettons d'ailleurs que comme une nécessaire et fatale exception : en réalité, le Landais qui est pratique et industriel, n'a-t-on point dit, au surplus, qu'il était avare ? — a su employer une large part de ses revenus à des œuvres utiles. Pour sa commodité personnelle, il a peut-être reconstruit en briques sa maison de torchis, peut-être même s'est-il accordé le luxe d'une motocyclette, mais c'est le théâtre de son travail qui demeure le premier bénéficiaire de ses larges prodigalités. Si, aujourd'hui, de larges pistes cyclables cimentées ou paillées parcourent la forêt landaise en épousant les ondulations de la dune et facilitent ainsi l'accès au travail et le ravitaillement de ceux qui vivent en forêt, dans une cabane rustique, toute la semaine, c'est à l'intelligente politique de l'ère de prospérité que nous le devons. D'autre part, l'organisation de la lutte contre l'incendie, le grand ennemi de la forêt qui bondit à la moindre imprudence de cimes en cimes au-dessus des barrages sauveteurs, a certainement reçu la plus grande part des sacrifices. Les pare-feux, en effet, ont été multipliés, des débroussailleuses ont été introduites dans la lande et les débroussailllements, quoique coûteux, ont été poursuivis, des observatoires ont été érigés, les moyens de signalisation perfectionnés. Et de cet unanime mouvement de solidarité

sociale qui, lorsque le tocsin s'ébranle dans les clochers des villages landais et que les sirènes mugissent à travers la forêt embrasée, portent les populations au-devant du fléau, sont nées des associations de défense. Grâce aux ressources financières que l'abondance avaient consenties, tout est désormais prévu pour combattre le sinistre : les moyens de transport, le ravitaillement, l'organisation des équipes de sauveteurs.

Ainsi, le désordre économique a voulu que ce soit lorsque la forêt était à peu près équipée, lorsque le gemmier s'était à grands frais à peu près outillé pour apporter plus d'entrain à sa tâche quotidienne que la mévente des produits résineux vint contrarier tous les efforts et briser tous les élans.

Il n'était, cependant, jusqu'à la recherche de l'agréable qui ne fût sagement conduite. Au lieu de thésauriser et de jouir égoïstement de ses revenus, le Landais a voulu que son argent circule et la prospérité ainsi partagée par le commerce a fait sourdre, pour les heures de loisirs, sur la côte d'argent, dans le repli des dunes, de coquettes stations, surprises du touriste et enchantement de l'artiste. « Sur cette plage infinie, a-t-on écrit, à nulle autre pareille, pour l'étendue dans toute l'Europe occidentale, les dunes adossées à la forêt géante, parées de leurs œillets embaumés, de leurs euphorbes, de leurs chardons bleus, dominent l'infini de l'Atlantique... C'est là, dans ce voyage du nord vers le sud que s'échelonnent les stations de Biscarosse-Plage, Mimizan, Contis, Moliets, Cap-Breton et le Vieux-Boucau. » C'est tout le long de ce littoral aussi que s'égrène le chapelet de nos lacs dont les bruyères roses colorent les bords, à la surface desquels les marrons d'eau et les nénuphars marient leur blancheur éclatante et leurs verts atténués, les courants qui ont, comme les lacs, leur charme mystérieux, « leur enchantement de silence, de lumière et de fraîcheur ».

Et ce sont ces sites merveilleux et ignorés que le Landais, lorsqu'il était riche, a su mettre en valeur, créant un re-

marquable réseau routier pour y accéder, rendant plus confortable sa légendaire hospitalité pour que l'étranger « apporte l'or de la ville dans les stations des Landes ». Ici encore, ses prodigalités n'ont pas été injustifiées, et l'empressement d'une clientèle d'artistes qui ont chanté la terre landaise, de gourmets qui ont savouré sa cuisine, de malades qui ont demandé à l'air vivifiant de la pineraie de les reconforter, a répondu à ses efforts, même lorsqu'il les conviait à s'égarer sous la sylve sauvage « où la nature, cette universelle maîtresse, absorbe l'homme tout entier et ne lui laisse que tout juste le temps de se replier sur lui-même pour se recueillir et trouver des raisons de l'admirer plus encore ».

Enfin, pour consommer cette politique sage, mais onéreuse, dont on ne parle jamais quand on nous reproche notre imprévoyance pour mieux accréditer le préjugé que notre fortune s'est résolue en futiles dépenses, les Landais, jusque dans la prospérité, ont conservé le souci du lendemain. En promouvant la création de l'Institut du Pin, en 1922, « société d'étude et d'application pour le progrès de l'industrie résinière », ils ont administré la preuve éclatante de la confiance toujours raisonnée qu'ils ont placée dans l'arbre nourricier que le poète barde Isidore Salles a chanté en langue gasconne.

*Dou bet tablèu bère bourdure
Lou lounj dou flot blu de la ma
Tout adroumit, las de brama
Que s'esten le ma de berdure
E de Parentis au Boucau
Dou marancin glori, fortune
Lou pin qu'es lou rey de la dûne
E tout soul, camp, bigne e casau !
L'indoun au pays de Gosse
L'arresin a la Chalosse
Au Marencin
Lou pin.*

CHAPITRE II

LA CRISE

La crise économique qui a porté la misère dans toutes les branches de l'activité agricole de notre pays n'a pas épargné nos cultivateurs résiniers, et ceux-ci ont été d'autant plus durement touchés que les débouchés qui s'offraient jusqu'ici dans les pays étrangers à l'excédent de notre production nous ont échappé en raison des prix toujours plus bas auxquels ils sont offerts.

Victor LOURTIES,
Sénateur des Landes.

SECTION I

LES CAUSES GÉNÉRALES COMMUNES AUX DEUX INDUSTRIES.

L'économie mondiale est bouleversée, depuis 1929, par une crise dépassant les précédentes en durée et en intensité, mais l'étude de l'évolution de cette crise permet de constater que le malaise qui s'est accentué si vivement en 1930-1931 sévissait déjà depuis 1927, quand se dessinait la baisse persistante des matières premières et que l'index général des prix diminuait régulièrement dans le monde. La cause première de la continuité de ce mouvement existe assurément dans le développement du machinisme poussé à l'extrême : sous l'influence des idées américaines, copiées d'enthousiasme, la puissance productrice s'est accrue, et les

prix de revient ont considérablement baissé ; la concurrence qui tend à réduire à son minimum la marge de bénéfice a provoqué la chute des prix marchands, qui sont devenus voisins des prix de revient eux-mêmes en baisse. Le sur-équipement américain a donc séduit la vieille Europe, et la rationalisation, en établissant la production sur des bases plus étudiées, en a augmenté le rythme et la cadence. De plus, en France, la stabilisation, elle-même, en mettant un terme à la période troublée qui accompagne l'instabilité des changes, coupait court aussi aux profits réels ou éventuels résultant de la spéculation : le revenu artificiel de la nation créé par l'inflation disparaissait.

D'ailleurs, c'est une opinion classique de soutenir que la stabilisation des changes dans un pays est accompagnée d'une crise économique, et la thèse ne paraît pas inexacte : on constate toujours un ralentissement du mouvement des affaires dans les pays qui ont procédé à la stabilisation. Mais peut-être serait-il faux d'attribuer la crise à la stabilisation elle-même. Le ralentissement du mouvement général des affaires est le plus souvent dû, en effet, à la revalorisation de l'unité monétaire et parfois la stabilisation n'intervient que pour empêcher une trop grande appréciation de la devise nationale. Ce fut exactement le cas de la France, où à partir du 23 décembre 1926 la Banque de France intervint sur le marché des changes pour maintenir la livre sterling aux environs de 124 francs. La revalorisation devait provoquer une crise pour des raisons qui ont été souvent exposées. On sait qu'en période d'« instabilité » des changes, les prix à l'intérieur du pays suivent avec un retard considérable les oscillations du change. Si la devise nationale se déprécie, les prix de revient dans l'industrie augmentent beaucoup plus lentement que ne le font les changes étrangers, de sorte qu'il est avantageux d'acheter des marchandises dans un pays au change déprécié. C'est la prime à l'exportation qui stimule alors la production dans le pays tout entier. Mais dans le cas de revalori-

sation, au contraire, c'est l'inverse qui se produit, et il est alors justement question du marasme dans lequel se trouve plongée l'économie nationale.

Ces effets, conséquences nécessaires et directes de l'œuvre d'assainissement financier poursuivie de 1926 à 1928, en France, sur les bases de la stabilisation, ont été profondément ressentis par notre économie régionale. Il eût fallu aux Landais une force d'âme peu commune pour ne point connaître la tentation de fronder parfois la politique du gouvernement d'Union nationale que présidait M. Poincaré et qui se révélait si dommageable à leurs intérêts particuliers. Au fond, il n'est pas sûr du tout qu'ils n'aient voué à l'œuvre de l'éminent homme d'Etat dont le nom demeurera attaché au salut du franc, une admiration sincère, mais avouons que nous aurions mauvaise grâce à leur contester le droit de rappeler que cette politique de rédemption, indispensable, certes, à l'avenir économique du pays, inaugurerait tout de même pour eux une crise douloureuse et sévère qui dure encore.

Au surplus, il convient d'être circonspect ; il n'est pas impossible, en effet, qu'on ait tenté d'exagérer l'humeur manifestée, au milieu de leurs graves difficultés, par quelques producteurs landais, pour ruiner l'autorité de protestations plus légitimes qui dénonçaient l'inconcevable incurie des pouvoirs publics. Car, si la débâcle du franc rendait nécessaire et salubre la stabilisation de 1926-1928, il n'en était pas moins du devoir du gouvernement de pallier, de tous ses efforts, à ses inconvénients lorsqu'elle troublait si profondément la vie économique de toute une région. Or, au lieu d'une politique intelligente et sage qui eût procuré quelques compensations, nous avons connu une persistante incurie.

Déjà, il était regrettable que la France qui, en 1921, par exemple, exportait 93.732 tonnes de résineux, soit plus des deux tiers de sa production, ait non seulement acheté la même année des peintures et des vernis qu'elle pouvait

fabriquer, mais ait aussi importé 18.000 tonnes de résineux, payant ainsi à l'étranger un tribut de 87 millions dont il lui était facile de s'affranchir. Mais il devait être plus inadmissible encore qu'au moment où le white spirit se substituait presque complètement à notre essence de térébenthine, on ait laissé se multiplier sur le territoire français des raffineries de pétrole où le sous-produit était fabriqué. Bien pis, il a fallu de tenaces campagnes de presse et l'arrivée à un sous-secrétariat d'Etat du représentant d'une circonscription forestière de la Gironde pour que quelques ministres daignassent préconiser l'emploi de notre essence de térébenthine dans les grands services publics. Encore faut-il dire que cette satisfaction ne fût que passagère et qu'en dépit des promesses solennelles du président Tardieu, alors ministre de l'Agriculture, au Congrès de l'équipement rural à Bordeaux, le ministère des P. T. T., cette année même encore, dans cette ville de Bordeaux où le ministre prit des engagements, à la porte de la forêt landaise, a laissé sans protestation l'adjudicataire des grands travaux de l'hôtel des postes user de white spirit dans la préparation de ses peintures en violation d'une clause expresse du cahier des charges. On nous croira à peine, si nous ajoutons que le Syndicat des propriétaires forestiers entama contre le soumissionnaire une action en justice, qu'il fut débouté et condamné aux dépens : l'adjudicataire principal n'était pas, paraît-il, responsable des malfaçons de sous-entrepreneur auquel il avait concédé l'exécution des peintures.

Nos bois ne connurent pas naturellement de protection plus intelligente et eurent aussi leurs scandales. Dans le département des Landes où 10 p. 100 des éclaircissages peuvent fournir des poteaux télégraphiques, c'est-à-dire 100.000 mètres cubes par an, et où l'autorité administrative stipule dans le cahier des charges octroyant à une Société le monopole d'électrification, l'obligation d'utiliser 50 p. 100 des bois du pays, le préfet laisse planter au milieu de nos pins plus des trois quarts en poteaux de la Forêt Noire.

En 1931, les réseaux importent de l'étranger 91.919 tonnes de traverses chêne et 65.894 tonnes en bois autres, alors qu'ils auraient pu trouver en France de quoi satisfaire leurs besoins à des prix beaucoup plus avantageux. S'il faut en croire un article du journal *Le Rail* paru en mai 1931, l'Office central des bois, mandataire des réseaux français, non content de fixer suivant des tarifs absolument draconiens ses prix de traverses injectées aux créosoteurs français, réduit de 20 p. 100 les quantités à recevoir de ces derniers, afin de réserver une plus large part à des maisons étrangères. « La Maison Impreva de Berlin, y peut-on lire, touche pour les traverses allemandes livrées à l'Office central du bois 50 fr. 40 pièce lorsqu'il s'agit de traverses injectées, chêne et hêtre type S. I., alors que les traverses de même qualité ne sont payées aux producteurs de bois français que 43 francs... Même traitement scandaleux accordé aux Maisons Schenck, à Maxiliensau, Gokkes Gravenhage, à Hamburg sans parler des autres firmes fournissant des traverses en provenance de Russie, de Pologne et de Yougoslavie et dont la quantité dépasse 1 million. » On pense que peut-être les énergiques réclamations des propriétaires forestiers français firent bientôt cesser le scandale. Il n'en fut rien. On a certes officiellement proclamé que l'importation des traverses étrangères avait pris fin, mais les réseaux n'en ont pas moins créé le Consortium forestier et maritime qui a obtenu d'immenses concessions au Gabon : celui-ci facture aujourd'hui sur wagon France la traverse gabonaise 33 francs l'une, alors que la traverse de chêne de première qualité n'est plus payée chez nous que 20 francs et la traverse de pin, type de la Compagnie du Midi, 12 francs... le scandale se perpétue.

Mais voici bien le couronnement de cette étrange politique. Au cours des journées fédérales des 26 et 27 mai 1933. M. le sénateur Néron, président du groupe forestier du Sénat, saisi par le Comité d'entente de la forêt française, a dénoncé vigoureusement le scandale d'adjudication du

20 mai, appel d'offre du 3 avril 1933 pour la fourniture du mobilier scolaire de l'école primaire supérieure de garçons du champ de manœuvres à Alger. Au chapitre II, article 6 du cahier des charges, établi par le gouvernement général de l'Algérie, il est stipulé que les bois employés seront : « pour dormants, bâtis et traverses en sapin rouge, débité dans les bois originaires des districts de Suède dénommés districts Gefle, Scerhams, Sumall ou Umea. » Or, il s'agit de faire avec ce bois de Suède des gradins, des estrades, des armoires, des tables pour écoliers, et c'est le sapin qui est demandé. Pourquoi n'est-ce pas du pin ? La forêt française, la forêt landaise, particulièrement, aurait tout de même pu satisfaire cette commande en quantité et en qualité.

On ne saurait, à la vérité, imaginer plus anarchique indifférence à des intérêts cependant vitaux : il n'était pas assez que le redressement financier imposât aux Landais de lourds sacrifices, il a fallu encore que l'incurie de nos gouvernants ajoutât au malaise et à la misère.

Et n'est-ce pas, le plus fort, le même ministre, qui déplorait avec nous la méconnaissance de nos produits qui, dans son même discours de Bordeaux, nous morigénait avec une belle inconscience : « Mais où étiez-vous donc en 1927 ? disait-il en substance. Vous aviez de hauts prix et alors, à ce moment-là, comme tous les Français, vous ne vous faisiez pas de bile ; vous vous disiez : ça va bien. Apportez-moi le *Journal officiel*, pas la moindre trace d'une résistance, d'une protestation. » Qu'est-ce à dire ? La politique de l'optimisme, si chère à M. Tardieu, n'était donc point conçue pour les Landais ? Comment eussions-nous connu, d'ailleurs, quelque chance d'être entendus en ces temps heureux, quand aux heures les plus graves de la crise nous ne pouvons obtenir que les services publics usent de notre essence de térébenthine et que les lignes télégraphiques ou électriques qui parcourent, le pays landais soient supportées par les excellents poteaux de chez nous ?

SECTION II

LES CAUSES PARTICULIÈRES A L'INDUSTRIE RÉSINIÈRE.

Le rétablissement d'un change normal devait fatalement placer à nouveau la production résinière française en face de redoutables concurrents. Sans doute, la France est la patrie de la grande industrie résinière et tous les pays qui pratiquent aujourd'hui le gemmage ont imité ce que faisait la France, adopté ses méthodes, mais il n'en reste pas moins vrai qu'il a été dangereux pour elle de faire école.

En Europe déjà, l'Espagne aux peuplements mélangés de pins d'Alep, de pins Laricia et de pins maritimes et sylvestres fournit 5 p. 100 de la production mondiale de gemme, soit 50.000 tonnes par an, 7 à 8.000 tonnes d'essence, 22.000 tonnes de produits secs. La culture du pin maritime a pris également en Portugal, depuis ces dernières années, un grand développement ; c'est le quatrième pays producteur. La forêt s'étend sur 800.000 hectares, mais 40.000 seulement sont exploités pour la production de la résine. Cette production annuelle peut-être évaluée à 12.000 tonnes donnant environ 3.000 tonnes d'essence de térébenthine et 8.000 tonnes de colophane. Il faut encore compter en Europe des pays de faible tonnage. Le Grèce résine 15.000.000 de pins et totalise 12 millions en tonnes de gemme, l'Italie, également, exploite ses forêts de pins maritimes sur les côtes de Ligurie et de Toscane. L'Autriche, avec ses 4.500 tonnes de gemme et les Pays balkaniques s'essayaient eux-mêmes à l'exploitation de leurs pineraies.

En Afrique, en Oranie, 255.000 hectares de forêts de pins d'Alep couvrent les régions montagneuses, l'essence de térébenthine produite et distillée dans la colonie y est à peu près complètement consommée : elle a supplanté les essences importées de France et d'Amérique.

En Asie, les possessions britanniques, sur les contreforts

de l'Himalaya, ainsi que le Tonkin résinent également, et le Japon s'inquiète d'exploiter les essences résineuses dont la gemme donne un produit de distillation très propre à la fabrication du camphre synthétique. L'Australie, la Nouvelle-Zélande, possèdent des peuplements de pins maritimes qui seront certainement mis en gemmage quelque jour.

Mais, c'est de toute évidence, l'Amérique qui apparaît comme le plus grand producteur de résineux du monde : le Mexique avec ses 8.100.000 hectares et certaines contrées de l'Amérique centrale, notamment, le Guatemala, ajoutent leur apport à la production considérable des Etats-Unis. Ainsi, tandis que la France, en l'année 1926, où le chiffre de ses exportations est assurément le plus important, représente à peine 23 p. 100 de la production mondiale, les Etats-Unis fournissent 62 p. 100 au marché.

C'est le Sud-Est de la Fédération qui forme la région productrice de la gemme, située le long des côtes de l'Atlantique et du golfe du Mexique avec la Caroline, la Georgie, la Floride, l'Alma, le Mississipi, la Louisiane et le Texas. Là, s'étendaient 40 millions d'hectares de forêts de pins avant qu'une exploitation abusive des bois et des procédés barbares de gemmage n'aient gaspillé une large part de ces richesses naturelles. Actuellement les peuplements sont les suivants :

Virginie	1.000.000	d'hectares.
Caroline du Nord	3.800.000	—
Caroline du Sud	2.400.000	—
Georgie	3.000.000	—
Floride	1.600.000	—
Alabama	6.600.000	—
Mississipi	7.000.000	—
Louisiane	2.800.000	—
Texas	1.600.000	—

30.000.000 d'hectares de forêts de pins couvrent donc les Etats du Sud-Est et leur exploitation commande expressément l'existence même de la plupart des agglomérations humaines de la Georgie et de la Floride. Ces deux Etats représentent, en effet, à eux seuls 78 % de la production totale américaine : la Floride, 36 %, la Georgie, 42 %, car ils constituent l'habitat optimum des pineraies.

Ajoutons que les Américains ont en outre substitué à leurs méthodes d'exploitation primitive, des procédés rationnels, directement importés de notre forêt landaise, que bien plus, ils ont même ajouté à ces procédés et créé une nouvelle source de produits résineux. A côté de la térébenthine et de la colophane, dérivés de la gomme recueillie le long de la care et distillée, une nouvelle industrie est venue depuis quelques années déverser sur le marché des quantités sans cesse croissantes de produits résineux provenant des canaux résinifères contenus dans les souches et les racines des pins abattus, dûment traités par distillation. S'il faut en croire M. André, chargé de mission aux Etats-Unis en 1930, la préparation des produits dérivés de la gomme a été opérée dans 1.150 usines d'importance variable employant ensemble plus de 50.000 ouvriers.

A. *Essence de térébenthine.*

(en barils de 50 gallons, soit environ 225 litres)

1927-1928 : 727.000 barils soit près de 157.000 t.¹.

1928-1929 : 638.000 barils soit près de 138.000 t.

1929-1930 : 711.000 barils soit près de 152.000 t.

B. *Colophane.*

(en barils de 500 livres anglaises, soit environ 225 kg.)

1927-1928 : 2.575.000 barils soit environ 580.000 t.

1928-1929 : 2.297.000 barils soit environ 530.000 t.

1929-1930 : 2.548.000 barils soit environ 560.000 t.

1. La densité de l'essence en térébenthine est de 0,760.

Il est d'ailleurs juste de remarquer que si l'Amérique est le pays le plus grand producteur de gemme, elle est également un gros consommateur de ses produits de distillation, puisqu'en 1929, par exemple, elle absorbait 5.600.000 gallons d'essence de térébenthine, dont 4.030.000 entraient dans la seule préparation des peintures et vernis. Mais une telle production dépasse largement les besoins de la consommation intérieure et c'est l'exportation qui va assurer l'écoulement de la surproduction, environ 85 % de la production annuelle.

Un autre facteur est venu aggraver la situation du marché de l'essence de térébenthine. Il s'agit de la concurrence du white spirit. Il faut le dire, l'emploi du white spirit s'est répandu, tant en France qu'à l'étranger, à la suite de l'augmentation très sensible des prix de l'essence de térébenthine : en 1926, le prix de cette essence atteignait, en effet, 800 francs les 100 kg., tandis que celui du « white spirit » ne dépassait pas 200 francs. On comprend aisément que les fabricants aient éprouvé la tentation de substituer l'un à l'autre et que cette notable économie ait retenu l'attention du consommateur. Aujourd'hui, où l'essence de térébenthine est cotée sur le marché de Dax, à l'heure où nous écrivons, 240 francs, on comprend mal, sans doute, l'utilisation persistante du « white spirit ». Peut-être, comme le notait le Doyen Dupont, est-ce encore la force de l'habitude et la routine qui perpétuent cette substitution d'un mauvais succédané étranger au multivalent produit français. Mais il ne faut pas davantage le dissimuler, les prix jouent encore leur rôle : à quelque prix dérisoire que tombe pour la ruine de nos gemmiers, les cours de l'essence de térébenthine, le white spirit supportera toujours avec succès la concurrence sur ce terrain ; n'oublions pas, en effet, que si l'essence de térébenthine est le premier produit de distillation de la gemme, le white spirit étiquette l'essence résiduaire du pétrole. Aussi sont-ce les qualités de l'un et de l'autre de ces produits qui doivent dicter au

consommateur son choix : là est le véritable terrain de discrimination et c'est là que l'essence de térébenthine reprend tous ses avantages. L'essence de térébenthine, en effet, demeure pour la confection des peintures, des vernis et des encaustiques, le solvant de choix. Son substitut, au contraire, « le white spirit » est un ersatz de valeur beaucoup moindre qui n'offre pas au vieillissement cette résistance qu'elle oppose. Les essais faits à l'Arsenal de Toulon en 1927, en vue d'apprécier la qualité des peintures et vernis ne différant que par la nature du solvant, sont à ce point de vue concluants : aucune différence appréciable n'a été constatée au début entre les diverses peintures, mais après quelques mois d'application les modifications de la nuance initiale paraissaient plus accentuées pour les peintures à base de « white spirit » qui avaient acquis une teinte jaunâtre. Les essais effectués à bord d'un croiseur, montrent qu'après trois mois d'application les peintures à base de térébenthine ont résisté, tandis que celles à base d'autres solvants se sont adultérées. C'est exactement ce que traduit M. Wilson, président de l'Institut du Pin d'Amérique, dans sa note lue au Congrès international de Bordeaux le 21 juin 1932 : « Nous sommes absolument convaincus, lorsqu'on emploie l'essence de térébenthine comme solvant pour diluer les peintures et les vernis, qu'une couche de ces peintures ou vernis est beaucoup plus durable que lorsqu'un produit quelconque a été utilisé en remplacement de l'essence de térébenthine. »

Et cependant en dépit de ces références, malgré tous les efforts tentés pour activer la propagande en faveur de notre produit, si en 1930, 16.000 tonnes de « white spirit » étaient importées en France et venaient se substituer à une quantité égale d'essence de térébenthine, aujourd'hui ce sont 20.000 tonnes, 10.000 importées, 10.000 livrées par les raffineries qui, chez nous, désormais distillent le pétrole qui sont consommées en France chaque année. 20.000 tonnes de « white spirit » qui supplantent dans les fabrica-

tions diverses, pour une notable proportion les 25.000 tonnes d'essence de térébenthine, production annuelle française, quand il faut compter déjà sur le marché international avec les 150.000 tonnes d'essence de térébenthine de la production américaine, pour ne rappeler ici que le plus redoutable concurrent : c'est une proportion considérable et c'est bien, entre ces trois chiffres, que se joue pour une large part le drame de la crise résinière landaise.

SECTION III

LES CAUSES PARTICULIÈRES AU COMMERCE DU BOIS

Un fait important sur lequel il convient d'insister dès le début de cette section est le dumping soviétique en matière de bois. Poursuivant l'application de son plan quinquennal, l'U. R. S. S. a besoin de devises pour se procurer l'outillage nécessaire. Ses ressources forestières sont considérables, mais mal desservies. C'est cependant avec le bois, produit du travail forcé des condamnés politiques, que sera obtenu l'or étranger. Cette exportation massive de Russie réalisée au-dessous des prix de la concurrence, quelle que soit cette concurrence, ce dumping russe est à la base de la crise particulière du bois et l'effet s'en fait sentir dès le début. Nous allons, en effet, assister, à partir de ce précédent, à une sous-enchère des prix entre pays producteurs en suite de quoi la France, non seulement ne pourra plus prétendre à exporter, mais devra, au contraire, accroître ses importations, procédé plus avantageux que la mise en exploitation de ses propres richesses forestières. Et le bouleversement est si général que, sur ce marché des bois désormais déloyal, voué aux manœuvres, les bois du Nord, ceux de Finlande et de Suède, naguère encore les maîtres du jeu, devront abandonner les premières places aux produits de Russie et à ceux de l'Europe centrale qui, pour lutter contre la concurrence soviétique, la combattent avec ses propres armes.

Certes, le gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques a tenté de donner le change et, dans un article fort habile, la *Vie économique des Soviets* du 20 février 1931 n'hésitait pas à donner une explication naturelle, ou prétendue telle, aux phénomènes universellement enregistrés. « Nous nous excusons de répéter, y écrivait-on que, si plus de 7 millions de quintaux de bois ont été exportés en France en 1930, ce n'est pas parce que les Etats étrangers ont jeté ce produit à bas prix pour concurrencer le bois local, mais bien parce que la France n'a pu couvrir cette année par ses propres disponibilités les 2/3 de ses besoins en cette matière. Il est, en effet, clair que, si la France consomme environ 60 millions de quintaux de bois par an, dont 40 millions de sa propre production et 20 millions d'importation, et si, en 1930, elle ne peut s'en procurer chez elle que 30 millions, elle doit forcément en acheter à l'étranger non point 20, mais 30 millions. » L'argumentation est spécieuse, il y avait en France, ce n'est pas douteux, 40 millions de quintaux de bois, mais le prix de son achat et le prix de la main-d'œuvre dépassaient largement les tarifs auxquels étaient abandonnées les importations étrangères. En réalité, il est bien certain que l'origine de la crise se trouve dans la politique du plan quinquennal, même avant qu'il ait été mis en application, tant il est vrai qu'il faut, en matière économique, tenir compte de l'élément psychologique. Le plan quinquennal, du seul fait que, pour l'année 1931, les Russes avaient annoncé, en ce qui concerne les bois, un doublement de la production, avait déterminé une panique dans tous les pays du Nord et de l'Europe centrale pour lesquels l'industrie du bois est un élément essentiel de la vie économique. Au reste, le décret sur l'intensification du travail dans les exploitations du Nord de l'U. R. S. S., du 1^{er} février 1933, publié dans le *Manchester Guardian* du 29 mars, ne nous permet plus d'illusions : « Le décret expose que l'industrie du bois est un élément vital de la lutte pour les devises nécessaires à la réalisation du deuxième plan quinquennal. Comme le

programme du dernier trimestre 1932 et janvier 1933 a été exécuté d'une manière tout à fait insuffisante, en ce qui concerne notamment l'abattage et le transport, le Comité régional du parti communiste considère le mois de février comme un mois décisif et institue, du 7 février au 10 mars, l'offensive de Staline pour le bois : « Que le nombre des abatteurs d'arbres soit doublé, prescrit le décret ; dans certains districts particulièrement en retard, triplé, et que le nombre des chevaux soit également triplé... le rendement quotidien d'un bûcheron doit doubler et le trajet effectué par un cheval doit tripler. Ceci ne pourra être effectué que si le bûcheron travaille depuis le lever du jour jusqu'à la nuit et que si chaque minute est utilisée pour le travail. » On ne saurait être plus net. Voilà qui nous éclaire sur ce que M. Poincaré appelait un complot infernal ourdi contre la tranquillité des peuples. Précisons que les Russes allaient trouver dans les richesses du pays et les moyens draconiens qu'ils allaient mettre en œuvre d'exceptionnelles possibilités de réalisation. Les richesses forestières de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont, en effet, immenses. Les régions boisées y sont supérieures à 569 millions d'hectares, ce qui représente 21 % de toutes les réserves du monde. Si l'on déduit des ressources mondiales les forêts de la zone tropicale qui sont inaccessibles et ne peuvent servir à des fins industrielles, les ressources forestières disponibles de l'U. R. S. S. s'élèvent, chaque année, à 40 % des ressources mondiales et atteignent 510 millions de mètres cubes. Il n'existe pas de pays forestiers qui puissent fournir de richesses semblables ou même comparables pour l'augmentation annuelle, surtout si l'on considère que l'exploitation s'opère de plus en plus avec un matériel moderne. Peut-on s'étonner, dès lors, que la production de bois manufacturé ait été, en 1931, de 25.500.000 mètres cubes contre 10.800.000 mètres cubes en 1926 ?

D'autre part, quelque véhémence que mettent les Soviets à protester contre la réputation qu'on leur fait de recourir au travail forcé et à proclamer qu'au contraire des séries

de mesures tendant à l'amélioration des conditions générales matérielles et morales des travailleurs ont été prises, il n'est pas douteux qu'ils en usent. La conclusion du rapport de la commission parlementaire américaine sur l'activité économique de l'U. R. S. S. est, en effet, formelle : « Il est tout à fait impossible de prouver que chaque bûche de provenance russe a été coupée, transportée ou sciée en Russie par des condamnés. Mais il est évident, d'après les témoignages de nombre d'évadés qu'en très grande partie, l'abattage, le transport et le chargement des bois sont effectués par des condamnés dans des conditions très dures. Il serait difficile d'exposer la détresse des déportés dans les chantiers de bois de la Russie du Nord : sous-alimentation, travail ininterrompu, misère extrême, voilà leur sort. » Suivant les témoins interrogés par la commission, c'est par centaines de mille que les ci-devant aristocrates, industriels, commerçants, représentants des professions libérales, officiers, koulack, social-démocrates ont disparu dans les forêts.

Bien plus, les hommes libres, eux-mêmes, si la liberté existe encore sous ce régime, connaissent l'obligation au travail forcé. M. Boris Elliatchef, dans son remarquable travail sur le dumping soviétique, s'appuie sur les documents russes eux-mêmes pour étudier les mesures coercitives employées par les Soviets. Il cite le décret du Comité exécutif central du 15 février 1930 : « Dans le cas où les propriétaires, prévoyait le décret, refuseraient d'exécuter leur part de travaux de coupe, d'enlèvement ou de charroi des bois, part qui leur incombe dans la tâche d'ensemble assumée par la commune rurale, les Soviets de village sont autorisés à frapper ces propriétaires d'amendes déterminées par voie administrative jusqu'à concurrence de la valeur de cinq journées de travail dont ils sont redevables. On vendra aux enchères les biens de ceux qui se soustrairaient au paiement... Dans le cas de résistance à l'exécution des coupes ou des charriages ou en cas de refus de la part d'un groupement de propriétaires de s'acquitter de ces travaux, les Soviets de village sont invités à intenter con-

tre les personnes en question des poursuites judiciaires comme dans le cas d'insoumission à des services obligatoires dans l'intérêt de l'Etat. »

On comprend aisément que sous ce régime de main-d'œuvre la production russe soit considérable : avant la guerre, la Russie d'après les statistiques du commerce extérieur, exportait 7.000.000 de tonnes en 1913, et en 1930, alors qu'elle a perdu la Finlande et une partie de la Pologne, puissants producteurs de bois, elle exporte encore 7.975.000 tonnes. Les ventes de l'U. R. S. S. en Angleterre, pour ne citer que ce pays s'élevaient en 1927 à 340.000 standards, elles sont passées brusquement en 1929 à 525.000. Au point de vue des prix, les recettes sont certainement beaucoup moins satisfaisantes, mais il importe peu au gouvernement soviétique. Il lui est parfois avantageux de vendre tout de même au-dessous du prix de revient, ne serait-ce que dans un but de propagande et pour conquérir le marché. Le bulletin du Comité des Forêts du 10 décembre 1930 en rapporte une preuve accablante en précisant par exemple qu'au mois de septembre, 3 wagons de planches de tout premier choix venant de Sibérie furent jetés sur le marché suisse. Leur valeur était en Suisse de 140 francs ; ces bois ont été vendus 80 francs rendus Zurich quand les frais de transport seuls, de Russie en Suisse s'élevaient à 110 francs !

Et c'est contre ce concurrent forcené, que les bois du Nord, de Finlande et de Suède ont tenté désespérément de lutter selon le mot d'ordre de M. Riti, gouverneur de la banque de Finlande : « Protégez-vous vous-mêmes, vendez moins cher que les Russes. » Sans aucun doute, la Finlande et la Suède sont de grands producteurs de bois : sur la superficie totale de la Finlande qui est de 34.400.000 hectares, il y a environ 25.300.000 hectares de terres boisées, c'est-à-dire 74 % de la superficie du pays et 23.100.000 hectares de forêts productives, soit 67 %. La Suède n'est pas moins bien pourvue : la forêt constitue pour elle aussi l'une des principales richesses puisqu'elle possède 23 millions d'hectares

boisés et qu'il est abattu annuellement dans ce pays 44.200.000 mètres cubes de bois.

Mais si jusqu'en 1929, la concurrence soviétique, pour âpre qu'elle ait été, n'avait pas dépassé les limites supportables, elle devait prendre en 1930 une forme beaucoup plus redoutable pour ces deux pays. En janvier de cette même année, par exemple, le prix demandé par l'Etat soviétique pour le bois de pin tomba à £ 14.10 le standar rendu à Londres, tandis que malgré tous leurs efforts, les exportateurs suédois ne pouvaient réussir à descendre au-dessous de £ 13.10.0 pris à Harnösand. Comme au cours des dernières années le fret de Suède en Angleterre avait été de 2 £ par standar, ce prix s'est trouvé être d'une £ par standar supérieur au prix soviétique. Depuis, la baisse des prix a poursuivi sa marche catastrophique. Le gouvernement soviétique a vendu au syndicat anglais le Central Softwood Buyingcorporation au mois d'avril 1930 environ 600.000 standards de bois au prix de £ 10.10.0 seulement livrés à Londres, tandis que les exportateurs suédois s'étaient vu forcés de demander £ 12.5.0 par standar pris à Harnösand sans espoir de pouvoir réaliser aucun bénéfice. Dans ces conditions le produit suédois se trouve être pratiquement exclu du marché mondial tant qu'il y aura sur ce marché une quantité suffisante de produits soviétiques. Et cette influence déprimante du dumping soviétique continue à s'exercer d'une façon de plus en plus sensible tant sur l'exportation suédoise que sur celle des bois finlandais : alléchés par les bénéfices momentanément considérables que leur permet de réaliser le dumping des soviets, les Etats importateurs s'empressent d'en profiter dans la plus grande mesure possible au détriment de l'industrie suédoise et finlandaise. Seuls dans cette compétition sévère les pays de l'Europe centrale, à part la Pologne qui a réduit courageusement sa production, aux prix de très lourds sacrifices, vont résister à l'invasion des bois russes. L'exemple de l'Autriche est typique. L'Autriche avec ses 3.140.000 hectares de forêts de pins et sa production en bois d'œuvre

de 5.700.000 mètres cubes n'hésite pas en effet à vendre 18 \$ le mètre cube de bois grume rendu sur scierie et qui lui revient à 27 \$. Ce déficit est d'ailleurs officiellement reconnu : il s'élève pour 1931 à environ 8.000.000 de \$ pour une production de 1.100.000 mètres cubes. Les dirigeants de l'Union Forestière autrichienne estiment cependant qu'en cas d'arrêt des ventes de bois le déficit atteindrait 16 millions de \$, prix des seuls frais généraux fixes. D'autre part, ils s'appuient sur la nécessité d'approvisionner les scieries locales et de permettre aux exploitants de vivre avec leur famille. Ainsi, il apparaît certain que les Autrichiens en établissant des cours très bas ont eu le seul dessein de concurrencer les produits russes sans aucune intention de nuire aux autres nations : malheureusement les résultats sur l'économie mondiale sont exactement les mêmes que si les exportations autrichiennes étaient malicieusement faites au-dessous des cours mondiaux.

Aussi, quelle peut-être désormais la position de nos bois landais sur ce marché vicié où les prix factices ont remplacé les prix rémunérateurs des dépenses d'achat de matières premières, d'équipement et de main-d'œuvre ? Abandonnés à eux-mêmes en face de ces grands producteurs qui avilissent systématiquement les prix, cependant que la crise du Reich et la dépréciation de la monnaie espagnole livrent d'autre part sur le marché de nouvelles quantités de bois ; ils sont condamnés à vieillir dans la forêt de Gascogne et peut-être demain à pourrir sur pied.

Non, les Landais peuvent en témoigner, le dumping n'est pas une chimère, il existe, il est pratiqué en Europe de la façon la plus large possible. Croyons-en M. Lloyd George : « Il peut avoir des conséquences encore plus redoutables, si l'Europe ne songe à y mettre rapidement un terme. »

Mais nos bois ont connu d'autres difficultés encore : ce qui a contribué à aggraver la situation de nos produits ligneux sur le marché, c'est que, si les prix de revient ne sont plus compressibles dans l'achat à la propriété, s'ils

ne le sont pas davantage dans les frais d'exploitation, ils ne sauraient l'être que dans les frais de transport, et c'est précisément un palliatif qu'on s'est longtemps refusé à prendre en considération. Il est même assez singulier que l'on ait parlé de mesures de protection prises contre les bois étrangers sans songer qu'elles ne pouvaient produire effet que lorsque l'aménagement des tarifs ferroviaires permettrait aux bois des Landes d'atteindre les centres intérieurs de grande consommation. On l'a excellemment dit, le problème forestier français et landais en particulier est, du point de vue économique, pour une large part, un problème de répartition, un problème de politique ferroviaire. Et toute la difficulté, en effet, est, par suite de la position excentrique de notre région productrice, d'amener plus économiquement nos bois vers les mines du Nord et du Centre pour les bois de service, vers la région parisienne pour les bois de sciage. A ce point de vue, il n'est guère niable que les tarifs des grands réseaux ont été beaucoup trop élevés tandis que demeuraient exorbitantes les conditions de transport des voies ferrées des Landes ou autres chemins de fer, dits par antiphrase économiques. Un exemple choisi entre mille dénonce l'exagération apportée dans la fixation des tarifs même des grandes lignes : des poteaux de mine chargés en gare de Beautiran étaient transportés avant guerre par la Compagnie du Midi à raison de 0 fr. 35 par tonne jusqu'à Bordeaux-Saint-Jean ; 0 fr. 85 jusqu'à Bordeaux-Docks. En 1932, ce même parcours était taxé à raison de 12 fr. 50 par tonne ! Et à nouveau la situation faite à nos bois frise le scandale. Les grands réseaux accueillent en effet, pendant ce temps, par l'octroi de tarifs particulièrement avantageux, les doléances de certains consommateurs puissants. Les importateurs de la région parisienne reçoivent des bois exotiques et des bois non dénommés en grume aux tarifs fixes de 71 fr. 20 de Bordeaux à la banlieue parisienne ; et en billes, aux tarifs de 68 fr. 10 quand nos bois des Landes, pour le même trajet, de Bordeaux à Paris, payaient 138 francs la tonne ! Voilà qui achève de

nous désarmer en face d'une concurrence qui, elle, ne recule devant aucun sacrifice.

Nous en aurons ainsi terminé avec l'examen des causes de marasme, particulières au commerce des bois lorsque nous aurons rappelé les difficultés qui, au cours de ces dernières années, ont plus spécialement étranglé l'exportation des poteaux de mine landais vers l'Angleterre, notre très ancien client. La grève désastreuse des charbonnages anglais en 1926 avait déjà compromis quelque temps, notre débouché ; toutefois, les tonnages des années 1928-29 et 30 furent encore très importants : 800.000 tonnes et ce n'est qu'à partir de 1931 que pour la première fois les exportations n'ont pas atteint 500.000 tonnes. Depuis cette époque la situation n'a cessé d'empirer, sans doute parce qu'à la suite des avantages résultant pour eux de la dépréciation de leur monnaie, les Portugais et les Finlandais ont pu avantageusement concurrencer les bois landais, mais aussi parce que a été brutalement méconnue une clause tacite de réciprocité née tout naturellement des relations commerciales franco-anglaises. Depuis de très nombreuses années, en effet, il était d'usage que les vapeurs viennent décharger dans les ports de l'Atlantique et certains ports bretons de la Manche des charbons anglais et qu'ils retournent en pays de Galles après avoir chargé nos bois. Aujourd'hui, si le trafic des bois de mines a considérablement diminué il n'en est pas de même de celui des charbons qui, tout en restant dans les limites du contingent fixé continuent à arriver dans nos ports en quantités importantes : 10.550.000 tonnes en 1931 ; 8.890.000 tonnes en 1932, quand nous n'exportons que 300.000 tonnes de poteaux de mines. Il est dès lors inadmissible de ne point continuer à lier l'importation des charbons anglais en France et l'exportation de nos bois de mines en Angleterre ¹ ; outre que ce principe conserve l'immense mérite d'avoir inspiré longtemps les marchés passés entre la France et l'Angleterre, selon la remar-

que très juste de M. Duboscq¹, il vient encore en 1932 de servir de base à des accords entre l'Angleterre et d'autres pays : « Le principal groupe des mines anglaises a conclu, en effet, en Finlande et à Terre-Neuve des achats importants de bois de mines en échange de contrats d'achat de charbons passés par les gouvernements de Finlande et de Terre-Neuve. Ce qui a été reconnu vrai par les Anglais pour ces pays comment ne le serait-il pas reconnu pour la France qui, malgré des mesures de contingentement, est encore le principal débouché pour les charbons des mines du pays de Galles². ». Il n'empêche, que par ces temps, où la logique ne hante pas les assemblées d'experts, on éprouve de graves difficultés à faire admettre cette thèse trop rationnelle sans doute et on a assisté à ce spectacle singulier, d'un ministre du commerce français, M. Lamoureux, représentant d'un pays gros acheteur des charbons d'Angleterre, notre obligée en l'occurrence, aller mendier à Londres le bénéfice de la réciprocité et se le voir d'abord refuser.

De semblables démarches dépeignent la profondeur et la gravité d'un désordre dont nous voulons dans une dernière section examiner les funestes effets en pays landais.

SECTION IV

L'ÉTAT DE CRISE.

§ 1. — *La gravité du mal.*

Après l'étude des causes successives ou concomitantes qui ont précipité la crise de la forêt landaise, l'établissement du bilan s'impose : lui seul, aux heures de débâcle peut aider à mesurer utilement l'étendue du désastre. En effet, tous les développements que nous venons de consacrer au commerce des bois se trouvent illustrés et résumés dans les chiffres d'exportation des poteaux de mines, l'in-

1. Président du Syndicat des Exportateurs de poteaux de mines de Bordeaux.

2. Compte rendu du Congrès de la Forêt, Bordeaux, juin 1932.

dustrie ligneuse landaise par excellence et la seule malheureusement sur laquelle nous ayons pu obtenir des indications précises. En 1927 nous exportons vers l'Angleterre 957.700 tonnes de poteaux bruts qui représentaient la mise en exploitation de 40.000 hectares de forêts, le trafic de 50 à 60 mille wagons et le chargement de 300 à 350 vapeurs jaugeant en moyenne 1.500 à 2.000 tonnes ; en 1932, le chiffre est tombé à 203.000 tonnes, moins du quart ! La différence considérable entre ces tonnages nous a été ravie par le Portugal dont la monnaie est dépréciée et la Finlande, la Russie dont les poteaux pelés sont livrés aux prix du dumping : la progression des exportations du premier pays, l'utilisation croissante des poteaux pelés, spécialité des deux autres l'établissent à l'évidence.

Importation des Poteaux de Mine en Angleterre

A. *Poteaux bruts :*

	<i>France</i>	<i>Portugal</i>
1927	958.705 tonnes	61.114 tonnes
1928	879.705 —	61.440 —
1929	892.880 —	92.705 —
1930	805.890 —	96.260 —
1931	476.690 —	109.690 —
1932	203.740 —	290.710 —

B. *Poteaux pelés :*

	<i>Finlande</i>	<i>Russie</i>
1927	—	—
1928	—	—
1929	110.025 tonnes	21.355 tonnes
1930	140.025 —	35.438 —
1931	144.927 —	91.100 —
1932	145.225 —	98.245 —

Il est à peine besoin d'ajouter que le déficit de 600.000 tonnes d'Angleterre laisse ainsi aux industriels de la région du Sud-Ouest un supplément de 250.000 mètres cubes de bois de sciage, trop gros pour que les usines françaises puissent les utiliser, désorganise le marché national de la caisserie et du parquet et provoque la mévente, pour les propriétaires, de leurs coupes rases. Non seulement nous perdons alors, nos débouchés et subissons de ce fait de lourdes surproductions, mais encore, le marché français

est envahi par les produits étrangers : tandis que, de 1909 à 1913 et de 1925 à 1929 nous importions par an 1.900.000 tonnes de bois communs, en 1930 il est entré chez nous 2.900.000 tonnes. Les seuls bois sciés dépassent cette même année le million. Aussi, est-ce avec la même rapidité et la même continuité que les exportations françaises diminuent et que les importations étrangères augmentent, que les prix de nos produits ne cessent de s'avilir. Les cours officiels pour les poteaux de mine qui sont établis le lundi à Bordeaux, et qui s'entendent la tonne de 1.016 kilos rendue aux docks sont inscrits de 1927 à 1932 à :

1927		122 fr. 25
1928		111 fr. 55
1929		106 fr. 65
1930		106 fr.
1931		83 fr. 65
1932		53 fr. 70

Les cours de l'année 1932 sont marqués par un chiffre qui s'éloigne sensiblement de ceux qui furent pratiqués pendant les cinq années précédentes ; et c'est autour de ce prix de 50 francs côté pour la première fois en mars 1932 que se sont maintenus les cours de l'année 1933 et au 16 juillet 1934 ils sont encore côtés à ce chiffre.

50 francs livrée aux docks de Bordeaux la tonne de poteaux bruts auxquels des qualités spéciales ont valu une utilisation particulière et la clientèle de certaines mines à l'exclusion d'autres : que peut valoir dès lors la tonne de tous autres bois de pin que les produits étrangers. évincent *a fortiori* d'usages plus généraux et plus communs ? Les cours de bois sur pied se sont, en effet, effondrés. M. Guineau, dans la revue des *Eaux et Forêts*, d'après le résultat des coupes pratiquées dans 39 conservations, estime que le pin maritime est passé de 1929 à 1930 de 100 francs à 37 francs du coefficient 5,5 au coefficient 2, cependant que le

1. *Revue des Eaux et Forêts*, octobre 1930.

coût de la vie se maintenait au-dessus de la parité d'avant-guerre. En 1929 les prix du mètre cube de bois de sciage, dont la chute s'accroissait depuis 1927, sont déjà tombés en francs de 1914 au-dessous des cours d'avant-guerre.

Avouons devant ces prix que le maximum de sacrifices a été consenti par la propriété qui, afin de maintenir un peu le trafic, a accepté de livrer ses bois à des taux qui sont à peine au coefficient 3,5 d'avant-guerre, sans succès d'ailleurs, puisque ces prix, qui représentent un maximum d'efforts, sont encore trop élevés pour permettre aux exportateurs de faire, sans aucun bénéfice, des affaires régulières avec nos anciens acheteurs.

L'ouvrier bûcheron a atteint également la limite vitale des tarifs de main-d'œuvre avec ses 22 francs par jour péniblement gagnés, au prix d'un travail voué aux incertitudes des entreprises saisonnières. Le mûletier qui, quoi qu'il en paraisse, fournit le travail le plus pénible et le plus long, a, sur les 40 francs qui rémunèrent ses services, à prélever l'entretien onéreux de son attelage et l'intérêt du capital élevé qu'il représente. Et l'ouvrier d'usine des scieries landaises, spécialiste de la caisserie, reçoit 15 et 18 francs par jour. A la vérité le sacrifice des populations forestières est unanime : ce n'est pas le revenu de la propriété ou le salaire de leur peine qui peuvent fournir des éléments compressibles du prix de revient.

Cependant, la situation du commerce des bois apparaît prospère par comparaison avec la crise infiniment plus rigoureuse et sévère que subit l'industrie gemmière. Les travailleurs qui vivent d'elle ne sont pas comme les travailleurs du bois seulement arrivés à la limite extrême de la rémunération vitale, ils ont déjà dépassé ce stade et sont voués depuis longtemps à un salaire de famine. C'est qu'ici encore la concurrence étrangère, l'emploi des succédanés ont ruiné le commerce des exportations et la courbe de nos ventes en pays voisins, après avoir accusé des hauteurs insoupçonnées, a connu de vertigineuses dépressions. Deux chiffres pour l'essence de térébenthine et les produits secs

le traduisent : en 1926 nous exportions 15.350 tonnes d'essence de térébenthine et 63.790 tonnes de brais ; en 1932, nous ne trouvions acheteurs que pour 3.082 tonnes d'essence de térébenthine et 36.400 tonnes de produits secs.

<i>Années</i>	<i>Essence de térébenthine</i>	<i>Produits secs</i>
1926	15.350	63.790
1927	12.430	63.618
1928	12.366	61.730
1929	8.210	52.880
1930	6.940	50.096
1931	6.489	44.836
1932	3.082	36.477

Pareilles proportions nous ramènent aux années les plus stériles de la guerre, ce sont les chiffres les plus bas depuis 1900 ! Ainsi, chacun de nos clients a-t-il sensiblement diminué, au profit de nos concurrents, le chiffre des achats des produits résineux français : les plus considérables, comme la Suisse et l'Allemagne, ont réduit des 2/3 les importations de notre essence de térébenthine et de moitié celles de nos produits secs.

Essence de térébenthine

	1930	1931	1932
Allemagne	1470 T8	1397 T5	574 T1
Angleterre	16 f 8	16 » 5	55 » 3
Belgique	116 » 8	490 » 0	142 » 6
Danemark	101 » 5	195 » 9	11 » 0
Hollande	98 » 3	50 » 2	112 » 5
Italie	1873 » 9	1361 » 7	716 » 8
Suède	240 » 7	179 » 7	93 » 2
Suisse	2009 » 6	1865 » 7	709 » 3
Tchécoslovaquie	60 » 0	75 » 0	15 » 0

Produits ses

	1930	1931	1932
Allemagne	12087 T1	12224 T4	7923 T9
Angleterre	4473 » 3	5373 » 4	3809 » 3
Australie	3941 » 0	3271 » 6	2981 » 7
Belgique	4297 » 8	4401 » 4	3333 » 3
Danemark	1318 » 2	972 » 1	710 » 2
Espagne	112 » 6	101 » 0	109 » 0
Etats-Unis	172 » 5	167 » 3	32 » 6
Hollande	1676 » 5	1310 » 4	1203 » 5
Italie	10959 » 8	10560 » 1	8511 » 0
Norvège	341 » 5	239 » 2	198 » 3
Pologne	3647 » 8	2360 » 6	1716 » 6
Roumanie	570 » 8	418 » 9	507 » 2
Suède	164 » 0	194 » 0	123 » 8
Suisse	4600 » 1	2862 » 3	2490 » 1
Tchécoslovaquie	60 » 7	81 » 1	118 » 5

En ce qui concerne la Suisse par exemple, les statistiques indiquent un chiffre croissant des achats suisses en térébenthine espagnole depuis 1926.

1926	423 tonnes	1929	935 tonnes
1927	538 »	1930	1.200 »
1928	547 »	1931	2.180 »

Il est vrai que, s'il faut en croire une revue américaine, la production d'essence de térébenthine est passée en Espagne, en quelques années de 28.000 barils de 50 gallons à 59.000 et en Portugal de 7.000 à 20.000, posant pour ces deux pays l'impérieux problème des débouchés. Néanmoins, c'est surtout l'Amérique qui a bénéficié de la mévente de nos produits : en 1926-27 les Etats-Unis fournissaient 62 % de la consommation mondiale de produits résineux, en 1930 ils fournissent 69 %, cependant que la proportion française tombe de 23 à 17 %. Mais bien pis, cette préférence au bénéfice des produits étrangers ne s'exerce pas seulement dans les pays qui furent pour nous de gros

clients ; elle est encore marquée, en France même : le relevé des importations en provenance d'Espagne effectuées d'une part pendant l'année 1931, pendant le premier trimestre 1932 d'autre part, accuse la gravité de l'heure et dénonce le paradoxe.

Importations d'Espagne de gemmes, colophanes et brais

	1931	Premier trimestre 1932
Marseille	2.715 quintaux	2.649 quintaux
Cerbère		1
Hendaye	22	91
	2.737 quintaux	2.741

Essence de térébenthine.

Marseille		354
Saint-Louis		5
Hendaye	136 quintaux	4.352
	136 quintaux	4.711 quintaux

Ces chiffres qui marquent les uns une année, les autres un seul trimestre sont déjà exorbitants ; ceux qui représentent les importations d'essence de térébenthine d'autres pays aux mêmes époques sont peut-être plus extraordinaires encore : certains pays non producteurs n'exportent-ils pas en effet, chez nous... l'essence américaine. C'est le cas de la Grande-Bretagne, de la Belgique, de l'Allemagne et leurs exportations totalisent 7.928 quintaux pour le premier trimestre 1932 contre 2.054 pour toute l'année 1931. Et sait-on ce que représentent ces 7.928 quintaux d'essence de térébenthine ? C'est à peu près ce qui est obtenu de la distillation de 15.000 grosses barriques de gemme : la pro-

duction annuelle d'une douzaine de villages du Marensin ou de la Grande Lande.

A ces signes on a déjà reconnu que la bataille des prix est depuis longtemps perdue et le litre de gemme qui a valu 4 francs en 1926 est de chute en chute parvenu à ne valoir que 0 fr. 80 en 1932 ; 0 fr. 60 en 1933 et 1934. Les barriques de résine de 340 litres qui, en 1926 se payaient 1.300 francs ne valent plus que 292 francs en 1933, 204 fr. en 1934 premières amasses, peut-être moins encore à la prochaine cueillette. Comment d'ailleurs, la gemme pourrait-elle maintenir ses hauts prix puisque tous ses dérivés sont dépréciés sur le marché et ont subi un avilissement constant depuis 1926 ?

Les cours cotés sur le marché de Dax pour l'essence de térébenthine, les brais, les colophanes, de l'année 1927 à l'année 1932, ont déçu toutes les espérances de revalorisation :

Essence de térébenthine (100 kgr.)

1927	1928	1929	1930	1931	1932
544 fr.	449 fr.	494 fr.	425 fr.	326 fr.	280 fr.

Brais (100 kgr.)

247 fr.	215 fr.	211 fr.	192 fr.	107 fr.	80 fr.
---------	---------	---------	---------	---------	--------

Colophanes (100 kgr.)

225 fr.	218 fr.	212 fr.	136 fr.	116 fr.	91 fr.
---------	---------	---------	---------	---------	--------

Au mois de juillet 1934, l'essence de térébenthine vaut 230 francs, les brais 68 francs, les colophanes 69 francs. Qu'on ne s'y trompe d'ailleurs pas ; les prix marqués sont exprimés en francs « à quatre sous » et si la gemme a valu en 1920 trois fois, en 1926, deux fois le prix d'avant guerre en francs d'avant guerre, en 1930, elle ne valait déjà plus que 80 % de son cours de 1913. Les 120 francs,

que représente en 1911 la barrique de résine ne priment-ils pas les 280 francs mutilés des 4/5 qui la payaient en 1932 ?

Et c'est bien là que la situation se révèle tragique pour l'ouvrier gemmier, car tandis que les salaires ont atteint partout le taux de 800 %, que le coût de la vie a augmenté de 5 à 600 %, lui, qui déjà autrefois n'appartenait pas à une classe privilégiée de travailleurs, voit sa rémunération, calculée en fonction des prix du produit, portée à 240 % seulement. Aujourd'hui, en effet, il faut au résinier landais et à toute sa famille, peiner toute une année pour gagner un salaire de 3.800 francs, à peine la moitié de ce que touche le dernier manoeuvre de nos usines. Ce chiffre, nous voulons l'établir sur des bases indiscutables, ne méritant surtout qu'une critique : celle de prêter au gemmier une puissance de travail qu'il ne peut qu'exceptionnellement réaliser. Si, en effet, nous retenons comme premier élément de calcul, le lot de 1.500 cares pratiqué dans les adjudications des forêts de l'État, nous constatons que son exploitation nécessite 66 journées de travail : 9 jours pour la préparation des pins, 35 jours pour le résinage, 16 jours pour le ramassage, 6 jours pour le raclage et qu'il produit 7 barriques de gemme pour 4 amasses et une dernière résiduaire, le « barras ». Nous ne pensons d'autre part, manquer de mesure en soutenant que sur les 365 jours que compte l'année il faut pour obtenir l'année de travail du gemmier, défalquer 100 jours : 60 représentant les dimanches et jours fériés, 40, les jours de gros temps qui rendent la forêt inaccessible. C'est donc au grand maximum, que les résiniers ne peuvent travailler à la fois que trois lots de 1.500 cares représentant 198 jours de soins puisqu'il lui faut compléter les 250 journées environ de l'année utile en réservant 22 journées au débroussaillage et 40 journées au travail d'abattage. Il est dès lors facile d'établir le compte : sur les 24 barriques de la production, le métayer ne touchera que le prix de 12, ce qui représente, quand la barrique ne vaut, comme en 1934, que 204

francs, environ 2.500 francs auxquels s'ajoutent 440 francs, salaire des journées de débroussaillage au prix de 20 francs, 862 francs pour ses travaux de bûcheron à 22 francs par jour, en tout, 1.300 francs pour ces travaux complémentaires. Ainsi, c'est bien le chiffre de 3.800 francs qu'il totalisera péniblement et qu'il ne touchera d'ailleurs qu'à la fin du trimestre pour lui permettre de s'endetter avant chaque terme.

Nous nous excusons auprès du lecteur de nous être livré à cette gymnastique arithmétique, mais elle était nécessaire pour démontrer pleinement qu'actuellement dans notre forêt de Gascogne, 40.000 familles vivent sur un salaire journalier de moins de 13 francs. N'imaginons pas, au reste, que le résinier ait la possibilité de trouver dans sa situation présente, quelques compensations ; bien au contraire, qu'il tombe malade, qu'il ait un accident, qu'il vieillisse, que sa famille s'accroisse, ne bénéficiant ni de la protection de la loi sur les accidents du travail, ni des allocations familiales, c'est la misère irrémédiable qui s'installe au foyer. Si encore, il avait le loisir ainsi que sa femme, leur journée terminée, comme l'ouvrier d'usine, de pouvoir cultiver le petit champ ou le jardin qui entourent sa pauvre demeure, mais comment pourraient-ils s'y essayer, lorsqu'après ces journées de 12 et 13 heures ils regagnent harassés leur logis quand le soleil est déjà couché ? Alors, reste pour lui, peut-être, le pis aller de l'allocation au chômage ; mais il n'est certes pas chômeur, il n'est d'ailleurs pas non plus ouvrier et où les communes landaises, dont on a autrefois célébré les richesses, se procureraient-elles aujourd'hui les ressources pour alimenter la caisse de secours ? Les charges des communes forestières absorbent et dépassent désormais leurs revenus. Et comme c'est absolument le cas des propriétaires particuliers, on ne peut davantage leur demander de consentir un nouveau sacrifice, puisqu'ils supportent une lourde fiscalité et s'endettent au contraire pour conserver un

capital qui se déprécie de jour en jour. La situation apparaît ainsi inextricable : le résinier landais est placé en face de ce dilemme que rappelait à la tribune du Sénat le sénateur Lourties : « Ou bien continuer à traîner son affreuse misère dans la métairie qui l'abrite encore, ou bien abandonner la forêt et venir dans les villes, demander, oisif, à la caisse de chômage le pain qu'un travail acharné ne lui donne plus. »

§ 2. *Les réactions.*

Que nos détracteurs se réjouissent et s'apaisent, l'authentique piquette a réapparu sur la table désormais frugale de nos résiniers et les fours qui, au temps de notre enfance, cuisaient le pain de seigle, flamboient à nouveau chaque semaine pour assurer la provision de la famille. Le pain blanc du boulanger est devenu trop cher. Cependant, quand on a connu, légitimement surtout, les douceurs du bien-être, il est humain d'accueillir l'ère de nouvelles restrictions avec d'autant plus d'amertume qu'on avait été moins préparé à recevoir d'abord les gâteries de la fortune. Et puis, quand en dépit de tous les efforts tentés, la juste rémunération du travail s'amenuise et se fond, quand, en fin de compte, on se trouve dans une situation plus misérable que celle, pourtant modeste, connue avant les années de prospérité, il devient nécessaire de s'émouvoir : c'est le gage d'une action désormais indispensable. Ces sentiments ont largement inspiré la résistance tenace et vigoureuse que les populations forestières du Sud-Ouest opposent depuis deux ans à la crise qui sévit si cruellement parmi elles. Sans doute, ce mouvement de réaction a-t-il pu parfois rappeler, par des excès d'ailleurs fort rares et localisés, les tristes journées de grève de 1909 et 1921, où propriétaires et métayers se disputaient âprement les avantages du contrat de travail, mais il demeure surtout marqué d'un caractère propre et nouveau, l'unanimité qui le soutient, puisque

l'intérêt qui l'anime est désormais général et commun à toutes les classes de la population. Car les propriétaires landais se sont jetés dans la mêlée aux côtés de leurs métayers pour mener une action d'abord parallèle, puis bientôt jointe en faveur de la revalorisation de leurs produits. Et tout naturellement entre les deux classes de militants s'est opérée une division du travail : aux propriétaires est revenue la tâche, par des campagnes de presse, des démarches pressantes auprès des pouvoirs publics, d'accuser les contours du problème économique que posait la crise des bois et des résines, cependant que, par des meetings à travers le pays, la décision de grève héroïque de leur part, mais impressionnante pour le gouvernement, leur marche enfin, en bon ordre, sur la préfecture de Mont-de-Marsan, les ouvriers de la forêt dénonçaient qu'une grave question sociale était connexe au problème économique.

Dans son Assemblée générale du 22 mai 1932, consacrée à la modification de ses statuts, le syndicat des Propriétaires forestiers avait, en effet, décidé « d'agir » dans la défense de tous les intérêts attachés directement ou indirectement à la propriété forestière ou tout au moins de tenter d'y parer. Cette dernière préoccupation n'a pas été méconnue par ses dirigeants. Pour tenter de sauver nos bois, le syndicat des Propriétaires forestiers du Sud-Ouest a pris la tête du mouvement national qu'incarnait le Comité d'entente de la forêt française et puissamment contribué à former le front commun, contre les abus d'importation, des propriétaires exploitants forestiers, métropolitains et coloniaux, réalisant sur un programme bien défini l'unité d'action de la production forestière française. C'est ainsi que, sous l'impulsion de ce front commun, les groupes de la Chambre et du Sénat, en liaison étroite grâce à la formation du Comité inter-parlementaire, ont agi en conformité de vue et tenté le redressement de notre politique forestière. Il est vrai aussi que la Fédération des Associations de communes forestières, dont les Etats-Généraux s'étaient dé-

roulés le 22 février 1933, avaient, aux journées fédérales du 27 mai, dressé le cahier des revendications de la forêt française et proposé aux parlementaires les bases très étudiées d'une vaste réforme. Mais c'était encore le Président du syndicat des propriétaires forestiers du Sud-Ouest qui avait été l'instigateur et le rapporteur très écouté de ces assises nationales. Une intervention permet d'ailleurs de mesurer le crédit et l'influence de ce mouvement national en faveur de la forêt, poursuivi chez nous et souvent inspiré par nous, c'est celle qui, à l'occasion des accords désastreux cédant un traitement préférentiel à l'entrée des bois autrichiens en France obtint de faire subordonner l'application de ces accords à la réalisation préalable du cahier des revendications de la production forestière française.

Au point de vue de la production résinière, le syndicat des propriétaires forestiers allait réaliser un autre front commun : dans le cadre de la forêt landaise, il allait coopérer d'enthousiasme à l'union du syndicat des propriétaires et des syndicats de gemmeurs en vue d'une action défensive commune. Répondant, en effet, à l'invitation du Président de la Fédération des gemmeurs du Sud-Ouest, le Président des propriétaires forestiers acceptait le 20 mars 1933 le principe d'une entente entre les deux associations et le 17 avril à Labouheyre les délégués propriétaires et gemmeurs adoptaient le premier manifeste commun. « Les délégués, lisait-on, sont unanimes à estimer absolument nécessaire, en présence de l'aggravation de la crise résinière, au début de cette campagne 1933, la formation d'un front commun pour la défense de la production gemmière. Ils ont, en effet, le regret de constater que, malgré la concordance de la politique économique landaise, soutenue par les uns comme par les autres, les pouvoirs publics n'ont rien fait pour défendre comme il convenait la production gemmière... » Et, dans les vœux qu'ils rédigent de concert, ils préconisent une série de mesures urgentes et assortissent leurs suggestions d'une menace de grève, si satisfaction ne leur est pas donnée à bref délai.

Déjà, d'ailleurs, et depuis de longs mois, chaque dimanche, les grosses bourgades du pays landais étaient le théâtre de meetings où militants de la Fédération des gemmeurs, affiliés à la C. G. T. ou parfois même à la C. G. T. U. convoquaient les ouvriers de la forêt, dénonçaient vigoureusement la gravité de la crise, l'inertie des pouvoirs publics et engageaient les gemmeurs à la grève générale. Il faut avoir assisté à ces réunions, où les orateurs du cru, intelligents et diserts, souvent vétérans des anciennes luttes syndicales, vieux militants cégétistes qui rapportèrent de prison la gloire du martyr, avec cette éloquence directe que les mots patois colorent et fortifient, soulevaient les auditoires, pour comprendre combien était profonde et unanime la volonté de résistance. Aussi, lorsqu'en dépit de toutes les menaces et de tous les avertissements, le gouvernement parut demeurer obstinément sourd aux appels de détresse, comme aux cris de colère partis de la forêt landaise, la grève, pour la première amasse de 1934, fut-elle bien vite décidée et partout à peu près respectée. Les gemmiers désertèrent alors la forêt et coururent les réunions qui se multipliaient à travers le département créant partout une vive agitation. En effet, certains fauteurs de trouble n'avaient pas attendu cette heure pour agir et tout naturellement leur propagande redoubla en ces jours, où des hommes voués à l'inaction et sans ressources, ou presque, étaient enclins à écouter les faux bergers et leurs fallacieuses prophéties. Quelques cortèges circulèrent où le drapeau rouge, souvent celui du cantonnier, ouvrait la marche et allèrent conspuer quelques industriels le plus souvent peu scrupuleux, mais tout au plus s'en tint-on à des violences de langage. La marche sur la Préfecture de Mont-de-Marsan réalisée le 18 mars, après avoir été décidée le 25 février et décommandée à la suite du vote par la Chambre des députés de la loi sur les résineux, fut elle-même une imposante mais pacifique manifestation contre l'hostilité du Sénat à adopter un projet de loi voté cependant à l'unanimité par

la Chambre des députés. 15.000 résiniers, en habit de travail, leur « hapchot » sur l'épaule, après avoir entendu une fois encore leurs orateurs, allèrent sous la pluie déposer entre les mains du Préfet des Landes une protestation contre la situation injuste qui leur était faite. Taine, qui retrouvait dans les yeux du Landais le reflet de l'infinie tristesse de sa terre ingrate, eut sans doute saisi dans le regard énergique et grave des manifestants la signification des lourdes préoccupations qui roulaient dans leur esprit.

Au reste, le vote de la loi du 21 mars 1934 sur l'encouragement à la production forestière marqua la fin de la résistance passive et encore qu'elle n'apportât qu'un dérisoire secours à une détresse infinie, elle suscita le retour au travail : sur l'ordre de la C. G. T. elle-même, les grévistes reprirent les pistes de la forêt et résinèrent bientôt à nouveau presque partout. Seule, le 26 mars, la démission des élus cantonaux et municipaux devait, au cours de la réunion de Morcenx, sanctionner le légitime mécontentement qu'éprouvaient les populations résinières devant l'augmentation de 12 millions qu'on venait de leur consentir conditionnellement.

Cependant, il faut dire que si le mouvement de grève avait été général, la reprise du travail devait être moins spontanée : dans les communes de Mimizan, de St-Paul-en-Born, de Pontenx-les-Forges, de Sainte-Eulalie où la C. G. T. U. et le parti communiste étaient fortement organisés, l'ordre de résister encore fut donné. Ces communes, en effet, avoisinaient la forêt domaniale des dunes où les résiniers de l'Etat vivant pendant la semaine dans leur cabane tenaient des réunions, prenaient des décisions et constituant un petit Soviet, animaient la résistance. Malheur, en effet, à celui-là qui poussé par le besoin voulait reprendre le travail : ses pots étaient cassés ; malheur au maire qui voulait interdire les réunions et les cortèges, son verger était saccagé, même lorsqu'il avait été un ardent défenseur

des résiniers jusqu'à ce que la C. G. T. ait donné l'ordre de regagner la forêt. A vrai dire, ils étaient nombreux, ceux-là qui n'auraient pas demandé mieux que de travailler, mais la consigne sévère du parti chez les uns, la peur chez les autres inhibaient leur désir intime de rompre la grève et de résiner comme dans les autres communes des Landes. Ainsi, les populations de ces communes en révolte vivaient dans la crainte de graves et irréparables violences : ne disait-on pas dans les réunions clandestines que tenait le parti communiste, qu'on mettrait à feu la forêt de pins pour procurer un travail rémunérateur de bûcheron au résinier ; n'avait-on pas déjà incendié les barriques de gomme d'un industriel, rompu un poteau supportant la ligne de haute tension sur la route de Mimizan ; le Préfet n'avait-il pas été conspué lorsqu'il présidait aux opérations de la conscription, la garde mobile ne bivouaquait-elle pas dans le pays ? Mais l'allocation du parti était modeste pour la masse des grévistes ; d'autre part, le dénûment était trop profond pour qu'on puisse plus longtemps renoncer à travailler. Les plus courageux et les plus indépendants s'engagèrent à se risquer dans la forêt, d'autres suivirent, peu à peu le travail reprit partout, sauf dans la région de Sainte-Eulalie et de Mimizan où les pins n'ont pas encore été résinés en ce mois de juillet 1934.

Comment d'ailleurs une telle tentative aurait-elle pu ne pas se réduire d'elle-même, puisque à la base de ces nouvelles revendications sont posées des prétentions déraisonnables ? Aujourd'hui, en effet, comme le soutenait déjà en 1933, la *Voix paysanne*, les communistes landais prétendent aux 2/3 de la récolte. Ils savent, cependant, mieux que quiconque, que le propriétaire landais, s'il avait à répartir sur ces bases, renoncerait plutôt à faire travailler ses pins, puisqu'il s'endette aujourd'hui en partageant la récolte à égalité. Ils savent aussi que les 20 % que l'Etat accorde à ses résiniers en sus de la moitié représentent à peine le logement et les fournitures de bois que le propriétaire par-

ticulier est seul à accorder gratuitement à ses métayers. Au vrai, leurs exigences n'ont qu'un but : entretenir dans un pays gravement éprouvé une agitation qui ne peut qu'ajouter au trouble des esprits. Mais n'est-ce pas là leurs habituels moyens d'action ?

Mis à part ces incidents très localisés, concluons que les populations forestières landaises ont mené, malgré tout, avec un rare courage et une grande dignité, la lutte pour l'obtention et la défense d'un salaire vital. Les gemmiers n'ont pas réussi. Mais le sacrifice du bénéfice d'une « amasse » que tous ont consenti, même les plus misérables, pour que la collectivité reçoive un jour une plus juste rémunération de ses peines marque d'une grande noblesse l'action qu'ils ont menée solidairement et justifie pleinement ce que Saintorens écrivait du peuple landais naturellement généreux : « Ce peuple possède peu de chose, mais ce qu'il a ne lui appartient plus, dès qu'un souffrant le lui demande. » Leur geste eût mérité d'être compris.

CHAPITRE III

DES EFFORTS TENTÉS POUR CONJURER LA CRISE

« ...Il faut absolument que les droits de douane soient relevés et qu'en même temps on contingente la quantité des bois ouvrés autorisés à entrer... »

Monsieur NÉRON,
Président du Groupe Forestier
du Sénat.

« ...Les résiniers sont des vaillants, des courageux ne pouvant plus gagner leur existence dans cette forêt où ils sont nés : ils vont chercher du travail dans les grands centres où ils n'en trouvent pas et sont voués au chômage. Allons-nous les abandonner ou les soutenir ? »

Armand CALMEL,
Rapporteur
de la Commission de l'Agriculture
au Sénat.

SECTION I

LES MESURES PRISES EN FAVEUR DES BOIS

L'énergique défense d'intérêts si légitimes ne pouvait demeurer totalement infructueuse et, moins que toute autre, l'action entreprise en faveur de nos bois qui groupait les efforts des populations forestières de nombreuses régions. Les représentants de la forêt landaise avaient animé le mouvement national et il était naturel que les mesures d'urgence arrachées au jour le jour au gouvernement bénéficiassent à notre économie locale. Ainsi, les décrets provoqués par les interventions syndicales inaugurèrent-ils une

politique à l'unique formule, une politique protectionniste de nos bois contre l'introduction en France du produit ligneux étranger, mais aucun cartel de producteurs ou d'exportateurs ne vint tenter, parallèlement à l'action défensive obtenue du gouvernement, de modifier les conditions du marché : l'initiative privée semble s'être épuisée à provoquer l'attention des pouvoirs publics.

Cependant le premier acte de cette politique intervenue en 1930 s'exerça vainement contre le dumping soviétique. Par le décret du 3 octobre 1930, en effet, pris en application de l'article 2 de la loi du 22 mars 1910, l'introduction en France d'un certain nombre de produits en provenance de l'U. R. S. S. fut soumise au régime des licences d'importation. Parmi les marchandises énumérées à l'article 1^{er} du décret figuraient les bois communs. Mais si cette mesure eut pour effet l'arrêt presque total des importations soviétiques en France, les importations directes bien entendu, en réalité nous continuions à recevoir des produits russes par le truchement d'autres pays à l'aide de certificats d'origine faux. Rien n'était plus facile d'ailleurs, le nœud du problème n'était pas là. Nous n'avions pas à tenter de paralyser directement la concurrence russe : nous étions déjà protégés par le tarif général applicable à l'U. R. S. S. avec qui nous n'avions point de traité de commerce. Aussi notre marché ne pouvait-il être gêné que par la répercussion de l'introduction des bois russes dans les autres pays : les autres pays d'Europe concurrencés par l'U. R. S. S. sur le marché anglais et le marché allemand avaient cherché à intensifier leur débouché vers la France. Ainsi apparut-il que les mesures protectionnistes prises en 1930 ne sauvegardaient nullement le marché national et qu'il fallait les mieux diriger, sans doute aussi les multiplier : ce fût l'objet d'une nouvelle campagne. M. Philippon, président de la Fédération des syndicats forestiers de la Chaise-Dieu écrivait bientôt : « Un grand nombre de scieries ont fermé leurs portes ; tous les jours, leur nombre s'accroît...

il faut absolument que cet état de choses cesse, sinon ce serait la misère. Il faut que les droits de douane soient relevés et qu'en même temps on contingente la quantité des bois ouvrés autorisés à entrer. »

Le mot était prononcé. L'idée du contingentement qui, depuis quelque temps, cheminait dans les milieux forestiers allait être portée à la tribune du Parlement par M. Néron qui, le 12 février 1931, interpella M. Tardieu, ministre de l'Agriculture, pour lui demander de prendre des mesures urgentes en vue d'enrayer la baisse des bois. L'honorable sénateur, entre beaucoup d'autres suggestions, préconisait énergiquement que des mesures législatives soient prises, dans le plus bref délai, pour grouper dans la « loicadenas » les produits forestiers et les produits agricoles qui devaient être désormais laissés en dehors de toutes les tractations internationales. Le ministre, dans la réponse qu'il faisait à son interpellateur, résumait le sens de l'intervention de M. Néron : « Le premier remède qui vient à l'esprit de tous, ajoutait M. Tardieu et qui a été recommandé par beaucoup de groupements, c'est la prohibition, le contingentement et les licences. Si on veut réaliser une opération de vidange du marché, il faut prohiber l'importation des bois. C'est le commencement, ce n'est qu'ensuite qu'on peut établir le contingentement. Ce contingentement s'applique par des licences. Il s'agirait, en un mot, de généraliser ce qui a été fait pour les importations russes. » Mais l'ancien Président du Conseil, qui se déclarait d'autre part partisan du régime des licences, ne manquait pas de révéler au Sénat les difficultés que rencontrerait une telle modification du régime des échanges internationaux. Il rappelait, en effet, l'existence de conventions avec l'Allemagne et la Roumanie par lesquelles la France s'engageait à ne point user de prohibition et de restriction des importations, ainsi que la position prise par notre pays à la Conférence économique de 1927 en ce qui concerne l'abolition de ces diverses défenses. Il soulignait l'opposition du ministre des

Affaires étrangères et du ministre du Commerce à un changement brusque d'attitude qui pourrait rendre notre situation délicate au point de vue international. Il précisait même que le ministre du Commerce se refusait à tout sacrifice compensateur pour obtenir de la Tchéco-Slovaquie, de l'Autriche, de l'Esthonie, avec lesquels nous étions liés, la renonciation au bénéfice de tarifs douaniers de faveur. Quoiqu'il en put être, le ministre de l'Agriculture se ralliait à l'avis du sénateur Néron et promettait de faire entrer les bois dans la liste des produits pour lesquels les droits de douane peuvent être modifiés par simple décret, la fameuse loi-cadenas. C'est sur cette promesse, que le 28 mai 1931, M. Néron et plusieurs de ses collègues déposèrent une proposition de résolution invitant de la façon la plus pressante le gouvernement à incorporer les produits forestiers dans la loi-cadenas. Satisfaction fut donnée aux promoteurs de la mesure à l'issue de la session parlementaire, dans la nuit du 3 au 4 juillet, M. Tardieu, « profitant des facilités que donne la nuit » pour la faire étendre à ces produits. Ainsi par simple décret, quitte à obtenir ensuite la ratification de la mesure par les Chambres, le gouvernement allait-il pouvoir opérer le relèvement des droits de douane. De plus le 27 août 1931, paraissait le premier arrêté interministériel de contingentement : les articles 128, 128 *bis* et 133, puis 597 et 600 de la nomenclature douanière étaient contingentés à un chiffre global calculé d'après la moyenne des importations annuelles des bois étrangers importés au cours des cinq années 1925-1929. En date du 5 septembre 1931, un nouvel arrêté transformait le contingentement global en contingent par pays, interrompant ainsi sans préavis et sans tenir compte des engagements réciproques, les relations commerciales des importateurs français avec l'Allemagne, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Hongrie, la Yougoslavie et l'U. R. S. S. Désormais la politique du contingentement était accréditée ; au surplus les représentants de la forêt landaise se félicitaient

des heureux résultats obtenus et aux journées du bois national tenues à Lyon le 9 novembre 1931 le vœu était présenté au gouvernement que le « ministre de l'Agriculture fixe d'urgence un contingent nouveau pour l'année 1932 pour chaque Etat exportateur, contingent limité au maximum à la moitié des importations effectuées pendant une année normale comme l'année 1928 ou l'année 1929 ou bien limité au maximum à la moitié des importations des cinq dernières années ». M. Barbier spécifiait d'autre part qu'un régime de licence devrait être établi en attendant que la hausse des droits de douane soit rendu possible par la déconsolidation des traités de commerce.

Naturellement et en conséquence, l'année 1932 devait être particulièrement fertile en décrets protectionnistes : le contingent, la déconsolidation des traités de commerce, le régime des licences, devinrent alors les pivots de la politique forestière. Le 31 décembre 1931 paraissait un nouveau décret de contingentement pour le premier trimestre 1932. Les bois étaient toujours contingentés par pays avec un abattement de 33 % sur la moyenne trimestrielle des mêmes cinq années 1925 à 1929. L'arrêté interministériel du 30 mars portait de 33 à 50 % l'abattement du contingent pour le 2^e trimestre de cette année, limitant ainsi à moins de 50 % des importations de 1913 le tonnage des bois étrangers autorisés à rentrer en France sur cette période. Enfin, malgré l'intervention de plusieurs groupements d'importateurs, qui prévinrent les ministres intéressés des répercussions graves pour leur commerce et l'industrie du bâtiment d'une politique de contingentement poussée à l'excès, l'arrêté interministériel du 24 juin 1932 fixait le contingent du 3^e et 4^e trimestre de l'année en cours avec un abattement de 40 % sur le régime des cinq années de 1925 à 1929.

L'excès même de ces mesures de protection contribua à aggraver la situation de nos bois au lieu de la clarifier, mais n'ouvrit pas, pour autant, les yeux des forestiers : au

contraire, en sus du système des contingents, on préconisa bientôt, pour corriger des résultats qui demeuraient fâcheux, en cette même année 1932, la déconsolidation des traités de commerce, afin d'obtenir une majoration des droits de douane. Ce ne fut pas d'ailleurs œuvre facile : il fallait obtenir par voie diplomatique, des pays envers lesquels nous étions engagés, qu'ils nous restituassent notre liberté tarifaire en ce qui concerne l'article 128 *bis*. Notre tarif douanier était, en effet, dans son ensemble, basé sur l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 qui substitua pour au moins les 3/5 du tarif aux droits légalement fixés en 1892 et 1910, un tarif entièrement nouveau. L'Autriche, par accord en date du 10 mars 1928, la Tchécoslovaquie par accord du 21 juillet 1928, obtinrent à leur tour des réductions douanières et s'assurèrent après le précédent allemand le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée. Ce sont ces accords qu'il fallait dénoncer. Une commission économique fut instituée au début de 1932 qui fit rapidement aboutir une entente avec l'Allemagne sur la question des bois ; les négociations engagées avec la Tchécoslovaquie aboutirent aussi, au début de janvier, avec l'Autriche il fallut attendre jusqu'à fin mai 1932. C'est à cette époque que fut publié au *Journal Officiel*, exactement le 26 mai 1932, le décret portant augmentation des droits de douane sur les bois. Cette augmentation était de 120 à 125 % sur les articles 128, 128 *bis* et 133 concernant les bois en grume et les bois sciés. Un autre décret du 17 avril relatif à la taxe de l'importation allait porter celle-ci de 2 à 4 % *ad valorem*, les produits ouvrés devant payer 6 % à l'entrée. Enfin, les bois en provenance de Suède, de Norvège et de Finlande furent encore frappés comme les autres produits d'une surtaxe compensatrice de change de respectivement 15, 3 et 15 %. L'ensemble de ces mesures devait produire une hausse de 40 à 50 fr. par mètre cube. Ce résultat escompté était cependant par avance jugé insuffisant et le gouvernement se décidait bien-

tôt à subordonner l'entrée des bois à l'octroi de licences d'importation. Bien que cette conception soit arbitraire en soi, contraire au droit que le négociant détient de sa patente et qu'elle porte une grosse atteinte à la liberté du commerce, force était d'admettre qu'elle restait le seul procédé permettant de maintenir le contingentement dans les limites fixées. Garder le contingent sans la licence, conduit fatalement à la course au moins scrupuleux et permet à nouveau l'entrée en masse au début du trimestre de bois invendus, jetés sur le marché à vil prix. Aussi, en vertu d'un arrêté daté du 26 mars 1932, le gouvernement imposait-il qu'à partir du 1^{er} avril les bois et ouvrages de bois, repris au tarif des douanes sous les numéros 128, 128 *bis* et 133 d'une part et les numéros 597 et 600 d'autre part ne pourraient être importés qu'en vertu d'autorisations particulières délivrées par le ministre des Finances sur la proposition du ministre de l'Agriculture, dans la limite des contingents fixés pour chaque trimestre. C'était préfacier l'institution d'un système de répartition des licences individuelles établi par les soins d'un comité interprofessionnel chargé de l'examen des demandes et de la fixation des quantités accordées. Ajoutons enfin que l'établissement du clearing Franco-Letton et Franco-Autrichien tenta de remédier aux fluctuations du change et de supprimer une des formes les plus particulières de primes à l'exportation. Par suite des restrictions apportées par l'Autriche, par exemple, à la sortie des devises étrangères, les exportateurs français se trouvaient dans l'impossibilité de pouvoir obtenir le règlement de leurs créances en francs. Ils devaient donc recourir aux exportateurs autrichiens détenteurs de devises et ceux-ci appelés à jouer le rôle de banquiers réalisaient un bénéfice fort important sur les opérations de change. C'est ce profit compensateur des sacrifices qu'ils allaient ensuite pouvoir consentir qui permettait à ces changeurs improvisés d'exporter vers la France de forts tonnages à des prix extrêmement bas.

Les décrets du 15 février et du 30 avril 1932 coupèrent court à cette spéculation en arrêtant les formes suivant lesquelles devrait se faire la compensation des créances et des dettes des ressortissants français vis-à-vis de certains pays et en particulier de l'Esthonie et de l'Autriche et en créant des offices de compensation.

Ce furent là les dernières mesures douanières prises en faveur de nos bois au cours de cette année 1932 qui connut les premiers effets de la politique du contingentement et décida de son maintien. En 1933, l'intervention gouvernementale demeure, en effet, fidèle aux principes protectionnistes et diminue à nouveau de quelques milliers de tonnes les importations, cependant qu'elle institue une taxe sur les licences en remplacement de la taxe des changes supprimé pour certains pays. L'année 1934 fait subir au tonnage de 1933 une nouvelle réduction de 5% pour le premier trimestre et le 21 mars transforme en loi l'important décret du 26 mars 1922 qui avait amorcé la déconsolidation des traités et avait facilité une sensible augmentation des droits de douane perçus sur les bois. Une fois de plus, apparaît ainsi de façon non équivoque que les représentants de la propriété et de la main-d'œuvre forestières persistent à voir dans l'intervention de l'Etat et des mesures protectionnistes qu'il prend le salut du marché des bois français. Si faible que soit la part des doctrines préconçues dans l'élaboration de ces décrets et lois d'ordre économique, ils marquent tout de même pour leur part, ce n'est pas douteux, une étape très importante dans l'évolution des faits. Plus ou moins volontairement, les pouvoirs publics ont été amenés à pousser leur intervention dans la vie générale et commerciale beaucoup plus avant qu'ils n'avaient fait jusqu'ici. Ces expériences, nées de la crise, ont connu d'enthousiastes approbations, venues sans aucun doute d'horizons politiques bien différents. M. Monnet, à la tribune de la Chambre française y voyait un acheminement inévitable vers l'avènement du socialisme ; les propriétaires forestiers

y trouvaient une énergique défense de leurs produits. Mais si M. Monnet semble s'être quelque peu mépris sur le sens profond de cette intervention de l'Etat, les propriétaires forestiers n'ont-ils pas mis une trop aveugle confiance dans l'efficacité de mesures protectionnistes qui réalisaient cette politique ? Peut-être, en effet, pour des raisons différentes les uns et les autres partagent-ils une commune illusion. Aussi mieux inspiré apparaît l'effort tenté pour les producteurs landais pour apporter une solution équitable au problème ferroviaire présentant comme nous l'aurons dit, un intérêt vital pour les industries forestières landaises. En toute équité, en effet, les producteurs landais sont en droit de réclamer de notre économie nationale, des tarifs dégressifs à grande distance pour les mines du Nord et du Centre et pour le marché parisien.

Des tarifs ne dépassant pas 100 francs de toutes les gares des Landes, de la Gironde et du Lot-et-Garonne à toutes les gares de la région parisienne seraient très susceptibles d'augmenter considérablement le trafic ferroviaire et permettraient l'emploi du pin maritime dans le bâtiment au lieu et place de bois étrangers d'importation si dangereux pour l'équilibre de nos finances. La réforme serait d'ailleurs heureusement complétée si l'unification entre les chemins de fer départementaux et les grands réseaux était réalisée : nul ne regretterait sans doute la disparition de ces petites sociétés qui n'ont de raison d'exister que pour leurs dirigeants, même pas pour les actionnaires et par suite le rachat par la Compagnie du Midi de l'ensemble des compagnies landaises, si peu soucieuses du confort et de la simple commodité des voyageurs, si excessives dans l'établissement de leurs tarifs marchandises.

C'est dans le sens de ces réformes indispensables qu'on n'a cessé d'agir avec une louable ténacité. Dès avril 1928, alarmés à juste titre par la récente augmentation des tarifs qui ne pouvait qu'accentuer le déséquilibre existant, les représentants de l'industrie des Landes ont délégué le séna-

teur Cadilhon pour faire part au ministre des Travaux publics des mesures qui leur semblaient devoir être prises en vue de remédier à la crise. Bien que le programme ait été aussitôt soumis pour l'adoption à la conférence des directeurs des grands réseaux, aucune décision n'est intervenue avant le 3 juillet 1929, date à laquelle les grands réseaux ont fait savoir qu'ils n'acceptaient d'examiner qu'une très faible partie du programme proposé. En 1931, une nouvelle tentative a été faite par suite des difficultés qui s'opposaient de plus en plus à l'écoulement de nos produits et des avantages dont les étrangers bénéficiaient tant pour l'entrée que pour la circulation de leurs produits en France. Malheureusement, en date du 28 février 1932, le Comité de direction des grands réseaux a décidé qu'il était impossible de donner suite aux suggestions présentées une fois encore par M. Cadilhon. Il a estimé, en effet, que les abaissements de taxes qui en résulteraient seraient trop faibles pour provoquer un accroissement de trafic des bois susceptible de compenser la perte importante de recettes en découlant. Cependant, au milieu de cette même année, sous la pression d'incessantes réclamations, les réseaux du Midi, de l'Orléans, de la Ceinture et du Nord, firent homologuer une diminution des tarifs en vigueur calculés d'après le poids des marchandises. C'était là un résultat partiel. Aussi les représentants des intérêts forestiers du Sud-Ouest ne se sont-ils point endormis sur ce succès et le problème des transports demeure une de leurs préoccupations dominantes ; le 10 avril 1933, l'Assemblée des communes forestières du département de la Gironde en a rappelé les données dans des vœux très pressants aux Conseils généraux de la Gironde et des Landes.

SECTION II

LA PROTECTION DE L'INDUSTRIE RÉSINIÈRE.

Ici encore, sous la pression des formations syndicales, vigilantes et tenaces, le législateur allait devoir enrichir le recueil de nos lois de quelques nouveaux décrets et le concours gouvernemental, toujours sollicité pour qu'il bénéficie en définitive aux producteurs et aux ouvriers résiniers, allait revêtir la forme indirecte d'interventions en faveur du produit, bien plus secourir même directement la misère des populations résinières par une exceptionnelle allocation de crise.

La plus ancienne de ces mesures protectrices est encore fort récente, puisqu'elle remonte à peine au 31 décembre 1931, date à laquelle l'essence de térébenthine était officiellement définie et protégée par une loi qui devait désormais assurer la loyauté des appellations et des transactions dans le commerce de cette essence, ainsi que dans les fabrications qui en découlent. Il y avait d'ailleurs longtemps que le problème se posait de parer à une concurrence frauduleuse qui était née de ce que l'essence de térébenthine, solvant précieux, avait toujours été très recherchée et que son prix s'était toujours maintenu à un niveau sensiblement élevé par rapport à d'autres solvants minéraux ou végétaux. Il était dès lors fatal que l'industrie cherchât à lui substituer des solvants bon marché ou à utiliser ces derniers en mélange avec elle au grand détriment du produit fabriqué. Ainsi, sur le marché, trouvait-on des essences dénommées térébenthine « garantie pure » qui n'avaient que le nom ou bien encore de l'essence de térébenthine à laquelle on incorporait un pourcentage plus ou moins élevé de solvant meilleur marché et de même densité, mélange égale-

ment vendu sous le nom de térébenthine « extra pure ». Il était donc nécessaire, en même temps que la technique s'employait à mettre au point des méthodes scientifiques pour déceler les fraudes, de faire admettre et consacrer, notamment pour l'essence de térébenthine et ses succédanés, une définition pouvant servir de base à des poursuites judiciaires. La première définition fut celle donnée par M. Vèzes et adoptée par le Congrès de la Croix-Blanche tenu à Paris en 1919. L'essence de térébenthine est le produit exclusif de la distillation aqueuse (distillation avec de l'eau ou de la vapeur d'eau non surchauffée) des sucs oléo-résineux provenant des diverses variétés de pins. Cette définition permit déjà de réprimer certaines fraudes commises en France et notamment à Poitiers, où l'on mettait en vente sous le nom d'essence de térébenthine suédoise, une essence provenant de la distillation d'arbres morts. La Cour de Poitiers, par arrêt du 23 décembre 1923, a sanctionné cette tromperie : les motifs de l'arrêt sont formels et se réfèrent expressément à la définition de M. Vèzes. C'était là un premier pas hardi dans la voie de la répression, mais M. Pierre Célestin nous indique, dans un article paru en 1927 dans un numéro spécial du *Sud-Ouest Economique*, que cette définition donnée par le Congrès de Paris n'a pas paru complètement exacte car elle impose la distillation avec de l'eau ou de la vapeur non surchauffée, ce qui semble éliminer le vieux procédé de la distillation à cru, encore employé dans les Landes et elle peut, dans l'avenir, constituer une gêne en interdisant l'utilisation de procédés plus modernes, tels que l'entraînement par les gaz inertes. Aussi le IV^e Congrès de la Chimie industrielle tenu à Bordeaux le 15 juin 1924 allait-il donner une définition plus large que la première formule traduit déjà : « L'essence de térébenthine est le produit exclusif de la distillation à une température inférieure à 180° centigrades des sucs oléo-résineux frais provenant de diverses variété de pins. » La même définition précisait les qualités physiques et chimi-

ques de l'essence de térébenthine, ainsi que celles, par comparaison de l'essence de bois et des huiles de résines, ne tolérant plus l'appellation d'essence de térébenthine, ni pour les essences de bois morts, ni pour les essences des pays du Nord, ni *a fortiori* pour les essences résiduelles. Cette définition fut immédiatement adoptée par le Service de la répression des fraudes du Ministère de l'Agriculture, mais les groupements corporatifs exigèrent bientôt que soit sanctionné par une loi analogue à celle du 15 juillet 1921 sur le miel, où à l'article 9 de la loi du 31 décembre 1922 sur le rhum, le terme essence de térébenthine dont la définition avait été donnée par la commission désignée par la société des experts-chimistes au quatrième congrès de chimie industrielle à Bordeaux en 1924. A la journée forestière du 30 juin 1930 ce vœu était repris et il allait aboutir le 31 décembre 1931 ; la loi a consacré, en effet, la définition du Congrès de Bordeaux.

Ainsi protégée légalement, l'essence de térébenthine française pouvait espérer d'être moins fraudée, mais pouvait-elle compter davantage bénéficier de la faveur des acheteurs sur les marchés national et international ? C'était là une toute autre question qui, apparemment restait entière. C'était si vrai que, le 6 juin 1932, le Comité de la Fédération des syndicats landais, considérant que la gemme est le seul revenu agricole de la forêt landaise et que c'est un des rares produits agricoles français qui ne soit pas encore l'objet d'une protection douanière quelconque, souhaitait, à l'issue de ses assises, la fermeture immédiate de la frontière, l'établissement du contingentement, la déconsolidation des tarifs douaniers et le réajustement équitable des droits de douane. Et nous allions connaître à nouveau pour la gemme et ses dérivés, l'intervention protectionniste de l'Etat.

Le rapport présenté au Président de la République, le 13 juin 1932, par M. Abel Gardey, ministre de l'Agriculture, représentant d'ailleurs d'une région voisine des Landes, dé-

montre que le gouvernement partageait les appréhensions des producteurs landais devant les importations étrangères : « ... quelle que soit la cause des importations étrangères, y pouvait-on lire, elles pèsent sur notre marché et il semble indispensable de remédier rapidement à cette situation exceptionnelle par des mesures qui permettent temporairement de maintenir nos importations d'essence de térébenthine et de produits secs dans des limites normales. » En conséquence, le décret du 24 juin contingentait l'importation des gemmes et de l'essence de térébenthine pour la période comprise entre le 1^{er} juillet 1932 et le 30 septembre dans les limites de 254 tonnes pour les premières et 543 pour la seconde. Ces dispositions furent entérinées sous l'éphémère ministère Paul Boncour par M. Queuille, devenu ministre de l'Agriculture, en date du 31 décembre 1932 : le décret rendu à cette date à quelques tonnes près maintenait ces chiffres pour le premier trimestre de l'année 1933. Mais c'est surtout le décret du 5 juillet 1933 qui réglemente étroitement le contingentement des résineux, ajoutant aux mesures prises en 1932 l'obligation pour tout importateur de se faire délivrer un permis, une licence par une commission instituée à cet effet ; ainsi pour le deuxième semestre 1933 tous les pays importateurs voyaient rigoureusement limiter le chiffre de leurs tonnages respectifs. La politique pratiquée en faveur des résineux a dès lors rejoint les principes qui inspiraient, en même temps, la défense du marché des bois français : reconnaissons au moins la logique du système.

Cependant, sans préjuger de la critique générale que nous pensons formuler sur ces pratiques gouvernementales, reconnaissons aussi que le système se révéla inefficace, puisqu'il fallut envisager l'application au white spirit des droits institués sur les pétroles par la loi de finances du 30 décembre 1928 et voter d'urgence un secours aux populations résinières que toutes les mesures prises n'étaient pas parvenu à arracher à leur situation misérable. Ce fut

là le double objet de la loi laborieuse du 21 mars 1934, dont les tribulations méritent d'être retracées. La création d'un système d'encouragement à la récolte de la gemme qui constitue la partie essentielle de la loi et lui a valu son nom, donne, en effet, à cette disposition législative un caractère d'exceptionnelle nouveauté. Ce n'est point certes qu'elle soit née spontanément dans l'esprit des législateurs que les parlementaires landais informaient une fois encore de l'acuité de la crise : conçue par un officier des eaux et forêts, M. Sargos, qui devait devenir le Président du syndicat des propriétaires forestiers, elle s'inspirait, il est vrai, de nombreux précédents, mais tous issus de la crise et comme elle demeurés malgré tout insolites.

Déjà l'assemblée générale du syndicat des propriétaires forestiers du 27 juin 1932 adoptait, comme moyen le plus efficace pour venir en aide aux gemmeurs, sans dérogation aux usages locaux et sans charge supplémentaire pour l'Etat, la création d'une caisse de compensation. Aussi, lorsque, le 14 mars 1933, le Comité fédéral des gemmeurs du Sud-Ouest, mandaté par le Congrès des gemmeurs de Biscarosse, se mettait pour la première fois en rapport avec le groupement représentant la propriété forestière et qu'il devenait possible de former un front commun, les représentants des deux syndicats incluaient dans la motion adoptée le 17 avril, que la prime à la production de la gemme devait être instituée dans le budget de 1933, par la création d'une caisse de compensation des résineux, destinée à compléter l'insuffisance de la rémunération des gemmiers. En même temps, deux parlementaires de la région prenaient l'initiative de proposer au Parlement cette création. Mais la proposition de résolution du 10 novembre 1932 de M. Paul Courrent, député du Lot-et-Garonne et la proposition de loi déposée, le 8 décembre, par M. Pierre Dignac, député de la Gironde, aussi bien que l'amendement de ce dernier à l'article 71 de la loi sur les pétroles du 31 mars 1933, combattus par la commission des finances, n'avaient

pas trouvé le moindre appui chez leurs collègues. Aussi, était-ce surtout dans le vote de la loi discutée au mois de juillet 1933, sur la protection des arachides qu'apparut le point d'appui le plus solide pour faire voter la loi protectrice des intérêts landais. La situation des colonies productrices d'arachides et particulièrement la situation de l'A. O. F. présente, en effet, une analogie frappante avec la situation des régions forestières du Sud-Ouest. Il y a là-bas les mêmes causes de crise, il y a de plus une autre similitude en raison de ce qu'il s'agit uniquement de régions de monoculture. Il était donc naturel d'étendre à la région landaise les dispositions prévues en faveur des producteurs locaux de l'A. O. F. Or, le projet de loi du mois de juillet 1933, accordait les 3/4 des crédits provenant de la majoration des tarifs douaniers à la caisse de compensation instituée pour les producteurs d'arachides : il s'agissait d'une somme de 90 millions et l'amendement présenté en vue de la protection de la gemme nous attribuait pour trois années le 1/4 restant, c'est-à-dire 30 millions auxquels s'ajoutait le produit d'un relèvement de la taxe sur le white spirit. Mais le 6 juillet, les efforts concertés des ministres du Budget et des Colonies firent repousser par la Chambre des députés par 304 voix contre 270, la proposition très énergiquement défendue par MM. Lasalle, Dignac, Lafaye et Renaud Jean. La loi adoptée sans changement par le Sénat dans sa séance du samedi 8 juillet, après l'invitation au gouvernement, exprimée par M. Lourties, de se préoccuper également du sort des gemmeurs landais, n'évitait pourtant pas, selon la propre expression du ministre des Colonies, de créer une jurisprudence particulière, en prenant dans les recettes publiques pour les affecter spécialement à des objectifs déterminés, des crédits qui devaient entrer dans les caisses de l'Etat. Les contradicteurs de nos honorables représentants n'avaient même pas pu faire fond sur le danger d'une procédure qui eût généralisé une politique ruineuse pour notre budget, puisque tous les grou-

pements métropolitains intéressés à la production des corps gras avaient retiré leurs propres demandes devant le projet landais, reconnaissant un droit de priorité aux gemmeurs. Pas davantage, la crainte de voir diminuer la ristourne devant aller à la colonie n'avait résisté à l'examen, M. Lafaye ayant fait spécifier dans le texte même de la loi qu'on ne pourrait toucher en aucune façon aux 3/4 du produit devant revenir à l'A. O. F. Mais toutes les démonstrations étaient demeurées vaines ; la loi promulguée le 6 avril bénéficiait donc exclusivement à l'A. O. F. Les vacances parlementaires, les remaniements ministériels, la situation financière ajournèrent toute solution. Enfin, le 18 janvier 1934, M. Dignac monte de nouveau à la tribune et s'étonne de l'insouciance du gouvernement en ce qui concerne le dépôt d'un projet de loi, mais la veille de son intervention, précipitamment un texte a été rédigé et le ministre dévoile à son interpellateur ses dispositions. On en connaît l'économie : Extension de la majoration de la taxe intérieure de l'essence au white spirit. Allocation à partir du 1^{er} août 1933, pour une durée de trois ans, de primes destinées à encourager la récolte de la gomme, attribuées aux exploitants en raison des qualités de gomme fournies et de primes destinées à développer l'utilisation ou la vente des produits français, crédits provenant des taxes sur le white spirit et des droits sur oléagineux et matières grasses étrangers s'élevant à 30 millions dont 5 par priorité réservés aux primes de la deuxième catégorie. Nomination d'un Comité interprofessionnel et d'une Commission supérieure de contrôle. Il faut croire que les nombreux plaidoyers présentés naguère par les députés landais eurent leur écho dans la séance du 22 février, puisque le projet adopté par la commission était voté à l'unanimité et sans débat par la Chambre.

Cependant la victoire avait été trop facile. La discussion devant la Haute Assemblée s'annonçait bientôt très chaude. Le projet, il est vrai, avait été adopté par les commissions

des douanes et de l'Agriculture, avec trop d'empressement sans doute au gré de la Commission des finances, puisque son président, M. Caillaux, et son rapporteur, M. Régnier, allaient réserver au vote définitif de la loi une intransigeante opposition. C'est au sénateur des Landes, M. Lourties, que revint l'honneur de rapporter le projet au nom de la Commission des douanes : il s'acquitta de sa tâche avec beaucoup d'autorité, soutenu sans réserves par le président de la Commission de l'Agriculture, plus mollement par le ministre des Finances, M. Germain-Martin, devant une assemblée indifférente ou hostile. La description très précise et très émouvante qu'il brossa de la crise appuyant sa démonstration de quelques chiffres éloquentes, méritait pour tant de s'imposer à l'attention de la haute assemblée. Et la forte et habile argumentation de l'honorable sénateur fut peut-être parvenue à convaincre ses collègues, si le réquisitoire violent du rapporteur Régnier, gardien farouche des intérêts du trésor, ne s'était acharné immédiatement après à le contredire. Le rapporteur général de la Commission des finances invoqua naturellement les difficultés budgétaires, soulignant le caractère insolite du projet qui comportait un effet rétroactif et l'impossibilité d'accorder un traitement de faveur à un produit, tandis que d'autres subissent une crise de mévente égale ou supérieure. Et puis, comme la critique demeurerait malgré tout générale et imprécise, il se risqua à citer, à son tour, quelques chiffres prêtant aux gemmeurs une récolte de 40 barriques et au moins 6.000 francs de revenus. Les interruptions de ses collègues landais ne lui permirent pas de s'aventurer plus avant sur ce terrain, et il lui fallut bientôt tomber dans la plus extravagante fantaisie en soutenant que les ouvriers gemmiers devaient exiger des propriétaires les deux tiers de la récolte. L'assemblée parut retenir l'argumentation, et il fallut toute l'autorité du président Doumergue, admirablement informé du problème landais, pour conjurer un échec immédiat et obtenir le renvoi de la discussion à une

séance prochaine. Pour sauver le projet, la Commission des douanes et la Commission de l'agriculture avaient fait d'importantes concessions : suppression de la rétroactivité de la loi pour 1933 ; abandon des ressources provenant des oléagineux ; substitution à la prime, d'avances remboursables à l'Etat, mais elle conservait le crédit de 30 millions. Cet effort de conciliation trouva en M. Caillaux, qui intervint personnellement, un adversaire inébranlable. Cependant, il voulut bien admettre le système d'avances remboursables à la double condition que le crédit soit distribué par les communes et surtout soit ramené de 30 à 12 millions ; c'est finalement ce texte qui fut voté par le Sénat par 241 voix contre 16, cependant que les sénateurs des départements intéressés s'abstenaient : ils ne pouvaient décemment s'associer à ce vote. Il était dès lors difficile à la Chambre des députés de maintenir son vote précédent. L'intervention de M. Doumergue démontrant qu'à repousser le texte du Sénat on risquait de compromettre l'allocation même de 12 millions l'emporta sur les nouvelles protestations de M. Lassalle, et le texte du Luxembourg fut adopté par 304 voix contre 276.

Ainsi fut arrachée, après de laborieuses tractations, cette loi du 21 mars 1934 portant création d'un système d'encouragement à la gemme. Le « white spirit » y est frappé : la majoration des droits sur l'essence est, en effet, étendue au « white spirit » dont l'importation ne peut dépasser désormais 9.000 tonnes par an. D'autre part, sur le budget de 1934 est ouvert un crédit de 12 millions destiné à faire des avances remboursables aux communes qui les attribueront aux producteurs en tenant compte de la situation de famille et en raison inverse de la participation des bénéficiaires aux opérations de gemmage.

Pareil résultat frise l'échec.

Aussi l'initiative privée a-t-elle tenté de suppléer à la carence gouvernementale : le Syndicat des propriétaires forestiers a repris l'idée d'une caisse de compensation et,

sur des bases nouvelles, a poursuivi sa réalisation pour en faire un moyen de lutte contre la concurrence étrangère. En invitant les négociants à verser 20 francs pour chaque tonne d'essence de térébenthine distillée, ses promoteurs pensaient pouvoir leur assurer au moment de l'exportation, une prime qui compensât le sacrifice consenti pour vendre le produit au prix et parfois même au-dessous du prix des concurrents. Mais l'indiscipline des producteurs, l'épuisement rapide d'une caisse sans avance compromirent les résultats de cette tentative. Plus efficace apparaît le nouveau projet qui voudrait voir tous les producteurs abandonner volontairement 3 centimes par litre à cette caisse de revalorisation. L'avenir nous apprendra si les Landais ont su comprendre leur intérêt.

SECTION III

LA PRÉCARITÉ DES MOYENS DE DÉFENSE OPPOSÉS

AU DÉVELOPPEMENT DE LA CRISE LANDAISE

Parmi les causes qui ont précipité la crise générale, l'ont aggravée et la font durer, la politique douanière, marquée dans tous les pays par une outrance inconnue jusque-là, est incontestablement l'une des plus néfastes. Aussi longtemps qu'elle subsistera sans qu'on y apporte au moins quelque atténuation, il ne faut pas compter voir l'activité productrice et les échanges reprendre dans le monde le développement normal qu'autorisaient les moyens toujours accrus de produire et d'échanger. Mais les partisans du protectionnisme généralisé n'en continuent pas moins à défendre un régime qu'ils considèrent comme indispensable pour mettre à l'abri de la concurrence, la production natio-

nale. N'est-ce pas M. André-François Poncet, alors sous-secrétaire d'Etat à l'Economie nationale qui, le 6 novembre 1930, ouvrant la session annuelle du Conseil national économique s'exprimait ainsi : « A l'heure actuelle, lorsqu'une catégorie quelconque de producteurs ou de commerçants éprouve une inquiétude, subit une gêne ou rencontre un obstacle, son premier souci est d'aller en faire part au gouvernement ; ceux qui se plaignent le plus volontiers de la tutelle de l'Etat sont souvent les plus ardents à lui demander de se mêler de leurs affaires et d'apporter un remède à leurs maux ; et si le ministre compétent n'y arrive pas assez vite, c'est à la porte du Président du Conseil qu'ils vont frapper ; c'est à sa personne qu'ils veulent parler ; c'est de lui qu'ils réclament la guérison. »

Et cependant, déjà, du point de vue de l'économie générale, cette vague protectionniste s'est révélée malfaisante ; c'est un lieu commun aujourd'hui que de constater les déplorables résultats de cette politique sur notre commerce extérieur. On répond à notre armement douanier par des représailles et le premier résultat est de réduire de plus en plus les débouchés de nos industries d'exportation.

De plus, il est une démonstration plus probante encore du danger de cette politique ; c'est précisément et tout particulièrement l'étude critique des mesures prises en faveur de nos bois et de nos produits résineux landais. La résistance passionnée des importateurs à l'application du contingentement et du régime des licences, en ce qui concerne nos bois, n'était certes pas totalement injustifiée. Il faut, en effet, savoir mesurer les conséquences de ce qu'on a appelé un malthusianisme économique dont le consommateur fait, en définitive, tous les frais. Soutenons-le nettement, le contingentement par pays constitue un non-sens commercial.

Et tout d'abord, il oblige les importateurs à s'approvisionner en dépit de toutes les règles commerciales, sans

tenir aucun compte de leurs besoins, de la situation géographique et de l'orientation générale du marché.

Il demeure, en effet, absolument contraire à la liberté du commerce d'obliger les importateurs français à se fournir dans certains pays déterminés par les échanges antérieurs, sur la base des années dites normales de 1924 à 1929. Ce mode de calcul apparaît d'autant plus arbitraire que, lorsqu'il s'agit de délivrer les licences, on se basera, au contraire, sur l'activité commerciale du négociant pendant les années 1929, 1930, 1931, ce qui rend impossible la superposition des deux systèmes.

C'est déjà dire qu'une fois que l'on est engagé dans l'engrenage, les difficultés vont se multiplier et que le régime des licences qui veut rendre plus efficace la politique du contingentement fait payer par des inconvénients sérieux le bénéfice de son application. Le régime des licences, en effet, dans la pensée de ceux qui l'ont provoqué et particulièrement des producteurs, devait permettre aux importateurs de continuer à vivre : la licence était fonction d'une profession déterminée qu'il apparaissait injuste de condamner à mort pour permettre à celle d'exploitants forestiers de résister plus facilement à la crise. Or, la réalité a été toute différente, car son organisation même se révélait bientôt difficile et compromettait à la fois le commerce d'importation et l'exploitation forestière aux intérêts solidaires et liés.

Si le comité interprofessionnel n'avait eu à répartir des licences qu'entre les négociants dont l'importation par mer ou par chemin de fer est l'occupation normale, la chose eût été simple. Mais il a été assailli de demandes dont les titulaires n'avaient pratiqué qu'une importation accidentelle, accessoire à leur métier, infime ou nulle. Aussi, a-t-il fallu interpréter des documents, trancher une foule de cas douteux. D'autre part, l'importation ne se fait pas exactement de la même façon par voie de terre et par voie de

mer : il y a des usages différents en Normandie et à Paris, dans le Nord et la Méditerranée, ce qui n'aidait pas à clarifier la situation. Enfin, les membres du comité interprofessionnel, d'origine commerciale différente, n'avaient pas les mêmes idées sur la définition ou la qualité d'importateur, ni la même conception du droit d'importation : il a fallu, paraît-il, six mois de tractations pour arriver à trouver une formule qui les mette d'accord sur cette première question. Il en est résulté, est-il besoin de le dire, un grand flottement, à la faveur duquel le même tonnage a été attribué à la fois à deux personnes dont l'une était importateur qualifié et l'autre ne l'était pas. Ajoutons que, pour achever de fausser le mécanisme de l'institution, des bénéficiaires de licence étaient immédiatement sollicités de les céder à des prix exorbitants et que l'on a vu, de tous côtés, des licences se vendre au plus offrant, malgré qu'un décret ait prescrit d'en interdire le trafic.

Mais il y a plus grave encore et plus irrémédiable : à supposer même que l'on ait réussi à établir dans des conditions favorables et normales ce régime, il faut, en outre, considérer qu'il ajoute à l'incertitude des relations commerciales entre Etats. La demande de licence faite au début d'un trimestre pour un pays, dont le demandeur ignore inévitablement le coefficient qui reste fonction du total des demandes par rapport au contingent total accordé à ce pays, constitue déjà un calcul de probabilités hors de propos en matière commerciale.

C'est là, à ce point de vue, un facteur de trouble, en voici un deuxième, non moins fâcheux : l'attribution d'une licence individuelle d'importation incite également les pays contingentés à instituer des licences de sortie : ce fut le cas de la Pologne et de la Lettonie et ainsi la conjonction problématique d'un détenteur français de licence d'entrée, acheteur d'une marchandise donnée, avec le détenteur étranger de licence de sortie correspondante, établit une

barrière infranchissable à toute reprise des relations commerciales internationales normales. Le système apparaîtra même plus périlleux encore lorsque les fournisseurs étrangers, forts de ce que les licences de sortie permettent d'attribuer le monopole de la vente en France à certaines maisons et certains de placer leurs produits à tout prix, puisqu'ils sont assurés d'un contingent déterminé, n'hésiteront pas, comme il est arrivé, à aggraver les conditions de manière à compenser, par une augmentation de bénéfice, la perte subie par le fait de la diminution des exportations.

Aussi bien, le fruit de ces pratiques n'est-il plus surprenant. La Pologne a vu son tonnage d'importations en France passer de 133.300 tonnes, moyenne des cinq années de base, à 227.700 tonnes en 1931, soit une augmentation de 70 % ; la Yougoslavie, de 34.070 tonnes à 115.150, soit une augmentation de près de 140 % ; la Lithuanie de 450 tonnes à 5.300, soit une augmentation de 1.000 %, devant beaucoup moins cette faveur aux lois naturelles du marché qu'à l'arbitraire du système adopté.

On comprend mieux, dès lors, que les importateurs aient pu justement qualifier le tableau annexe du décret du 31 décembre 1931, faisant état des contingents par pays, d'iniquité vis-à-vis de certains pays et de méconnaissance de l'évolution des échanges.

Quant au white spirit, il ne faut certes pas méconnaître que ce produit est lui-même utile dans l'industrie chimique et dans l'armement. Mais un contingentement trop rigoureux de la matière risque de provoquer une ascension verticale des cours et de viciér le marché. M. Pineau, directeur de l'Office national des combustibles liquides, commissaire du gouvernement, en avertissait le Sénat : « Faut-il souligner, disait-il, les grands inconvénients et même les dangers d'un contingentement qui se trouverait être trop court pour la satisfaction des besoins très importants de toute l'industrie chimique qui utilise le white spirit ? Tout d'abord, nous nous exposons à faire établir un prix factice

des « white spirit », peut-être même une ascension verticale. En second lieu, il est à craindre que les manœuvres de toutes sortes s'instituent sur ces licences qu'il est question de délivrer et sur lesquelles l'administration est obligée de faire les plus expresses réserves. »

Ici encore, il nous faut souligner une dernière fois la vanité de toutes ces tentatives lorsqu'elles prétendent transformer en axiome économique absolu et intangible la maxime protectionniste : nous ne saurions mieux faire qu'en empruntant à Pierre Cuzacq une réflexion qu'il écrivait en 1889, quand, au lendemain de la guerre de Sécession, une crise sévère sévissait déjà en pays landais :

« Dans ces dernières années, les prix ont beaucoup baissé, par suite de l'exportation de ces matières par les Etats-Unis. La situation est désastreuse dans le pays des Landes ; la misère est grande ; aussi les habitants émigrent-ils ; on ne trouvera bientôt plus de résiniers.

» Les produits landais sont tombés à vil prix parce qu'ils n'ont plus de débouchés au dehors. On a songé à remédier à ce mal en frappant d'un droit de douane les produits américains : 2 francs par 100 kg. sur les résines et 5 francs par 100 kg. sur les essences. Ces droits protecteurs n'ont pu protéger nos produits, car nous ne pouvons empêcher l'envahissement des autres marchés... On ne peut empêcher les résines américaines d'arriver en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Allemagne. Les Américains transportent ces produits gratuitement en Europe comme lest ! »

L'élévation des droits de douane était déjà impropre à favoriser la conquête du marché !

Si l'on en vient maintenant à examiner les secours attribués par la loi du 21 mars 1934, on ne peut s'empêcher de trouver mesquine la dotation de 12 millions votée aux résiniers, surtout si l'on veut bien se souvenir qu'elle est remboursable à partir de 1939 par le jeu d'une taxe perçue sur la gemme. Et cependant, la taxe sur le « white spirit », instituée par la même loi pour dédommager l'Etat de cette

avance, la couvrira et bien au delà, de telle sorte qu'elle sera remboursée au moins deux fois : jusqu'en 1939 par le produit de la taxe perçue sur le « white spirit », à partir de 1939, par le produit de l'impôt sur la gemme. C'est donc, en définitive, l'Etat qui réalise une heureuse opération et spéculé sur la grande misère landaise.

Aussi, même après que les départements des Landes et de la Gironde aient voté un million chacun en faveur des travailleurs de leurs forêts, le résinier landais reçoit-il à peine 25 francs de prime par barrique s'il est métayer, 15 francs s'il est le petit propriétaire qui résine lui-même ses pins et rien du tout s'il est simplement propriétaire car, et il vaut la peine de le souligner, les propriétaires ont toujours renoncé, en faveur de leurs associés résiniers, à demander pour eux-mêmes à l'Etat, la prime à la production à laquelle ils avaient tout aussi bien droit que les producteurs de blé, de vin, de chanvre, de betteraves et d'alcool.

25 francs par barrique aux plus favorisés ! En tout pour les 12 barriques qui leur reviennent, au maximum 300 fr. ; ce n'est même pas le prix d'une amasse... de celle qu'ils ont perdue, la première de l'année 1934, lorsqu'ils refusaient de résiner pour qu'enfin on s'émeuve de leur sort. Où apparaît donc l'amélioration de leur situation ?

Et voici que, le 14 avril 1935, 10.000 résiniers en présence des parlementaires de la région et des représentants des formations syndicales, ont réclamé à Bordeaux, pour le nouvel exercice, le vote immédiat par le Sénat d'une subvention de 10.000.000 de francs que la Chambre des députés leur avait accordée quelques jours avant de partir en vacances. Devant la modicité du taux de ce nouveau secours, faut-il induire que la crise se résorbe ? Il y aurait, sans aucun doute, naïveté à le penser. Ne voyons là, au contraire, que la pauvre aumône d'un budget démesurément enflé par les crédits accordés à toutes les branches de la production nationale.

Ce serait, s'il en était besoin, une preuve nouvelle qu'à cette politique, purement défensive, il faut, à bref délai, substituer une politique constructive et conquérante, reposant sur l'organisation intérieure de l'économie et la coopération internationale. Mais avant, il convient peut-être de rechercher pour nos produits de nouveaux débouchés. C'était déjà, dans cet article paru en 1889, que nous rappelions plus haut, la pensée de Cuzacq : « En attendant, le cultivateur souffre, tout en espérant des jours meilleurs qui n'arrivent jamais... La science fait tous les jours des progrès, l'industrie trouvera encore, il faut l'espérer, de nouveaux moyens d'utiliser les produits du pin. »

Sans doute, y a-t-il là, en effet, des éléments précieux de solution à la crise landaise, par la nécessaire revalorisation des produits.

CHAPITRE IV

LES NOUVEAUX DEBOUCHES

SECTION I

LES SAVONS DE RÉSINE. LES REVÊTEMENTS SUR ROUTES. LE CAMPHRE SYNTHÉTIQUE.

Les Landais étaient prédestinés à jouer un rôle dans l'industrie savonnaire française. C'est l'un d'entre eux, le fait est remarquable, qui le premier imagina de substituer, dans la fabrication du savon, à l'huile d'olive des huiles exotiques provenant des graines oléagineuses de sésame, des arachides, des palmistes ou des coprah. Aujourd'hui, ce sont tous les Landais bien informés qui préconisent l'addition de résine en savonnerie. Mais les deux tentatives se sont heurtées aux mêmes difficultés, la résistance et l'opposition passionnée des Marseillais, planteurs d'oliviers et fabricants de savon à base de cette huile surfine qui gonfle le fruit, gloire du terroir.

Le XVIII^e siècle, en effet, était dans sa dernière période véritablement l'époque où le savon d'huile d'olive, le savon vert que les élégantes de la Cour de Marie-Antoinette prisait si fort, jouissait d'une incontestable et unanime faveur. Ce fut donc une tempête qui souffla sur les côtes de Provence lorsque, au milieu du XIX^e siècle, on émit la prétention d'utiliser en savonnerie des huiles moins coûteuses. Et le hasard voulut que ce fut un pharmacien de Mont-de-Marsan, nommé Alexandre, qui inventa en 1803

le procédé, cependant qu'il se livrait à diverses expériences sur quelques graines d'arachides que lui avait confiées le Préfet des Landes, Méchin. Comment et pourquoi cet honorable représentant du pouvoir central détenait-il ces graines ? L'histoire vaut la peine d'être contée : elle est toute à l'honneur de ses préoccupations d'administrateur diligent. Il n'était pas sans avoir remarqué que les landes sablonneuses présentaient parfois une certaine similitude avec les régions africaines et il était convaincu que les arachides y trouveraient un terrain favorable ; l'ambassadeur d'Espagne lui en avait donc procuré 140 livres : Hélas ! Méchin se trompait, mais l'apothicaire avait été plus heureux dans sa découverte et l'usage du savon à l'huile de « graines grasses » se répandit rapidement. Non point, sans connaître bientôt les tracasseries des gens du Midi auxquels se joignirent les fabricants du Nord d'huile de colza, de lin et d'œillette, tous soucieux de défendre l'honneur et l'avenir de leurs produits. Et il advint, ce qui arrive toujours en pareil cas, même de nos jours, le Parlement fut saisi et vota une élévation sensible des droits de douane sur les graines oléagineuses. Mais on entendait d'autre part favoriser le commerce extérieur et on institua dans ce but un régime de primes à l'exportation, notamment à celle des savons. L'article 3 de la loi du 11 juin 1845 classait ainsi les savons ayant droit à la prime : a) savons composés d'alcali, d'huile d'olive ou de graines grasses mélangées de graisses animales ; b) savons de graisses animales pures ou mélangées de résine. Seuls, étaient exclus du droit à la prime, les savons contenant plus de 35 % d'eau ou plus de 2 % de matières insolubles. C'était donc reconnaître l'existence légale du savon de graines grasses ; les Marseillais n'avaient point convaincu le législateur et ce fut en vain qu'ils s'efforcèrent, devant les dangers d'une concurrence menaçante, de dénoncer déjà, dans le savon à l'huile de graines, une fraude. Mais, et c'était encore plus grave pour eux, la même loi consacrait aussi l'usage des savons de résine dont les Marseil-

lais n'avaient pas encore songé à faire directement le procès. Il leur apparut qu'il n'y avait point, dans la décision du Parlement, autorité implicite de la chose jugée vis-à-vis du savon de résine et c'est contre lui qu'ils préparèrent leur revanche. L'argument de la fraude qui n'avait point réussi contre les savons à l'huile d'arachide fut repris contre le savon de résine et après un demi-siècle d'efforts, soixante-deux ans après la loi de 1845, ils obtenaient, devant le tribunal de commerce de Marseille, un jugement qui régit encore toute la question du savon. Notons d'ailleurs que le jugement du tribunal ne relève pas de griefs contre la résine. Il fait mention de la controverse qui met aux prises les fabricants de savon de la place sur le degré d'utilité, d'inocuité ou de nocivité de la résine mélangée ou substituée en plus ou moins grande proportion aux huiles ou matières grasses, mais il ne se prononce pas. Cependant, il voit dans l'introduction de la résine un élément nouveau de fabrication ; il estime que dès lors il faut des désignations nouvelles suffisamment explicites pour attirer l'attention des acheteurs. Et il conclut, ce qui paraît exagéré, que le savon de résine qui fait l'objet du procès n'est point conforme aux accords entre vendeurs et acheteurs à raison d'un vice caché. Ainsi, le savon de résine est désormais relégué au rang de savon de moindre qualité et ses fabricants vont devoir s'ingénier à trouver pour le désigner des dénominations nouvelles.

Les thèses des fabricants de savon à l'huile d'olive et de savon de résine n'en continuèrent pas moins à s'opposer et le Parlement fut à nouveau sollicité d'intervenir, mais la tentative échoua. Un projet de loi fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés le 9 novembre 1927, discuté et voté le 16 mars de la même année ; il fut rapporté au Sénat le 21 janvier 1930, mais il n'eut pas les honneurs de la discussion de la Haute Assemblée. Ce texte, quelque peu incohérent, était nettement défavorable aux intérêts de la production de la résine. En effet, voulant apporter un correctif indispensable et équitable au jugement du tribunal

de Marseille de 1907, il assimilait en matière de savonnerie l'acide résinique et l'acide gras. Mais cette assimilation ne pouvait dépasser le pourcentage de 5 %. L'alinéa 2 de l'article 2 de la loi précise, en effet, « que lorsque la proportion de résine dépasse 5 % en poids de la matière grasse mise en œuvre, la dénomination de vente du savon ne peut être accompagnée ni du qualificatif extra, ni du qualificatif pur ». La loi ne vint même pas en discussion devant le Sénat : le rapporteur de la Commission du commerce, au nom de la liberté, estima qu'on ne devait rien entreprendre qui puisse gêner la fabrication du savon et demanda à la Haute Assemblée de rejeter purement et simplement le projet de loi. Ainsi le jugement du Tribunal de commerce de Marseille conservait-il toute son autorité : le savon de résine est aujourd'hui considéré comme un savon de qualité inférieure et ses fabricants vivent dans la crainte de voir invoquer contre eux la jurisprudence inaugurée par les juges consulaires marseillais. C'est contre cette situation équivoque et gravement dommageable que les Landais protestent aujourd'hui, invoquant la tradition, l'exemple de l'étranger, l'autorité des chimistes et l'intérêt national.

La loi de 1845, en effet, accordait sans conditions spéciales la prime à l'exportation aux savons composés de matières grasses mélangées de résine. N'y a-t-il pas là une preuve évidente et consacrée de l'emploi de la résine en savonnerie ? On peut même affirmer que, depuis cette époque, on a continué à fabriquer des savons comportant des pourcentages variés de résine. « Il existe des fabriques de savons, nous dit M. Rosières, directeur de la société industrielle des résines de Bègles, qui s'enorgueillissent d'une production de savon à la résine ininterrompue depuis plus de quatre-vingts ans sans avoir jamais encouru la désapprobation de la consommation. Et nous n'entendons pas ici parler de savon mou, diaphane, que l'on utilise dans certaines régions pour les grands nettoyages domestiques, mais bien de savon dur, de savon en pain. » On voit donc com-

bien est grossière l'erreur de ceux qui s'obstinent à situer aux environs de l'année 1890 les premiers essais de fabrication du savon à la résine.

Et ce n'est pas seulement en France qu'on a fabriqué des savons de résine ; bien au contraire, les Anglais, les Allemands, les Hollandais, les Américains, les Espagnols, les Chinois utilisent la résine comme élément fondamental de la fabrication du savon. Avouons qu'il est assez surprenant qu'en Angleterre et en Allemagne, pour ne citer que ces deux grands pays, l'industrie de la savonnerie emploie légalement la résine que l'on importe de régions n'étant pas possessions anglaises ou allemandes, alors qu'en France, principal producteur européen, la résine est englobée parmi les produits dont la présence constitue une fraude en savonnerie.

C'est qu'à l'étranger on a su tenir compte de l'avis des chimistes qui affirment tous les précieuses qualités du savon à la résine. Ce n'est point seulement le doyen Dupont de la Faculté des Sciences de Bordeaux et directeur de l'Institut du pin ; c'est aussi M. Baud, directeur du laboratoire départemental de Marseille qui les expose ; c'est M. Wolf, ingénieur chimiste, qui, dans un rapport qu'il présentait le 13 février 1924 à la société des experts-chimistes, affirmait que le pouvoir détersif du sel de soude de la résine vaut largement celui des sels de soude de certains acides gras : « Le savon à la résine présente ce grand avantage, ajoutait-il, de mousser, dans les eaux calcaires, les eaux roulant sur l'alios, l'eau de mer elle-même. » Et la section de Marseille du syndicat des ingénieurs chimistes français émet le 11 novembre 1928 l'avis qu'un savon à forte teneur en résine mérite le qualificatif « pur », s'il est fabriqué selon le procédé marseillais dit de « liquidation à la grande chaudière ». Qu'attend-on, dès lors, pour accorder sans discussion droit de cité à notre savon à la résine ? Qu'attend-on puisque, au surplus, de graves et légitimes intérêts se rattachent à sa fabrication ? La question est désormais vitale pour notre pays d'andais : l'utilisation

de la résine dans la fabrication du savon constitue un très favorable débouché pour notre gemme et partant un important facteur de revalorisation, cependant qu'elle ne compromet pas l'avenir de l'industrie savonnaire marseillaise. Actuellement, un mélange de 5 % est pratiquement toléré : très généralement adopté dans la fabrication du savon de ménage. La production annuelle étant en France de 250.000 tonnes de savon, c'est donc une quantité voisine de 12.000 tonnes de résine qui pourrait être absorbée par la savonnerie. Cependant, s'il faut en croire encore M. Rosières, des expériences poursuivies, des fabrications réalisées permettent d'affirmer loyalement et certainement que le pourcentage de 5 % pourrait être porté aux environs de 15 % ; ce qui permettrait de voir la consommation de la résine par la savonnerie se rapprocher de 35.000 tonnes. Nous n'aurions même pas le bénéfice de l'invention ; un savon anglais qui jouit en France d'une grande faveur contient un pourcentage voisin de 15 %. D'autre part, si l'on veut bien tenir compte que l'on fabrique également en France des savons mous, contenant jusqu'à 20, 25, 30 % de résine, c'est à plus de 40.000 tonnes que peut être portée la consommation de la résine par l'industrie savonnaire. Mais encore faut-il que passe dans une disposition législative le vœu très sage émis au congrès de la forêt du 20 juin 1932 : « Que l'emploi des acides résiniques en savonnerie soit admis au même titre que l'emploi des acides gras dans des savons dénommés « purs ».

Ce texte, qui provoquerait déjà l'aération de notre marché, les Landais l'attendent impatiemment !...

Et comme ils savent par expérience qu'en ce qui concerne la défense de leurs intérêts, l'attente est toujours longue et le plus souvent décevante, ils se préoccupent de pousser la réalisation d'autres débouchés, même s'ils nécessitent une longue expérience comme celui du revêtement des routes, même s'ils présentent quelques inconvénients comme celui du camphre synthétique.

La question de l'utilisation des produits résineux dans

les revêtements sur routes a particulièrement retenu leur attention, ces derniers mois, et à la Journée des résineux, du 25 juin 1934, le chef des travaux de l'Institut du pin, Mlle Barrau, posait excellemment le problème : « Pour le moment, disait-elle, deux facteurs principaux jouent ou ont joué : le prix du goudron d'une part, le prix de la résine d'autre part. Quand le goudron était cher, aux environs de 1920-21, on s'est tourné vers les produits résineux et les premières tentatives d'utilisation sur route ont été faites. Aujourd'hui, les produits résineux sont bon marché et encombrent le marché, on envisage à nouveau de les employer sur route. Je crois qu'on peut admettre le principe suivant : A prix égal, on utilisera les revêtements contenant des produits résineux au même titre que les produits à base de goudron et de bitume si, à l'usage, ils se révèlent au moins équivalents à ces derniers. A prix inégal, on n'utilisera les revêtements sur routes à base de produits résineux que s'ils sont supérieurs à ceux à base de goudron et de bitume seulement. » C'est donc, puisqu'on veut surtout faire de ce nouvel emploi un emploi rémunérateur et capable de promouvoir la revalorisation de la résine, les qualités remarquables du produit, dans cette utilisation, qu'il faut démontrer, d'autant que les bitumes et goudrons sauront se livrer à une sévère bataille des prix, si la résine les concurrence. La résine doit pouvoir compenser, le cas échéant, la différence de prix par l'apport de qualités nouvelles indispensables à une bonne route moderne. C'est ce qu'avaient déjà démontré en 1921 les expériences tentées dans le seul but de donner un substitut aux goudrons et bitumes qui atteignaient les prix prohibitifs. A cette époque, le doyen Dupont entreprit une série d'essais en vue de remplacer le goudron de houille par des brais noirs fournis par les usines de résineux de la forêt landaise. Trois types de produits furent alors fabriqués : la pulvérite I ; la pulvérite II et la pulvérite blanche, et ces formules furent l'objet, sur l'ordre du Ministère des Travaux publics, d'applications en grand sur routes sous la surveil-

lance du service vicinal de la Gironde. Les résultats donnaient entière satisfaction, lorsque la baisse des goudrons et la hausse concomitante des produits résineux vinrent décourager ces tentatives. Cependant, elles avaient permis de reconnaître des avantages certains aux produits. Ils permettaient, assure-t-on, l'épandage facile à froid, au balai, ils étaient inodores, ils se prêtaient à la réparation de la chaussée par des chargements partiels ; enfin les poussières de pulvérite n'étaient pas nocives pour les arbres qui souffraient alors gravement des applications de goudron.

Aujourd'hui, on éprouve à nouveau les qualités de ces préparations et l'initiative privée concourt aux efforts des services vicinaux. Dans le département de la Gironde, des essais ont été tentés par un ingénieur, M. Lajoanio, et de nombreux « nids de poules » comblés à l'intérieur de la ville d'Arès avec un agglomérat à base de résine apparaissent très solidement obturés. De même, la société de revêtements routiers très importante Colas a répandu dans le même département, sur certaines voies, depuis quelques années, des émulsions de bitume qui contenaient 5 % de résine environ. Les services des Ponts et Chaussées ne se sont pas laissé devancer et dans le département des Landes, en particulier, M. Bailly a expérimenté, soit à Dax, soit à Mont-de-Marsan, l'émulsion G. L. et le siadnal, la première contenant 10 à 25 % de brais de résine, l'autre 10 % : en voici, de l'aveu même de l'ingénieur en chef du service vicinal landais, la conclusion ¹ : « Ce produit présente les mêmes caractéristiques que les émulsions ordinaires, d'égale teneur en bitume, son application se fait suivant les mêmes méthodes et avec le même outillage. Ses qualités de pénétration et d'adhésivité sont notablement augmentées par l'adjonction de la gemme. A poids égal, il absorbe une plus grande quantité de gravillons restant fortement enchâssés dans le revêtement, qui, finalement, constitue une chaussée anti-dérapante. » Aussi, le Ministère des Travaux publics et le Président Doumergue personnellement n'ont-ils pas manqué de presser le service

1. *Bulletin de l'Institut du Pin*, juillet 1934.

des Ponts et Chaussées du département des Landes de multiplier les expériences, mais l'épreuve du temps est nécessaire pour porter un jugement définitif sur le succès obtenu : « Les premiers essais, a fort justement écrit M. Bailly, permettent d'espérer l'emploi de la colophane à dose massive dans les revêtements sur routes, mais sous toutes réserves quant à la durée et à la valeur du produit, les expériences devant durer peut-être des années avant de permettre d'être affirmatif. »

C'est en tout cas, une encourageante opinion et on mesurera quel peut être le bénéfice de ces efforts, si nous rappelons que l'on utilise en France annuellement 5 à 600.000 tonnes de goudron et 1 million de tonnes d'émulsions de bitume. En admettant que l'on puisse incorporer 5 % de résine dans les goudrons et émulsions de bitume, on arrive à une consommation extraordinaire de 150.000 tonnes.

C'est bien plus que nous ne demandons, mais il reste constant qu'il peut y avoir là, dans des proportions moindres, mais tout de même appréciables, la possibilité de consommer un tonnage important de notre résine.

C'est évidemment une quantité plus modeste d'essence de térébenthine qu'absorberait l'industrie du camphre synthétique, puisqu'elle n'aurait guère à pourvoir qu'aux 800 tonnes de camphre que totalisent nos besoins annuellement, soit pour entrer dans la composition du celluloid, soit pour être destiné à un usage pharmaceutique, soit pour être utilisé par le service des poudres. On sait, en effet, que, pour moitié chacun, le camphre naturel du Japon, le camphre synthétique d'Allemagne et d'Italie, mais surtout d'Allemagne subviennent à notre demande. Aussi, s'il apparaîtrait, peut-être, présomptueux de prétendre concurrencer sur le marché international les camphriers de l'île Formose et la savante chimie allemande, apparaîtrait-il également paradoxal que le plus grand producteur européen d'essence de térébenthine ne produisît pas un gramme de camphre synthétique, quand l'Allemagne et l'Italie sont obligées d'acheter à l'étranger l'essence de térébenthine

nécessaire à leurs usines. D'abord parce que le camphre synthétique, si nous nous en référons à une étude de M. Brus, le nouveau directeur de l'Institut du pin, est identique au produit naturel; qu'il n'en diffère que par son absence de pouvoir rotatoire, tandis que ses propriétés thérapeutiques et industrielles sont les mêmes et qu'il est aujourd'hui admis au Codex. Mais aussi parce que, si le Japon a longtemps conservé le monopole de la production du camphre, s'il l'a ardemment défendu, il se le voit aujourd'hui âprement disputé et il devra bientôt composer nécessairement avec les pays producteurs de camphre synthétique. Car ce fut ce monopole exercé tyranniquement, alors que l'industrie du celluloïd se développait, qui incita tous les chimistes du monde à rechercher la formule du camphre synthétique et qui, à partir de 1907, lorsqu'elle fut découverte et mise au point, poussa des industriels anglais, français et allemands à jeter sur le marché des quantités importantes de camphre synthétique dont l'emploi dans l'industrie du celluloïd donna pleine satisfaction. Il est vrai que le Japon manœuvra alors fort habilement. Il chercha d'abord à conserver le monopole industriel en offrant aux sociétés de camphre synthétique de racheter la totalité de leur production; ces offres furent imprudemment repoussées par les dirigeants des sociétés. A ce refus, le gouvernement nippon répondit par une manœuvre onéreuse pour lui, mais qui coûta la vie aux jeunes industries : il abaissa les cours du camphre à un prix inférieur au prix de revient et tripla la production de l'île Formose. L'effondrement des sociétés survint et lorsqu'il fut assuré de leur ruine définitive, il releva ses prix, les porta même à des cours exorbitants et de nouveau, monopoleur, trouva dans ces énormes profits la compensation des sacrifices précédemment consentis.

Le taux prohibitif des prix de monopole devait susciter après la guerre de nouvelles tentatives. La France, la Suisse, les Etats-Unis, l'Espagne, l'Italie et le Japon lui-même prirent de nouveau intérêt à la synthèse du cam-

phre. Et encore une fois, le Japon pratiqua les prix de « dumping » et réussit à ruiner les usines de Vaugain et de Laire en France : disons, cependant, qu'il réussit moins bien que la première fois sa manœuvre. Deux puissantes firmes ont en effet, malgré tout, subsisté : la société Shering-Kahlbourn de Berlin et la firme italienne de Marengo. C'est que les forêts séculaires de Formose ont été saignées à blanc et que la consommation mondiale qui s'élève aujourd'hui à 10.000 tonnes ne peut plus se contenter de la seule production japonaise. L'exemple de la France est à ce point de vue concluant. Aussi, reprend-on chez nous le projet de mettre de nouveau en marche les usines de Vaugain et de Laire : la société « Le Camphre français » s'est reconstituée. L'usine de Vaugain, assure son directeur, pourrait produire 60 tonnes par mois et 15 tonnes de fenchone en utilisant pour cela environ 120 tonnes d'essence de térébenthine par mois, soit 1.500 tonnes par an environ. Ainsi toute notre consommation de camphre pourrait-elle être satisfaite par le traitement de notre essence de térébenthine landaise. Cependant, le projet est marqué d'un point noir : pour une production mensuelle de 60 tonnes de camphre, le « camphre français » doit prévoir l'écoulement d'environ 36 tonnes par mois, soit 432 tonnes par an de terpènes résiduels. Ces terpènes seront malheureusement proposés dans le commerce comme succédanés de l'essence de térébenthine, ce qui ramènerait à environ 1.000 tonnes par an les débouchés nouveaux. C'est assez peu, il est vrai, mais dans les temps très durs que nous traversons, on n'a guère le droit de se montrer difficile. Avec les savons de résine et les revêtements à base de produits résineux pour routes, le camphre synthétique peut efficacement concourir au salut de la gemme landaise.

SECTION II

L'INDUSTRIE DE LA PÂTE À PAPIER DANS LA FORÊT LANDAISE.

L'industrie papetière française constitue un ensemble complexe qui repose sur les deux phases que nécessite la transformation du bois en papier. C'est d'abord la fabrication de la pâte à papier qui consiste à obtenir à partir de troncs d'arbres ou d'autres parties végétales des fibres séparées et constituées, suivant le mode de traitement appliqué, soit par des bois râpés, dans le cas de la pâte mécanique, soit par des fibres de cellulose dans le cas de la pâte chimique. Le produit ainsi obtenu est un produit semi-ouvré qui représente la matière première principale des papeteries. Le deuxième stade est alors celui de la fabrication du papier qui est réalisée par des mélanges appropriés de différentes sortes de pâtes, par un raffinage des fibres, par différents traitements mécaniques, physiques, chimiques et, en définitive, par le « feutrage » des fibres entre elles.

Mais ces deux branches de l'industrie papetière ont connu des développements fort différents, puisque aujourd'hui, si nous produisons la plus grande partie de notre papier, nous ne nous soucions guère d'obtenir dans nos usines la pâte nécessaire à sa fabrication. Lorsqu'on eut l'idée d'incorporer à la pâte de chiffons les pâtes de bois, on laissa aux pays boisés, en particulier aux pays scandinaves, desservis par de nombreux cours d'eau permettant le flottage et diminuant les frais de transport, le monopole de cette fabrication. Bien mieux, les pays fabricants de pâtes de bois ne tardèrent pas à méconnaître les règles de la division du travail qui s'était ainsi naturellement établie, ils créèrent des papeteries qui concurrencèrent les nôtres et ajoutèrent bientôt à leurs exportations de pâtes, des exportations de papiers. Cependant on tenta timidement, à Rouen, à Calais ou à Lyon, de fabriquer des pâtes.

mais en travaillant les bois allemands ou suédois ou l'alfa du nord de l'Afrique, et on ne considéra que comme tout à fait accessoire et peut-être inutile l'utilisation de nos bois français. Quelques chiffres, mieux que tous les développements, éclairent exactement la situation de notre papeterie. La France consomme annuellement 1 million de tonnes de papiers et cartons de toutes sortes ; elle en importe 170.000 tonnes, elle en exporte 70.000 tonnes, elle en produit donc 900.000. Déduction faite d'environ 50.000 tonnes de papier paille, 850.000 tonnes de pâtes sont approximativement nécessaires pour l'alimentation des papeteries françaises : l'étranger fournit 690.000 tonnes, nos fabriques de pâtes produisent 160.000. En papiers, l'industrie française produit donc 90 % de ses besoins ; elle pourrait produire la totalité si la presse française s'abstenait d'acheter à l'étranger plus de 100.000 tonnes de papier journal. Mais, en pâtes, la France ne produit que 160.000 tonnes. A part 10.000 tonnes de pâtes provenant actuellement de chiffons et de cordages, le reste, 150.000 tonnes, est fabriqué à partir d'essences végétales dont les deux tiers sont les produits des pays scandinaves et dont un tiers croît sur le sol français.

On comprend, dès lors, l'intérêt national qui s'attache à la fabrication de la pâte à papier en France et à partir du bois français. Le Conseil national économique a retenu cet intérêt et M. Charles Ettori, maître des requêtes au Conseil d'Etat, rapporteur de cette importante question devant cette Assemblée, le soulignait lorsqu'il écrivait : « Par adoption de la pâte de bois comme matière première essentielle du papier, la connexité de l'industrie papetière et de la forêt est devenue plus étroite, le problème du papier s'associe au problème du bois. »

Mais à vrai dire, à l'heure présente, ce sont surtout les Landais qui se préoccupent de fabriquer la pâte à papier avec la fibre de pin maritime, qui pourrait trouver dans cette utilisation un précieux débouché pour son bois aujourd'hui dédaigné. Il est, en effet, apparu aux Landais

que la pâte chimique à base de bois de pin et servant à la fabrication des cartons, des papiers d'emballages, particulièrement du papier dit « Kraft » (adjectif suédois qui signifie fort), pouvait rivaliser avec les meilleures pâtes à la soude suédoises. Et c'est ce résultat que M. Ettori consignait encore dans son rapport lorsqu'il remarquait que dans la période récente des usines ont été construites dans les Landes où le pin fournit une pâte résistante très recherchée pour l'emballage. D'intelligents efforts ont mené hardiment l'entreprise, mais sa nouveauté a naturellement freiné son développement. S'il est vrai que 55.000 tonnes environ de pâtes sont fabriquées en France à partir d'essences végétales croissant sur le sol national, sur ce tonnage un tiers provient des bois analogues aux bois scandinaves, les sapins des Alpes et des Vosges, le pin sylvestre et le tremble, un autre tiers provient principalement de l'utilisation de l'alfa d'Algérie et de Tunisie, le dernier tiers des pâtes fabriquées sont obtenues à partir du pin maritime des Landes, tonnage correspondant à 20.000 tonnes, à peine 3 % des 850.000 tonnes annuellement nécessaires à la consommation française. Les cinq usines installées dans le Sud-Ouest, en quelques années, les usines de Beautiran, Mimizan, Facture, Roquefort et Bègles, ont cependant supplanté les importations étrangères de pâtes à la soude, dans la proportion de 35 %, absorbant depuis 1927 plus d'un million de mètres cubes de bois. Mais, c'est une quantité beaucoup plus considérable de pâtes à la soude que peuvent fournir les papeteries landaises dont le nombre a été diminué pour permettre à d'autres d'augmenter considérablement leur rendement. Dans l'état actuel de l'outillage, 40.000 tonnes de pâtes grasses peuvent être produites annuellement et immédiatement. Cette industrie ainsi intensifiée ne permettrait pas seulement l'écoulement de 240.000 tonnes de bois bruts, mais par une transformation industrielle faite sur place, avec des matières premières françaises et un personnel indigène, les usines landaises tripleraient la valeur initiale d'une tonne de

poteaux bruts en l'amenant à l'état de pâte à papier et quintupleraient cette valeur initiale en transformant la pâte en papier d'emballage. Sait-on, en effet, que la production de 40.000 tonnes de pâtes transformées sur place en papier « Kraft » représentent les dépenses annuelles ci-après :

120.000 tonnes de poteaux pelés, représentant		
240.000 tonnes de bois brut, valeur départ	Fr.	9.000.000
55.000 tonnes de charbon		6.000.000
24.000.000 kilowatt-heures		4.000.000
Produits chimiques		14.000.000
Fournitures diverses		8.000.000
Main-d'œuvre d'usine		9.000.000
Transport des matières premières ci-dessus ...		6.000.000
Impôts de toutes sortes		4.000.000
Total		60.000.000

On remarquera particulièrement que les frais de main-d'œuvre et de transport représentent 9 et 6 millions de francs. On peut dire qu'une industrie des pâtes du type landais contribue à assurer l'existence d'une population intéressante : en dehors des travailleurs de l'usine même, il y a ceux de la forêt qui transforment le pin brut en poteau pelé, ceux qui assurent les transports nécessaires et tous ceux qui participent aux industries connexes, au total des milliers de familles en vivent et, remarque importante, une partie d'entre elles est fixée au sol.

Et qu'augurer dès lors, si nous remarquons que, puisque la France achète actuellement encore 30.000 tonnes de pâtes à la soude et 7.000 tonnes de papiers « Kraft » à l'étranger, c'est 60.000 tonnes de cette pâte que doivent pouvoir fournir annuellement les papeteries landaises. L'avenir qui s'offre à elles pour la seule production des papiers d'emballage et de pliage est riche d'espérances.

Deux considérations soutiendront les efforts de ceux qui le préparent.

Si cette première partie du programme de l'utilisation du pin maritime se réalisait en effet, 360.000 tonnes de poteaux bruts, 75 % du déficit que nous subissions naguère dans leur écoulement vers les mines, seraient transformées en pâtes et laisseraient dans le pays landais cinq fois plus d'argent que n'en laisseraient les mêmes quantités expédiées en Angleterre. D'autre part, les pâtes à la soude et le papier « Kraft » landais sont en tous points comparables aux produits scandinaves; c'est là l'avis unanime des techniciens. M. Monnet, le très distingué directeur des papeteries de Mimizan, à l'amabilité duquel nous devons beaucoup de ces renseignements sur l'industrie papetière française, en décrivait les ressources et même la supériorité lorsqu'il confiait à la *Revue du Sud-Ouest économique* de décembre 1932 son opinion très autorisée : « En dehors du pliage et de l'emballage, ce papier subit des transformations et des façonnages. C'est ainsi qu'il est utilisé, de préférence à tous les autres, pour les sacs d'emballage, les pochettes, les enveloppes, les bandes gommées, la fabrication des sacs à grande contenance pour la chaux et le ciment. La pâte « Kraft » peut aussi être blanchie ; elle permet alors de faire du papier d'emballage blanc et de couleur, des papiers pour les belles affiches publicitaires. Enfin, cette pâte de pin maritime extrêmement solide et relativement bon marché s'emploie de plus en plus pour la fabrication des papiers très épais, genre carton, qui remplacent peu à peu les anciens papiers de paille, meilleur marché certes, mais dépourvus de solidité. Deux feuilles de papier « Kraft » épais séparées par une feuille de papier paille ondulé donnent un carton ondulé d'une résistance supérieure à celle du bois. »

Sera-t-il possible d'aller au delà de ces premiers résultats dans l'hypothèse où ce débouché ne serait pas suffisant ? Pourquoi pas ? La science n'a pas dit son dernier mot. A la fabrication de la pâte chimique à la soude peut

encore venir s'ajouter la fabrication de la pâte mécanique et de la pâte chimique au bisulfite, toutes deux concourant à l'obtention de papiers de choix : Sans doute la haute teneur en résine du bois landais demeure le gros obstacle, mais il n'est pas insurmontable. La meilleure preuve en est qu'un procédé de dérésinification à froid a été déjà trouvé. Il fut étudié et expérimenté par une société d'études en 1924 et les expériences portèrent sur 40 tonnes environ de bois provenant de pins d'éclaircissage ; ces bois, après traitement, furent envoyés pour être transformés en pâtes mécaniques dans diverses fabriques ; les témoignages de satisfaction sont encourageants¹ : « Si vous arrivez par un procédé quelconque et peu coûteux, répondent les papeteries de Toulouse, à modifier l'aspect de votre pâte, nous pouvons vous assurer que son utilisation dans certaines catégories de papiers donnera des résultats très satisfaisants, au point de vue finesse et blancheur, ce que n'ont pas la plupart des pâtes mécaniques de Suède et Norvège. Il ne faut voir pour l'instant que la question blancheur ; pour le reste, les expériences auxquelles nous venons de nous livrer nous ont démontré que votre pâte de pin dérésinée ne laisse aucune trace de résine, aucune trace de bûchette. On obtient avec cette pâte un papier uni que l'on obtient même difficilement avec de belles pâtes de tremble mécaniques. » Même excellente impression est recueillie en Indre-et-Loire aux papeteries de Balesmes : « En ce qui concerne le pin, écrira-t-on, que vous nous avez envoyé et qui a été dérésinifié, nous avons l'avantage de vous informer que son emploi nous a donné toute satisfaction et qu'il a remplacé poids pour poids le sapin d'origine suédoise que nous recevons d'habitude. » Certaines réponses notent même une économie de force motrice constatée au défilage, ce qui est très appréciable dans la fabrication de pâtes mécaniques qui reste avant tout une question de kilowatts. Et ce sont les papeteries de Lancey qui tirent la conclusion : « Il est bien évident, déclare leur directeur, que si le prix

1. *Revue du Sud-Ouest économique*, mai 1927.

de revient permet l'emploi de cette pâte en concurrence avec les pâtes scandinaves et canadiennes, la fabrication de la pâte mécanique à base de pin maritime peut prendre des développements considérables et contribuer à l'affranchissement du marché français. »

L'expérience méritait d'être poussée : elle le fut, en effet : diverses sortes de papiers furent fabriquées, dont quelques-uns contenaient 80 % de pin maritime. La fabrication des papeteries Gaillard et Webel servit même à un tirage sur rotative de *la Petite Gironde* et de *la France du Sud-Ouest*. Est-il besoin dès lors d'ajouter que si la technique reçoit encore quelques perfectionnements, l'utilisation papetière des bois landais primera tous les autres usages et tous les autres débouchés ?

SECTION III

LA NÉCESSAIRE PROTECTION DES INDUSTRIES NOUVELLES.

Nous entendons l'objection. Ces industries jeunes qui viendront jeter sur le marché des produits dont certains pays se sont fait une spécialité ne peuvent vivre que si elles sont étroitement protégées. Nous n'aurions garde de l'esquiver. Le voudrions-nous, au surplus, nous ne le pourrions pas : les revendications des fabricants de camphre synthétique ou de pâte à papier poseraient obstinément le problème.

Dans l'article qu'il consacrait au camphre synthétique, au mois de juillet 1934, dans la *Revue de l'Institut du Pin*, M. Brus soutenait, en effet, que malgré un rendement et un prix de revient intéressant, une industrie de camphre synthétique ne pourra se développer que si elle est protégée par les pouvoirs publics contre le dumping étranger. A cette volonté de baisse illimitée qui se manifeste dans les branches commerciales les plus diverses, aussi bien de la part du Japon que de l'Allemagne, il ne lui apparaissait possible de répondre que par une protection douanière effi-

cace, car il ne comptait nullement sur le perfectionnement des procédés pour remédier à la situation difficile faite aux produits français. Aussi, les droits d'entrée perçus sur les camphres lui apparaissent-ils dérisoires puisque le droit de douane de 0 fr. 50 par kilo est suspendu lorsque la production française du camphre n'atteint pas 50 tonnes, autant dire que les droits étaient nuls. La première mesure que proposait le distingué directeur de l'Institut du Pin était un contingentement étroit, puisqu'on pouvait fabriquer le camphre avec uniquement des matières premières françaises, en particulier l'essence de térébenthine dont il existe un excédent d'un écoulement difficile. D'autre part, un droit de douane de quelques francs au kilogramme devait encore selon lui frapper l'entrée du produit étranger. Mais ce n'était pas suffisant : il lui semblait, en outre, prudent de taxer en même temps les produits intermédiaires de la synthèse, en particulier le bornéol, car il serait trop simple de fabriquer en France du camphre en déshydrogénant simplement le bornéol de synthèse importé à bas prix d'Allemagne. Allant plus loin, il jugeait même sage d'étudier la création d'un système de prime à l'exportation du camphre dont le résultat serait de faire de la France le premier producteur de camphre synthétique, rang que sa situation privilégiée pour l'essence de térébenthine devait lui assurer.

Ce sont en partie les conclusions de ce plaidoyer très complet que le gouvernement consacrait lorsque, par décret du 6 juillet 1934, il fixait à 1.400 francs le tarif général et à 350 francs le tarif minimum applicable aux 100 kilos de camphre synthétique à leur entrée en France.

Aussi bien, en ce qui concerne les pâtes à papier, le dumping pratiqué par les Suédois et les Finlandais sur le marché français dans le but de faire fermer les unes après les autres les audacieuses firmes qui se sont installées dans les Landes et qui, logiquement, en raison de la production possible de la forêt landaise, pourraient facilement les supplanter, se révèle-t-il également dangereux et pose-t-il le problème de la protection.

Nous savons, par exemple, que, systématiquement, les prix payés par les clients français pour les pâtes à la soude du type landais sont moins cher que ceux pratiqués pour la clientèle nord-américaine. Il est difficile, à la vérité, de résister à de pareilles manœuvres et leurs effets n'ont pas tardé à se faire sentir : certaines fabriques de pâtes landaises ont dû fermer leurs portes, cependant que les autres se mettaient, elles aussi, à acheter de la pâte suédoise pour alimenter leurs machines à papier. Les usines de Beautiran et de Roquefort ont ainsi disparu ; celles de Bègles et de Mimizan, au cœur même de la forêt landaise, ont importé des pâtes suédoises ; seules les usines de Facture tenues par des marchés importants continuent la production de pâtes. Mais qu'advient-il, une fois ces marchés terminés ? Il est bien à craindre que plusieurs centaines de millions dépensés pour donner naissance en France à une industrie susceptible d'affranchir ce pays de la tutelle de l'étranger seront à jamais perdus. Ainsi est apparue à nouveau la nécessité de la protection douanière. M. Monnet, par des chiffres qu'il publiait en 1933, permettait d'en établir l'étendue.

Prix des Pâtes Kraft étrangères, actuellement :

Sur wagon départ Rouen	66
Rendues usines du Nord.....	69
Rendues usines de la Seine	72
Rendues usines landaises	76

Prix de la pâte landaise :

Les usines landaises, contrairement aux usines scandinaves, ne sont pas *amorties*. Les installations sont, par usine, de l'ordre de 20.000.000 francs pour la *partie pâte* et 10.000.000 francs pour la *partie papier*. L'*amortissement* de la partie pâte à 8 % réparti sur 8.000 tonnes est de : 20 fr. par 100 kg. Le prix de *fabrication de la pâte* est de : 72 fr. par 100 kg.

Donc : Le *prix de la pâte landaise humide* est de 92 fr. les 100 kg.

I. A ne considérer que les prix de revient pâte étrangère et pâte landaise rendues dans une usine des Landes, la protection supplémentaire nécessaire, n'assurant aucune rémunération du capital engagé, est de 16 francs.

Il faut donc porter le droit de douane de 13 à 29 au *minimum*.

II. Mais pourquoi les fabricants landais ne vendraient-ils pas leurs pâtes aux fabricants du Nord et du bassin parisien ? Quelle serait, dans ce cas, la protection nécessaire ?

Pour transporter une pâte landaise, à Paris par exemple, il faudra *la sécher* alors qu'actuellement le séchage se fait directement sous forme de papier.

Le prix franco Usine Paris sera de :

92 + 12 de séchage + 11 de transport = 115 francs,
alors que la pâte étrangère ne coûte que 72 francs.

Il faudrait donc augmenter le droit de douane de 43 fr., c'est-à-dire le porter de 13 à 56 francs.

De son côté, M. Ettori avait envisagé, ainsi qu'il suit, le problème devant le Conseil national économique : « Il ne saurait être question d'assurer normalement aux industries de la pâte de bois et du papier une protection destinée à leur permettre de subvenir à la totalité des besoins nationaux. Ce résultat ne pourrait être atteint que par une élévation des tarifs tout à fait excessive. Seul se justifie, dans les conditions normales, un protectionnisme modéré que les efforts des industriels eux-mêmes doivent tendre à rendre de moins en moins nécessaire. L'industrie des pâtes de bois chimiques présente toutefois une importance spéciale et il est de l'intérêt général qu'elle conserve un développement suffisant. Une aide spéciale de l'Etat, ou une protection plus élevée se justifierait à son égard. Si cette aide ou cette protection devait se prolonger au delà de la durée des mesures prévues au paragraphe II pour faire face à la crise actuelle, il serait opportun que l'Etat pût s'assurer qu'il en soit fait un emploi efficace... »

Ainsi, ici encore, les mesures de contingentement et le

relèvement des tarifs douaniers apparaissent inévitables. Mais est-ce à dire que le recours momentané qu'il faut avoir au protectionnisme accrédite définitivement la formule pour l'avenir ? Nous nous refusons à l'admettre. D'ailleurs, le Conseil national économique, en ce qui concerne les pâtes, à la suite de M. Ettori, a fait, dans ses résolutions, la distinction : « Un relèvement des tarifs, y lit-on, ne devrait donc être consenti qu'à titre provisoire ou sous forme d'un droit dont on prévoirait, dès son établissement, l'abaissement progressif. Cette modalité éviterait immédiatement la ruine de l'industrie des pâtes de bois sans la dispenser de l'effort d'adaptation qu'il lui appartient de réaliser. »

CONCLUSION

Ce fut, pour les représentants de l'industrie résinière américaine venus assister à la réunion internationale de Bordeaux, en juin 1932, un sujet d'étonnement et une des conclusions de leur voyage, de constater chez nous le manque de solidarité et de coordination entre les divers intérêts qui se rattachent à la production gemmière. Peut-être leur surprise était-elle quelque peu pharisaïque, mais nous aurions mauvaise grâce à nier que les Français, particulièrement les Landais, aient, dans cette voie, beaucoup de progrès à faire. Les difficultés que rencontre présentement l'organisation du bureau de ventes unique le démontrent surabondamment : la discipline et l'esprit de coopération manquent gravement aux milieux producteurs landais. C'est, hélas ! un des aspects du désordre général où le « péché d'anarchie » a jeté notre économie nationale et l'économie mondiale tout entière. Des hommes d'Etat, des industriels, des sociologues l'ont dénoncé à l'envi : on a beaucoup écrit et discoursé sur cette économie devenue à la fois mondiale et anarchique. Donner l'équilibre aux forces de production est un problème de direction qui réclame de plus en plus l'attention publique et le contrôle délibéré. M. François-Poncet le rappelait avec raison le 10 avril 1930 : « La fonction de l'esprit humain c'est d'élaborer, d'installer ou de perfectionner un ordre. Tout système ordonné présente des risques et expose à des dangers, mais le pire des dangers est certainement la paresse et l'inaction. L'ordre installé sera viable qui ne traduira pas trop d'orgueil, d'ambition ou d'impatience, qui comptera avec la nature et avec le temps, qui sera à la fois hardi et sage. L'économie

organisée ne se flatte pas, d'ailleurs, de supprimer les crises, pas plus que le médecin ne supprime les maladies ; elle voudrait seulement ne pas être tout à fait surprise et impuissante devant elles : elle voudrait en saisir les causes, en contrôler les manifestations, en atténuer les effets. » Et cette réforme qui provoque parfois tant d'appréhensions chez les doctrinaires, nous la voyons ardemment souhaitée depuis quelques années dans le monde des producteurs : « Si, comme j'en suis convaincu, disait M. Eugène Mathon à la 8^{me} Assemblée générale du Comité central de la laine, nous souffrons d'un déséquilibre sérieux entre la production et la consommation, nous ne la guérirons pas avec des emplâtres superficiels, mais seulement en agissant sur la racine du mal, c'est-à-dire en rétablissant l'harmonie économique qui s'est rompue. C'est-à-dire que nous devons entrer résolument dans la voie de l'organisation. »

C'est, enfin, dans le rapport du Bureau international du Travail sur le chômage de 1931, ce même objectif qui traduit le vœu suprême d'Albert Thomas : « Serait-il vrai qu'un jour prochain, écrivait-il, dans chaque pays, dans chaque industrie, il deviendra possible de concevoir, en s'inspirant des mouvements de la productivité, une répartition adéquate des revenus entre le capital et le travail, entre les profits et les salaires ? Serait-il vrai qu'un développement équilibré des équipements et de la consommation, de l'offre et de la demande pourra être institué et maintenu ? Et le temps serait-il venu où les organismes nationaux et internationaux, dans lesquels seraient représentés tous les intérêts en cause, pourront, en fournissant des directives générales d'ordre pratique, promouvoir à la fois le développement régulier et continu des différentes branches de la production et celui du bien-être constant des masses ? »

Déjà le doyen Hauriou, dans son grand et beau livre *Principes de droit public*, décrivait-il, il y a un quart de siècle, l'éternel problème que pose l'économie en perpétuelle parturition. « Les sociétés vont vers le nouveau et en

partie vers l'inconnu. Ce que nous savons de plus clair, c'est qu'elles marchent, c'est-à-dire qu'elles se transforment par des mouvements d'ensemble. La migration de ses peuples est arrêtée dans son sens géographique : les Indo-Européens ne se pressent plus vers l'Ouest, mais le mouvement extérieur s'est mué en un mouvement intérieur et se continue dans les transformations de l'état social... C'est ce mouvement de transformation qu'il importe d'observer et à propos duquel il est nécessaire de reconstituer la notion d'ordre... La troupe en ordre de marche, l'agmen, voilà la notion à laquelle nous sommes réduits. »

C'est encore, certes, le problème de notre jeunesse, on ne parle, autour de nous, que de dynamisme et de plans : économie ordonnée, économie dirigée, économie contrôlée, économie concertée, associée ou planée : toutes ces formules traduisent les aspirations de ce qu'on appelle désormais le capitalisme réformiste.

Mais ce qui est plus nouveau, sans aucun doute, c'est le moyen le plus volontiers proposé pour réaliser cet « ordre » : c'est la poussée dans tous les milieux et les partis les plus divers de l'idée corporative. On l'a fort justement noté ¹ : devant la double carence du socialisme et du libéralisme, il a été tentant de chercher une troisième issue dans le corporatisme. Et, tout naturellement, le mot s'est ressenti des états d'âme, des passions, des calculs différents qui l'ont fait adopter. Les uns y ont vu l'aboutissement de longs efforts et la réalisation de la profession et de l'économie organisées ; les autres une machine de guerre contre le capitalisme ; certains, au contraire, un procédé pour briser les syndicats ouvriers, faire échec à l'étatisme et restituer aux autorités sociales et patronales un pouvoir économique qui leur échappe ; pour Hitler, Mussolini surtout, le dessein est net et avoué, il s'agit de porter le dernier coup à l'état démocratique, libéral et parlementaire et, sous couleur de corporatisme, de donner l'hégémonie

1. Voir sur ce point le numéro de mai 1934 de la revue *Politique* consacré à l'étude de l'ordre corporatif.

de leur dictature sur le monde du travail et de la production.

Il est, dès lors, malaisé de porter un jugement sur une conception qui recouvre des vues aussi différentes, sur un système aussi universaliste : tel ne saurait être, au reste, notre dessein : pareil sujet déborderait très largement le cadre de notre thèse. Nous retiendrons seulement que l'organisation de l'Etat corporatif apparaît aujourd'hui comme très digne de mériter les efforts qui, au seul point de vue économique, se proposent de subsister à l'anarchie et au déséquilibre entre la production et la consommation une économie disciplinée, harmonisée et servante de l'intérêt général des personnes humaines. Et nous noterons tout particulièrement, dans les divers projets et tentatives élaborés ou poursuivis dans la plupart des grands pays d'Europe, qu'il est un élément commun à peu près à tous : l'origine syndicale de ces premiers efforts. Il y a, en effet, intérêt à remarquer que l'action des différents syndicats qui groupent les exploitants de la forêt landaise pourraient exercer sur le redressement de notre économie locale une décisive influence et préluder pour sa part à la grande réforme économique. C'est que, on l'a encore dit, lorsqu'on descend de la théorie à la réalisation pratique et que l'on rencontre les premiers groupements professionnels que sont les syndicats, on est tout naturellement conduit à leur confier « le gouvernement provisoire de la profession ». C'était bien la pensée des catholiques sociaux pour qui l'idée corporative n'est pas une nouveauté et La Tour du Pin posait déjà ce syllogisme en vue de l'action : 1° la représentation professionnelle doit émaner des corps de l'Etat organisés ; 2° l'organisation des corps d'Etat doit émaner des syndicats ; 3° en attendant que cette organisation existe, la représentation reviendra aux groupements syndicaux. M. Joseph Zamanski, président de la Confédération française des professions découvrait lui-même l'influence de l'action syndicale sur ce terrain lorsque, aux Semaines Sociales de Reims, en juillet 1933, il s'écriait : « Il y a assez longtemps

que nous parlons d'organisation professionnelle ; il faut la faire. Ce ne sont pas les partis politiques qui la feront. Ce n'est pas à eux que dans sa tentative dernière s'est adressé Roosevelt, c'est aux professionnels eux-mêmes ; les syndicats puissants d'employeurs, les syndicats d'ouvriers pourraient, s'ils le voulaient, parler avec autorité dans le pays et leurs voix porteraient mieux que les manifestations inorganiques, sans dignité et sans lendemain. »

Et ne sont-ce pas précisément, les syndicats de propriétaires forestiers et les syndicats de gemmiers réunis sous le signe d'un front commun économique qui ont arraché aux pouvoirs publics, une à une, les pauvres mesures de défense qui allaient momentanément pallier à la dévalorisation du produit, comme pour expérimenter l'influence de leurs efforts conjugués ? Pourquoi, dès lors, ces syndicats unis pour défendre, ne le seraient-ils pas demain pour construire dans le cadre d'une économie qui puiserait dans les organismes professionnels l'inspiration et les directives de sa propre réforme ? Pourquoi, puisqu'ils ont pu parfois, au sein d'une économie anarchique, obtenir quelques résultats, ne seraient-ils pas encore plus hardis et plus réalistes en promouvant un ordre économique ? Ce sera, pour tous ceux qui croient que la politique économique du monde est vicieuse et néfaste, un apaisement de penser que l'intervention généralisée et systématisée des organismes professionnels pourra utilement travailler à l'avènement de l'économie renseignée, concertée et coordonnée qui doit naître de l'étroit concours entre l'Etat et la profession.

S'il est vrai, en effet, que la première condition de réforme est d'éclairer une économie aveugle et désorientée, les organisations professionnelles mieux que toutes autres, peuvent instituer des centres de documentation et renseigner exactement le producteur, le fabricant, l'importateur et l'exportateur sur les influences que devront nécessairement subir leurs industries et leurs négociants, inspirer leur initiative, diriger leur activité. C'est encore aux organisations professionnelles qui auront éclairé les volontés que

revient d'organiser leur rapprochement, afin qu'elles concertent leurs efforts et substituent aux ententes sporadiques et fragmentaires une politique d'ensemble générale et constante. Et comme une semblable entreprise serait vaine si elle prétendait faire fi d'un pouvoir directeur, les organismes professionnels sont, d'autre part, seuls à pouvoir, sans éveiller trop de méfiance, et partant susciter trop de résistance, réaliser une nécessaire coordination et accréditer une autorité directrice. Les Landais l'avaient compris qui favorisèrent la constitution de la Fédération des produits résineux français et du pin des Landes. L'idée doit être reprise et creusée. Tout l'avenir économique des Landes de ascogne repose, même en attendant la généralisation de la méthode, sur l'organisation coporative : la politique des accords commerciaux demeure essentiellement conditionnée par elle, s'il est vrai que l'ordre engendre l'ordre.



« Au lieu de la marche en avant dans le sens de la coordination de l'économie mondiale que toutes les conférences d'experts, il importe de le noter, indiquent comme la seule voie de salut, on a assisté à un ou plusieurs pas en arrière, à un repliement de chaque nation sur elle-même. Qu'en cette période de crise violente, et tant qu'on n'est pas parvenu à un accord, ce repliement soit un geste de défense nécessaire, il se peut ; mais s'y enfermer comme en une serait aller en sens contraire de l'évolution naturelle du politique durable, serait un véritable contresens, car ce monde telle que l'a provoqué ce phénomène irréversible qu'est l'apparition de la machine. Quand, spontanément, les relations économiques tendent à se multiplier, les arrêter par la force au lieu de les régler serait ramer contre la Providence. L'autarchie, à notre époque de civilisation mondiale ne peut être qu'une forme d'anarchie ¹ ».

C'est en ces termes très fermes que le livret d'avril 1933 de la *Vie intellectuelle* appelait de ses vœux une poli-

1. Christianus, *Le Pêché d'anarchie*, Vie intellectuelle, 10 avril 1933, p. 7.

tique économique de détente et ce sera précisément un des heureux résultats de l'organisation corporative de l'amorcer et de permettre la poursuite de sa réalisation. On ne peut, en effet, rationnellement coordonner sur le plan international que des économies suffisamment ordonnées sur le plan international. Il y a là un premier stade d'organisation qui, une fois franchi, permet une plus large coopération. Pour peu que les organisations corporatives de pays différents se préoccupent de diriger l'activité des milieux producteurs nationaux, une politique d'entente entre elles, au delà des frontières, ne peut qu'acheminer l'économie mondiale vers l'ordre et l'équilibre. Et ce n'est pas seulement dans le cadre économique actuel, en matière de contingent, pour les mieux répartir ou mieux distribuer les licences d'importation, qu'elles peuvent utilement intervenir ; mais, les conversations directes qu'elles provoquent peuvent, surtout, instaurer un régime économique entièrement nouveau. Ainsi des accords commerciaux préparés ou conclus par des organismes professionnels, expression d'une production organisée, avec un plus ou moins grand concours des gouvernements, le préparant ou le favorisant, peuvent apporter au problème de répartition que pose essentiellement la production mondiale les premiers éléments de solution. La méthode s'est d'ailleurs déjà révélée heureuse et efficace : M. de Lavergne, délégué de la Confédération générale de la production française, le remarquait devant l'Assemblée générale de cette confédération : « Malgré certaines résistances de la délégation allemande, en faveur de conversations directes entre intéressés français et allemands et a chargé la confédération de les organiser après entente avec la « Reichswerbandden deutschen industrie ». Depuis lors, de nombreuses prises de contact ont été organisées par notre entremise ; la plupart ont abouti à des accords portant généralement sur le quantum des importations et le gouvernement, auquel ces accords ont été soumis pour l'application, n'a eu qu'à les entériner.

dans les décrets qu'il a pris. D'autres accords sont à prévoir et à poursuivre, ils ne se limiteront pas à des conversations franco-allemandes, car il importe d'embrasser les intérêts de tous les autres fournisseurs... »

Notre résine et nos bois devaient inspirer de semblables initiatives. M. Maydieu, président du syndicat des résineux se félicitait de la réunion internationale des producteurs de gemme, à Bordeaux, en juin 1932 et augurait favorablement de son incidence sur les rapports franco-américains lorsqu'il écrivait : « Au cours de cette conférence internationale, les situations des divers pays producteurs furent envisagées et discutées ; les situations des différents marchés consommateurs également. Il n'apparut pas possible de régler immédiatement la distribution des produits résineux dans le monde, mais cela peut se faire dans l'avenir... Il est bien certain qu'une coopération de nos deux pays peut apporter des résultats efficaces, les découvertes de l'un serviront aux deux. Evidemment cette réunion n'a pas apporté la solution à la crise, mais elle a laissé l'impression très forte, à tous ceux qui y ont assisté, qu'une cohésion plus intime était nécessaire entre les divers producteurs pour rémunérer la production par de meilleurs prix. »

Et le 9 avril 1932, la Conférence internationale de Vienne, comprenant les délégués de dix-huit Etats, élus par les représentants de syndicats groupant dans chaque pays les propriétaires forestiers et les négociants en bois, agita l'idée de la création d'un office international des bois.

C'est peu, dira-t-on, et d'ailleurs assez de délibérations, des actes. D'accord. Mais interprétons tout de même comme un signe favorable les efforts tentés en cette année 1932 où le protectionnisme sévit si rigoureusement. Et voici, d'ailleurs pour couronner de succès. « ces conversations directes entre intéressés » les résultats réalisés grâce à l'intervention de la Fédération des Syndicats de produits résineux français et du bois de pin des Landes. Ce sont les accords franco-espagnols au terme desquels nos bois résineux et

spécialement nos bois de pin bénéficient désormais à la frontière espagnole d'un traitement de faveur et obtiennent vers les Canaries, au bénéfice d'une réciprocité précédemment méconnue, un débouché représenté par 60 % du tonnage des bois importés. C'est le nouvel accord commercial franco-anglais qui maintient à l'Angleterre son contingent supplémentaire d'exportations de charbons en France à la condition que cette nation nous achète deux tonnes de poteaux bruts chaque fois qu'elle fera entrer en France deux tonnes de charbon.

Ces premiers succès ouvrent la voie ; ce sont, si modestes et si timides qu'ils puissent paraître, les premiers pas résolus vers la seule solution possible à la crise mondiale et partant au marasme landais, l'économie ordonnée, non seulement sur le plan national, mais encore dans le cadre international, cette économie qu'un éminent professeur aux Semaines sociales de Lille définissait lorsqu'il enseignait : « Si le plan de l'organisation de l'économie mondiale ne peut être pluraliste, parce que ce serait anti-économique, ni unitaire, parce que ce serait anti-social, reste qu'il soit, si je puis dire en laissant à ce mot un sens très souple, fédératif. Economie mondiale complexe, économie organique, telle doit être l'idée de base de ce plan. Il s'agit de parvenir à un équilibre harmonieux des économies nationales par une coordination savante de leurs ressources et de leur production. Comme dans un vaste organisme, il subsistera des différenciations profondes et de larges antinomies, mais comme dans un organisme ordonné les relations seront multiples et étroites. »

S'il est vrai, pour grouper les trois principaux chefs d'une démonstration trop longue que les produits landais sont assez riches pour mériter de connaître en France et à l'étranger une faveur certaine ; s'il est vrai que nous avons démontré que les mesures prises jusqu'à l'heure sont périlleuses et ne sauraient être que transitoires ; s'il est vrai, enfin, qu'une misère commune a rapproché pour une action solidaire des organismes hier antagonistes, jetant ainsi les

bases d'une organisation, le remède ne saurait être cherché ailleurs.

Ce sera la conclusion dernière d'une étude que nous avons poursuivie dans le dessein d'informer exactement le lecteur des données véritables du problème landais et d'en découvrir les éléments de solution. Qu'on veuille, au terme de notre effort, dans ces pages, retrouver notre constant souci de rétablir la vérité. Qu'on y retrouve surtout l'hommage de l'amour du pays natal à la terre qui l'inspire, au moment où, après quelques années de stage au glorieux barreau de Bordeaux, nous allons regagner nos Landes pour y exercer notre profession, trouvant dans les vers de Despax l'écho de nos propres sentiments :

*C'est là que je suis né, c'est là devant la lande
Qu'il faudra quelque jour, ami, nous retrouver
Devant ces infinis qui font l'âme si grande
Que l'on ne sait plus vivre à force d'en rêver*¹.

1. « La Maison des glycines ».

Vu :
Le Doyen,
FERRON

Vu, bon à imprimer :
Le Président,
GARRIGOU-LAGRANGE

Vu et permis d'imprimer :
Bordeaux, le 8 mai 1935
Le Recteur de l'Académie,
A. TERRACHER.

ANNEXE

Loi portant création d'un système d'encouragement à la récolte de la gemme.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, la majoration de la taxe intérieure édictée, en ce qui concerne l'essence, par l'article 36 de la loi de finances du 30 décembre 1928, modifié par l'article 28 de la loi de finances du 31 mars 1931, est étendue, sous les réserves prévues par ces lois, aux white spirits tels que ceux-ci sont ou seront définis quant à leurs spécifications, par des décrets pris conformément à l'article 6 de la loi du 16 mars 1928, portant revision du régime douanier des produits pétrolifères.

Dans les trois jours qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi, tous commerçants et dépositaires des produits désignés ci-dessus devront faire, au bureau des contributions indirectes, la déclaration des produits visés au paragraphe précédent, qui seront en leur possession. Ces quantités seront reprises par voie d'inventaire et soumises à la majoration, qui sera immédiatement exigible.

Toute quantité non déclarée donnera lieu au paiement, en sus de la majoration, d'une amende triple de cette majoration. Au cas où la quantité non déclarée dépasserait dix hectolitres, l'amende pourra être portée au décuple de la majoration.

Art. 2. — Il est ouvert au budget du ministère de l'agriculture, pour 1934, sous un chapitre 26 *bis* nouveau : « Avances remboursables aux communes pour l'aide aux résiniers » un crédit de 12 millions de francs destiné à faire des avances aux communes, qui les attribueront :

1° Aux personnes effectuant la récolte de la gemme en vertu d'un contrat de gemmage écrit ou verbal, quel que soit le propriétaire des pins (particuliers, sociétés, collectivités ou Etat) ;

2° Aux propriétaires de pins ou fermiers exploitant eux-

mêmes dans les conditions prévues à l'article 2 de la loi du 19 décembre 1926, modifié par les articles 7 de la loi du 30 décembre 1928 et 1^{er} de la loi du 26 avril 1930.

Ces avances seront attribuées, dans la limite de ce crédit de 12 millions de francs, augmenté, s'il y a lieu, des contributions apportées par les collectivités locales, suivant des taux fixés par un arrêté des ministres de l'agriculture et des finances et qui tiendront compte de la situation de famille des bénéficiaires et varieront en raison inverse de la participation de ces derniers au produit des opérations de gemmage.

Art. 3. — Les avances consenties en vertu de l'article précédent seront remboursées à l'Etat, à partir de l'année 1939, au moyen d'une taxe perçue sur la gemme à la production.

Art. 4. — L'importation des white spirits fera l'objet d'un contingentement. Les quantités de white spirits obtenus en usines françaises en vertu d'autorisations spéciales délivrées sous le régime de la loi du 30 mars 1928 et afférentes au traitement du pétrole brut, de ses dérivés et résidus par raffinage intégral ou par première distillation et craquage, sont incluses dans ledit contingentement.

Pour la partie de l'année 1934 restant à courir à partir de la promulgation de la présente loi, les quantités ainsi contingentées ne pourront dépasser 9.000 tonnes.

Art. 5. — Dans les trois jours de la promulgation de la présente loi, tous les fabricants, commerçants ou dépositaires, d'essences de térébenthine et de produits résineux, visés par la loi du 30 décembre 1931 et le décret du 4 octobre 1932, ainsi que les autres produits dérivés de la gemme, devront faire à la recette burocratique des contributions indirectes la déclaration des quantités en leur possession. Ces quantités seront reprises par voie d'inventaire et soumises à un droit de statistique de 20 centimes par 100 kilogrammes de produits secs.

Toute quantité non déclarée donnera lieu au paiement d'une amende en principal de 36 fr. par 100 kilogr.; dans le cas où la quantité dissimulée dépasserait 1.000 kilogrammes pour les produits liquides, ou 5.000 kilogr. pour les produits secs, l'amende pourra être triplée.

Art. 6. — Un décret contresigné par les ministres de l'agriculture, du commerce et de l'industrie et des finances fixera les conditions d'application de la présente loi et notamment constituera les organismes de contrôle.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi d'Etat.
Fait à Paris, le 21 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
GASTON DOUMERGUE.

Le ministre de l'agriculture,
HENRI QUEUILLE.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
LUCIEN LAMOUREUX.

Le ministre des finances,
GERMAIN-MARTIN.

BIBLIOGRAPHIE

Le Bois, publication périodique.

Bulletin de l'Institut du Pin.

CUZAC, *Le prix des résineux pendant cent ans*. Imp. Lalièque, oct. 18.

DUPONT, *Les essences de térébenthine*. Masson édit., Paris, 1926.

DUPONT, *Distillation des bois*, Masson édit., Paris 1924.

BORIS ELIACHEFF, *Dumping ordinaire et dumping soviétique*, Revue d'économie politique, 1931.

Enquête du Ministère de la Guerre sur la reprise et le développement de la vie industrielle dans la région landaise, Bordeaux, Imp. Delmas, 1917.

La France forestière et industrielle.

L'Indicateur de l'industrie papetière.

KLAR et GAUTHIER, *Traité pratique des emplois chimiques du bois* (Traduit de l'allemand par Gauthier, 1904).

LACOSTE, *Mercuriale des produits résineux*.

LACROIX, *Traité théorique et pratique de la recherche du travail et de l'exploitation commerciale des matières résineuses*. Paris, 1865.

LARROQUETTE, *Les landes de Gascogne*.

Politique, numéro de mai 1934 : « Vers un ordre corporatif ? »

RABATÉ, *L'industrie des résines*. Paris, Gauthier-Villars, 1902.

SCHWEIZER, *La distillation des résines et des produits qui en dérivent*. Paris, Dunod, 1906.

Le Sud-Ouest économique, numéros 15-31 mai 1927, novembre décembre 1932.

VÈZES et DUPONT, *Résines et térébenthines, les industries dérivées*. Paris, J.-B. Baillière et fils, 1924.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	1
Chapitre premier. — Avant la crise	5
<i>Section I.</i> — La prospérité dans nos Landes n'a jamais été qu'un bref accident	5
<i>Section II.</i> — L'extraordinaire essor de l'industrie résinière de 1919 à 1928.....	10
<i>Section III.</i> — L'autre essor. L'intense développement du commerce des bois pendant et après la guerre.....	21
<i>Section IV.</i> — L'apprentissage de la fortune en pays landais.....	27
Chapitre II. — La crise	32
<i>Section I.</i> — Les causes générales communes aux deux industries....	32
<i>Section II.</i> — Les causes particulières à l'industrie résinière.....	38
<i>Section III.</i> — Les causes particulières au commerces du bois.....	43
<i>Section IV.</i> — L'état de crise.....	52
§ 1. La gravité du mal.....	52
§ 2. Les réactions.....	62
Chapitre III. — Des efforts tentés pour conjurer la crise	69
<i>Section I.</i> — Les mesures prises en faveur des bois.....	69
<i>Section II.</i> — La protection de l'industrie résinière.....	79
<i>Section III.</i> — La précarité des moyens de défense opposés au déve- loppement de la crise landaise.....	88
Chapitre IV. — Les nouveaux débouchés	96
<i>Section I.</i> — Les savons de résine. Les revêtements sur routes. Le camphre synthétique.....	96
<i>Section II.</i> — L'industrie de la pâte à papier dans la forêt landaise...	107
<i>Section III.</i> — La nécessaire protection des industries nouvelles.....	113
Conclusion	119
Annexe	129
Bibliographie	133

